● TRENTE-DEUXIÈME ANNÉE — N° 9507 — 20 PAGES — VENDREDI 15 AOUT 1975

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : Jacques Fauvet

1,30 F

Algérie, 1 DA ; Maroc, 1,30 dir. ; Tunisie, 100 m. ; Allemagne, 1 DM ; Autriche, 8 sch. ; Belgique, 10 fr. ; Canada, 60 c. cts ; Danemark, 2,75 kr. ; Espagne, 22 pes. ; Grande-Bretagne, 16 p. ; Grèce, 18 dr. ; Iran, 45 ris. ; Italie, 250 l. ; Liban, 125 p. ; Luxembourg, 10 fr. ; Norvège, 2,75 kr. ; Pays-Bas, 0,90 fl. ; Portugal, 11 esc. ; Suède, 2 kr. ; Suisse, 0,90 fr. ; U.S.A., 65 cts ; Yougoslavie, 10 n. din.

Tarif des abonnements page 13

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 65572
Tél. : 770-91-29

EN ESPAGNE

Toutes les formations de l'opposition au régime ont engagé des pourparlers

LIRE PAGE 12

DIRIGÉE A LA FOIS CONTRE LES PARTIS ET LE DOCUMENT MELO ANTUNES

La prise de position du général de Carvalho accroît l'isolement du premier ministre portugais

A Lisbonne, les jours du cinquième gouvernement provisoire, présidé par le général Vasco Gonçalves, semblent comptés. Dénoncé comme trop favorable aux communistes par le parti socialiste et les centristes, critiqué par plusieurs « dirigeants historiques » du M.F.A., le premier ministre paraît de plus en plus isolé et menacé.

Intervenant dans la crise, le général de Carvalho, commandant du Copcon, a préconisé, mercredi 13 août, une « alternative de gauche », qui critique à la fois l'attitude du parti communiste et le comportement des amis du major Melo Antunes, dont le document continue d'être discuté dans les casernes. L'initiative du général de Carvalho, prenant en fait position contre le général Vasco Gonçalves, pourrait être décisive d'autant plus que son plan aurait obtenu l'approbation de la centaine d'officiers commandants d'unités réunis mercredi. Une alliance « tactique » entre les amis du major Melo Antunes et le général de Carvalho contraindrait sans doute le général Costa Gomes, chef de l'Etat, à demander le départ du premier ministre et la formation d'un nouveau gouvernement.

Le parti socialiste, qui a approuvé le document Melo Antunes, n'entend pas cependant perdre le bénéfice de sa propre offensive contre le général Vasco Gonçalves et le parti communiste. Il organise, ce jeudi soir, à Lisbonne, une grande manifestation de rue, pour exiger « la démission immédiate du gouvernement ».

En France, les partis et syndicats de gauche ont décidé de se maintenir en liaison, pour suivre les événements, après la rencontre des délégués du P.C., du P.S. et du Mouvement des radicaux de gauche. Les formations signataires du programme commun ont reconnu leurs différences d'appréciation sur la situation au Portugal (mention que l'agence Tass passe sous silence) ; ont condamné les violences, notamment celles commises contre les communistes, et ont souhaité la coopération des partis et mouvements associés à la révolution du 25 avril, sur la base de « la plus large volonté populaire démocratiquement exprimée ». Il n'y aura pas de campagne commune sur ces thèmes.

Sollicitudes étrangères

L'intérêt suscité à l'étranger par les événements du Portugal n'a guère de précédent dans l'histoire récente : il faut remonter à la chute du régime Allende, sinon à l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968, pour retrouver un tel flot de commentaires et de prises de position. Il est vrai que cet intérêt est inégal : très vif en France, où les partis de gauche, comme leurs adversaires, puisent dans la situation à Lisbonne des arguments plus ou moins intéressés à l'appui de leur propre cause, il est un peu plus discret en Espagne et en Italie, dont les partis communistes avaient eu la prudence de prendre quelque distance vis-à-vis de leurs camarades portugais.

La situation n'est pas sans paradoxes : le soutien activement recherché et obtenu par M. Soares auprès des partis socialistes et sociaux-démocrates européens est nettement plus bruyant — et apparemment au moins aussi efficace — que l'appui accordé à M. Cunhal par l'U.R.S.S. et ses rares alliés « orthodoxes » dans le mouvement communiste européen. En attachant ouvertement des conditions politiques à l'octroi d'une aide économique au Portugal, la Communauté économique européenne a pu se faire accuser par la presse soviétique de violer les clauses de l'acte final de la conférence d'Helsinki. M. Ford, qui se présentait il y a un an comme le « président aux mains blanches » après l'équipe Nixon, va jusqu'à trouver « tragique » que l'enquête ouverte sur les activités de la C.I.A. empêche celle-ci de « s'en mêler » (going in) aux côtés des pays d'Europe occidentale...

Les attitudes des deux superpuissances sont, là encore, rivales et complémentaires. Ignorant délibérément l'idéologie et les querelles des diverses factions de Lisbonne les dirigeants américains se préoccupent d'abord et surtout de l'influence qui sera réservée au P.C. portugais et à son allié soviétique.

De là l'intérêt manifesté par Washington pour le mouvement indépendantiste aux Açores, de là aussi l'optimisme qui se manifeste dans la capitale américaine devant les déboires de M. Cunhal. La Chine, qui n'a toujours pas de relations diplomatiques avec Lisbonne alors qu'elle en a maintenu avec Santiago-du-Chili, adopte une attitude comparable.

L'Union soviétique semble partagée entre des préoccupations contradictoires. Si l'on en croit le président Costa Gomes, les dirigeants de l'Est européen rencontrés à Helsinki ont exprimé leur souhait de voir les choses se stabiliser à Lisbonne. En même temps, la presse soviétique appuie aujourd'hui encore le gouvernement du général Gonçalves et ne ménage ses critiques ni au parti de M. Soares ni au major Melo Antunes. Si les thèses « dures » exposées dans la « Pravda » par M. Zarodov sur l' « hégémonie du prolétariat » et le danger des « majorités arithmétiques » contredisent les propos tenus dans un passé récent par d'autres dirigeants soviétiques, elles paraissent conformes à la ligne suivie ces tout derniers mois face aux événements du Portugal. Les considérations stratégiques ne peuvent être non plus négligées par un pays engagé dans un vaste effort de construction navale : même si cet objectif ne peut être considéré qu'à long terme, un Portugal « ami » apporterait à la marine soviétique la plate-forme vers le « grand océan » qui lui manque jusqu'ici. En attendant, toutefois, M. Brejnev ne peut guère souhaiter autre chose que la poursuite de sa politique de détente avec l'Europe et les Etats-Unis, ce qui exige de lui une grande prudence.

Les militaires portugais n'avaient pas besoin en tout cas de ces sollicitudes excessives qui ne peuvent qu'aggraver leurs difficultés. La réaction est souvent, en pareil cas, le repli sur soi. Il est rare qu'elle soit très favorable à la démocratie, mais elle constitue souvent l'unique recours devant l'ingérence de l'étranger.

Le commencement de la fin ?

De notre envoyé spécial

Lisbonne. « *Otelo sort de l'ombre. Pour Vasco, c'est le commencement de la fin.* » Chez Nicolas, le Café du Commerce qui ouvre grandes ses portes sur le Rossio, la formule fait l'unanimité. Persuadés que le verdict est proche, les commentateurs attablés annoncent déjà la sentence. La curiosité, aiguisée par une presse du soir qui sent le vent tourner et se libère un peu du conformisme pour se lancer dans les indiscrétions, les Portugais se mettent à compter les points. *Mercredi 13 août, le premier ministre* en a perdu beaucoup. Trop sans doute pour prétendre maintenant récupérer sa mise.

Après les « neuf », qualifiés de « modérés », voilà le « radical » qui, à son tour, le lâche. L' « alternative de gauche » avancée par les fidèles du chef du Copcon ne laisse plus guère d'espoir au général Vasco Gonçalves. *L'horizon* déjà limité de son gouvernement de passage s'obscurcit chaque jour davantage. « *Les organes du pouvoir se sont montrés incapables à tous les niveaux de résoudre les problèmes concrets* », note sèchement la « *proposition de travail pour un programme politique* » élaborée par quelques officiers et reprise à son compte par le général de Carvalho.

Resté discret, presque silencieux, depuis la publication du manifeste Melo Antunes, Otelo réapparaît. Certains voyaient en lui l'arbitre du conflit. En fait, il prend parti et, refusant les termes du choix proposé, indique une troisième voie. Et, sans attendre, *il veut montrer sa force :* à l'heure même où les journaux publient le long texte de sa « *solution révolutionnaire populaire* », il est en réunion avec une centaine d'officiers supérieurs représentant la presque totalité des unités du pays.

Son document, rédigé par cinq officiers de la région militaire de Lisbonne, n'épargne *personne.* Au P.C.P., on reproche son dirigisme et ses tentatives de contrôle de l'appareil d'Etat. De la direction du P.S., « *on ne peut espérer mieux qu'une volonté d'entraver et de renverser la marche du processus révolutionnaire* ». Quant aux « neuf », leur proposition « *conduirait à la récupération par la droite... malgré les intentions démocratiques et patriotiques des signataires du document* ». La polémique est sévère et les frontières apparemment bien marquées.

Il conteste la valeur réelle des *élections du 25 avril, quand* les amis du major Melo Antunes en font l'expression intangible de la volonté populaire. Il insiste pour que le Portugal « *se dégage de sa dépendance vis-à-vis de l'impérialisme, et notamment de la C.E.E.* », alors que les « modérés » préconisent l'ouverture et la coopération avec le Marché commun.

DOMINIQUE POUCHIN.

(Lire la suite page 2.)

Un coup pour rien pour la gauche française

Que diable allaient-ils faire dans cette galère ? Ils se sont embarqués pour une destination inconnue et avec la seule certitude de rencontrer des écueils sur leur route. Au terme d'une navigation longue et difficile, ils sont revenus au port, Gros-Jean comme devant. Dénouement *prévisible.*

L'aventure aurait pu tourner plus mal et l'équipage peut déjà se féliciter d'être rentré sain et sauf. Et, *paradoxalement, compte tenu* des difficultés prévues, avec une impression moins négative que celles des observateurs qui l'attendaient sur le quai.

ANDRÉ LAURENS.

(Lire la suite page 3.)

AU JOUR LE JOUR

Ausweis

Les autorités de la République fédérale semblent particulièrement préoccupées d'éviter que le grand incendie forestier de Basse-Saxe ne s'étende jusqu'au territoire de la République démocratique voisine. Il y a là sans doute un sentiment de bon voisinage et de solidarité interallemande. Mais ne faut-il pas y voir aussi la crainte qu'une frontière aussi jalousement gardée ne soit violée d'une manière aussi hautement antiréglementaire?

Les forces de la nature ont sur les idées des hommes au moins cette supériorité qu'elles n'ont pas besoin d'ausweis. Mais peut-être les Allemands, de l'Est comme de l'Ouest, y verraient-ils une impardonnable faiblesse...

ROBERT ESCARPIT.

La Pologne catholique et socialiste

Le 15 août, fête de l'Assomption, est, avec la Pentecôte et la Natavité de la Vierge, un des jours de grand pèlerinage à Czestochowa. Ce jour-là, de tous les coins de la Pologne, des milliers de pèlerins se pressent sur la Jasna Gora (montagne lumineuse), pour visiter le couvent des Paulins avec sa célèbre icône de la Vierge noire, vénérée dans toute l'Europe centrale et orientale. Ce Lourdes polonais attire plus d'un million et demi de visiteurs par an : symbole paradoxal d'un pays socialiste qui est aussi catholique à 90 %.

I. — L'Église à l'épreuve de l'avenir

De notre envoyé spécial ALAIN WOODROW

Varsovie. — « *Il y a trois choses que le touriste russe demande à voir en Pologne : le strip-tease, un magasin privé, une église ouverte.* » Cette boutade d'un journaliste communiste de *Trybuna Ludu (l'Humanité* polonaise) résume bien l'étonnement du voyageur non averti — de l'Est ou de l'Ouest — qui arrive en Pologne.

Oui, tous les jours on peut voir un spectacle *de strip-tease à Varsovie*; l'entreprise privée existe — l'agriculture, par exemple, est privée à 85 % (75 % des terres sont toujours entre les mains de particuliers et 40 % des Polonais sont propriétaires) ; quant à la religion, 93 % des Polonais sont baptisés et 90 % s'affirment catholiques.

Le catholicisme polonais, solidement enraciné dans toutes les couches de la population, vivace et omniprésent, est une source inépuisable de spéculation... et d'histoires. Comme celle-ci, au sujet de la visite officielle de Staline à Varsovie. Lorsque le cortège traverse la place Saint-Sauveur, le maréchal demande à religieux, répondent : « *La place* Ceux-ci, un peu gênés d'avouer qu'elle porte toujours un nom religieux, répondent : *La place du Sauveur.* » — « *Vraiment ?* dit Staline flatté. *Mais il ne fallait pas !* »

Une historienne, qui gagne sa vie en servant de guide aux groupes de touristes soviétiques, raconte qu'on lui a récemment interdit de faire visiter plus d'une église de la capitale. « *On ne se rend pas compte*, explique-t-elle, *à quel point l'histoire du pays est liée à celle de l'Eglise.* »

Depuis le X[e] siècle, époque de la conversion au christianisme du prince Mieszko, et plus encore depuis la fin du XVII[e] siècle, lors du démembrement de l'Etat polonais par la Prusse, l'Autriche et la Russie, Pologne et catholicisme se sont identifiés. Le peuple polonais n'a jamais accepté la disparition de l'Etat, et le XIX[e] siècle a vu de nombreux soulèvements pour le maintien d'une identité nationale que les occupants, prussiens et russes, *s'efforçaient d'anéantir.* Dans cette lutte pour la survie nationale, l'Eglise catholique a joué un rôle important. Elle en a aussi subi les conséquences, telles que la confiscation de ses biens, l'interdiction ou l'expulsion de certains ordres religieux, etc.

Lors de la seconde guerre mondiale, enfin, où, sous l'occupation allemande, six millions de Polonais sont morts (un quart de la population), l'Eglise s'est engagée, pratiquement sans réserve, dans la lutte et la résistance. Il suffit de rappeler que près de cinq mille prêtres polonais (soit près du tiers du corps sacerdotal) sont *morts* dans les camps de concentration nazis. De cette époque, le lien entre la nation et la religion est sorti une fois de plus renforcé. D'autant que la société polonaise, multinationale jusqu'en 1939, est devenue uninationale et uniconfessionnelle à un degré jamais connu dans l'histoire du pays (1).

(Lire la suite page 8.)

(1) En 1939, presque 40 % des Polonais n'étaient pas catholiques : en 1971, ils n'étaient plus que 3 %. De nombreux juifs ont été exterminés pendant la guerre. Les Allemands ont été expulsés ensuite, et les Ukrainiens et les Biélorusses réintégrés à l'Union soviétique.

Du 23 août au 6 septembre

LES JEUX MÉDITERRANÉENS D'ALGER

(Lire pages 5 à 7.)

AVANT DE PARTIR POUR PÉKIN

Le vice-président khmer déclare que les grands problèmes sont résolus au Cambodge

L'agence Chine nouvelle a annoncé, le mercredi 13 août, que M. Khieu Samphan, premier vice-premier ministre du Gouvernement royal d'union nationale du Cambodge (GRUNC), fera une visite officielle en Chine — la première depuis la prise de Phnom-Penh — à partir du 15 août. Il sera accompagné de M. Ieng Sari, dont la nomination au titre de vice-premier ministre du GRUNC a également été annoncée mercredi. Avant son départ, M. Khieu Sampan a déclaré à la radio que « les grands problèmes sont résolus au Cambodge ».

La visite de la délégation cambodgienne coïncidera avec la présence à Pékin d'une mission économique nord-vietnamienne conduite par M. Le Thanh Nghi, vice-premier ministre du Vietnam du Nord.

● A SAIGON, un avion, affrété par le gouvernement français pour évacuer ses ressortissants ainsi que d'autres étrangers du Vietnam du Sud, n'a pu embarquer mercredi ses passagers. Il est revenu vide à Bangkok.

De notre correspondant

Pékin. — La visite à Pékin des chefs de la révolution khmère permettra, sans doute, de mieux connaître la personnalité internationale du Cambodge et le visage du nouveau régime. Avec cette première sortie officielle hors du Cambodge depuis la prise de Phnom-Penh de M. Khieu Samphan, vice-premier ministre, et, *en fait, chef du gouvernement* intérieur, prend apparemment fin la période de prise en main politique et administrative d'un pays ravagé et désarticulé par la guerre. Cette visite coïncide avec la nomination, annoncée également le 13 août, de deux vice-premiers ministres (*le Monde* du 14 août), décision qui a pour objet de renforcer la structure de l'appareil étatique et sa direction collective. Il est dit que la nomination « *fut approuvée* » par le prince Sihanouk et M. Penn Nouth, premier ministre. Autrement dit, elle n'émane pas d'eux : l'intérieur décide.

Le prince était encore ce jeudi matin à Pyongyang. Reviendra-t-il en hâte, avec son cabinet, pour accueillir vendredi le chef du Cambodge nouveau ? On peut penser que la Chine n'aurait pas pris l'initiative d'inviter M. Khieu Samphan si sa visite devait avoir pour effet de mettre en lumière les divisions du régime et d'en affaiblir le prestige international. Le prince Sihanouk jouera en tout cas, s'il est de retour à Pékin, un rôle plus effacé que celui qu'il tint au printemps 1974 lors du premier voyage de M. Khieu Samphan.

Il n'est pas trop difficile d'imaginer de quoi vont parler les dirigeants des deux pays. Les Chinois approuveront le caractère populaire du régime, l'effort fourni pour mobiliser les masses paysannes, la priorité accordée au développement agricole par les révolutionnaires khmers. Enfin, *ils se féliciteront de la politique* de stricte indépendance internationale suivie après la victoire comme pendant la guerre par les chefs de la résistance intérieure. Les Chinois ne demandent pas à leurs amis de les suivre, ils leur demandent de ne suivre personne. Un article du *Drapeau rouge* au mois d'août rappelait encore que les petits pays ne doivent pas modeler leur politique sur celle des grands, ni les pauvres sur celle des riches (l'article traitait aussi bien des relations de la Chine avec l'U.R.S.S. que des révolutions indochinoises).

Sur bien des points cependant, la façon de voir les choses n'est pas la même à Pékin et à Phnom-Penh. Les Cambodgiens n'ont pas les moyens d'un jeu planétaire à la chinoise, et les blessures des bombes américaines ne sont pas plus cicatrisées que n'est endormie la suspicion envers le Japon. A l'heure des nouveaux regroupements régionaux, il est important que les deux pays échangent leurs points de vue et, puisqu'ils sont amis, qu'ils harmonisent leur politique dans la mesure du possible.

ALAIN BOUC.

(Lire la suite page 4.)

Le Monde PARAITRA DEMAIN JOUR DE L'ASSOMPTION

Des nouvelles pour l'été

En nos temps de courts loisirs consacrés à la lecture, on s'étonne de la désaffection pour la nouvelle. *Elle aide pourtant*, mieux que tout autre genre, à combler les vides entre deux stations de métro, ou les creux d'une journée même bien remplie de vacances. Est-ce la faute des créateurs, la faute des lecteurs ?

Ceux qui s'y exercent — par ailleurs écrivains de plus longue haleine — savent quelle économie de moyens, quelle savante manipulation du langage elle requiert pour, en quelques pages, capter et imposer sa charge de réel ou de rêve, dramatiser sa forme afin de maintenir l'esprit en éveil.

Peut-être exige-t-elle du lecteur un effort accru ? D'une perle à l'autre, quand perle il y a, c'est autant d'univers secrets à forcer, qui ne sont jamais ni tout à fait autres ni tout à fait différents.

Les bonnes nouvelles sont rares, plus rares encore les bons recueils, et il s'en publiait de moins en moins. De plusieurs côtés, cette année, des initiatives ont été prises pour sauvegarder un genre qui est le meilleur banc d'essai d'un talent. Le Centre national des lettres lui a réservé une de ses bourses. Les Goncourt, avant l'été, en ont distribué deux, couronnant l'une un recueil, l'autre un texte paru dans la presse. Une centaine de nouvelles ont été, de ce fait, publiées, dans les journaux de province, entre lesquelles « Sud-Ouest » a obtenu la seconde bourse Goncourt.

Les éditeurs ont moins boudé cette forme de littérature. Plusieurs recueils, depuis janvier, ont attiré l'attention de la critique et du public : « la Ronde droite », de Michèle Delaunay (Gallimard) ; « Des demeures et des gens », *de Claire d'Etcheo (Table ronde),* plébiscité par les auditeurs de la chaîne de télévision FR 3 comme le meilleur livre de l'été. Enfin, « la Demoiselle sauvage », de Corinna *Bille, distingué par les* Goncourt, que Jacqueline Piatier présente, page 9, dans le feuilleton du « *Monde des livres* ».

A *cette floraison, nous ajoutons* ici « le Voleur et son chien », de Gabrielle Rolin, romancière et journaliste que nos lecteurs connaissent bien. Ils trouveront dans son texte *(page 11) la vivacité, l'humour* et le chatoiement de plume qui font d'elle une fille de Marcel Aymé.

LA SITUATION AU PORTUGAL

Le pèlerinage traditionnel de Fatima s'est déroulé sans incident

De notre envoyé spécial

Fatima. — *« Ne craignez rien ni personne. »* Les cérémonies de Fatima touchaient à leur fin. et *l'image de la Vierge reprenait* le chemin de la petite chapelle des apparitions. Du haut de la tribune, entouré d'une centaine de prêtres tous habillés de blanc, l'évêque de Leiria s'adressait à la foule des pèlerins.

Appel à la résistance chrétienne ? Mise en garde contre des dangers *extérieurs ? En tout cas,* le défi était lancé : *« Que rien ni personne ne s'oppose au chemin vers Fatima. Cela provoquerait peut-être une tragédie. »*

Le glas sonnait dans l'immense tour en partie cachée par le brouillard qui était tombé dès les premières heures du matin. Fatigués d'une nuit de veille, les pèlerins allaient rentrer tranquilles : *« Les chemins vers Fatima restent ouverts »,* disait encore l'évêque. Paysans, en majorité du centre et du nord du pays, ils se sentaient réconfortés. *« Ceux qui vous considèrent comme la partie sous-développée du Portugal offensent votre conscience de chrétiens. »*

Fatima se trouve au cœur de la région où depuis un mois les sièges des partis de gauche font l'objet de la furie populaire. A quelques kilomètres de là, c'est Alcobaça et Rio-Maior. A Fatima, trois petits bergers auraient reçu de la Vierge un étrange message le 13 mai 1917, six mois avant la révolution soviétique. La Vierge leur aurait demandé de prier pour la *« reconversion de la Russie ».*

Le pèlerinage du 13 août 1975 aurait pu marquer le point culminant de la lutte menée contre la *« minorité qui impose un régime communiste où la patrie indépendante et la religion n'auront plus de place ».* Pourtant, à Fatima, seul l'évêque de Leiria a fait allusion à la *« période perturbée que nous vivons ».*

« Cette concentration n'a aucune signification politique. Elle n'est dirigée contre personne », déclare de son côté l'évêque Antonio Rodrigues, qui a présidé les cérémonies. Selon lui, il faut distinguer entre les *« manifestations civiques »* d'appui à l'Eglise et les *« manifestations religieuses ».* Le pèlerinage de Fatima appartiendrait au deuxième type. *Il a pour objectif* la renaissance de l'esprit de Fatima, *« lavé de tous les mythes accumulés au fil des années ».*

L'homélie a été presque entièrement consacrée à cette question : *« Vous êtes tous nécessaires à l'Eglise. Celle-ci s'agrandit par le nombre de ses membres et par le témoignage public de leur foi. »* Renforcement de l'Eglise en tant que communauté, ou bien resserrement des rangs autour d'une hiérarchie en difficulté ?

« Les appuis extérieurs, ainsi qu'une certaine tranquillité, avaient, dans le passé, endormi les chrétiens », avoue Mgr Rodrigues. Aujourd'hui, l'heure est au réveil.

Le cadre de Fatima *n'est* pourtant pas le plus propice à cette *nouvelle prise de conscience. Comme* dans les pèlerinages précédents, *c'est le même affolement* devant les vitrines où les croix, les chapelets et toute une gamme d'objets frappés de l'image de la Vierge attirent les regards envieux.

Sur le parvis de la cathédrale, des familles entières ont passé la nuit dans des couvertures. D'autres ont accompli des vœux. Pendant des heures, on a pu voir des fidèles *marcher sur les genoux autour de* la chapelle des apparitions. Un soldat a rampé tout le long de l'esplanade. Des hommes et des femmes sont venus à pied. De loin... Il y a aussi des malades qui attendent de Dieu la grâce d'être guéris : *des aveugles, des sourds-muets, des* patients qui ont subi de graves opérations ; ils baissent la tête devant l'ostensoir en or que le célébrant leur présente. Une centaine de milliers de personnes agitent des mouchoirs blancs en *signe d'adieu à la Vierge qui, portée* par des soldats en tenue léopard, réintègre son abri.

Bientôt ce sera le départ ; des voitures ornées de branchages par*tent dans toutes les directions,* tandis que les catholiques aisés règlent les notes des luxueux hôtels de Fatima.

JOSÉ REBELO.

Le commencement de la fin ?

(Suite de la première page.)

Mais surtout les hommes du Copcon maintiennent fermement l'option du « pouvoir populaire » là où *les* signataires du manifeste des « neuf » ne semblent voir qu'une « *vague idée anarcho-populiste* ». Les uns estiment nécessaire « *de mettre sur pied une structure d'organisation des masses populaires fondée sur la reconnaissance des conseils de villages, d'entreprises et de quartiers* », les autres s'appuient sur la légitimité de l'Assemblée constituante. Là réside le clivage essentiel.

Il n'est donc pas étonnant que le « *projet Otelo* » ait aussitôt reçu le soutien d'une partie de l'extrême gauche, et notamment du parti révolutionnaire du prolétariat, qui y voit « *l'unique solution viable offerte au peuple portugais pour bâtir une société socialiste* ». Pour *Republica,* aux mains de sa commission de travailleurs, « *le document défend en termes pratiques et précis l'alliance révolutionnaire entre ouvriers et paysans, sans laquelle la révolution est condamnée à mort* ». « *Avec un tel projet,* conclut le quotidien, *on peut être sûr que la lutte continue.* »

Cela pourtant ne devrait pas affaiblir l'initiative du général de Carvalho qui semble *surtout* compter sur ses appuis militaires pour gagner du terrain. Il n'a jamis rompu avec les amis du *major Melo Antunes : il a, au* contraire, renouvelé sa confiance *aux généraux Charais et Pezarat* Correia qui, signataires du manifeste, *commandent les régions* militaires du Centre et du Sud. A ce *titre, les deux officiers* participaient mercredi à la réunion où l'on a débattu du projet du Copcon. Plus significative encore est la présence à cette même table du capitaine Vasco Lourenço, autre « modéré » et cible préférée d'une « cinquième division » inébranlable *dans son* appui au premier ministre.

Les passerelles semblent donc déjà en place pour harmoniser les démarches respectives de ceux que l'on continue, d'appeler par commodité, mais à tort, « modérés » et « radicaux ». L'intention d'Otelo consiste sans doute à « gauchir » l'orientation préconisée par les « neuf » et à tenter de les arracher aux « *pesanteurs de droite* » que leur manifeste ne parvient pas à neutraliser.

L'aile la plus conservatrice de l'armée portugaise s'est engouffrée dans la brèche ouverte par le major Melo Antunes : les signatures, qui affluent en masse du nord du pays, viennent d'unités qui n'ont jamais montré un zèle débordant pour la révolution.

Un compromis entre les deux tendances conduirait aussi à prendre des distances vis-à-vis du parti socialiste, qui voudrait bien pourtant être le principal bénéficiaire d'une « opération anti-Vasco ». Le P.S. jette de nouveau toutes ses forces dans la balance pour précipiter les échéances : à Lisbonne et à Porto, ce jeudi soir, il organise des manifestations de masse pour exiger la démission immédiate du gouvernement et soutenir les propositions des « *chefs historiques du M.F.A.* ». La nouvelle bataille des socialistes n'est guère prisée par les « conseiller » du général de Carvalho, qui tenteront de brouiller les plans de Mario Soarès.

Ces derniers pourraient aussi tirer *profit* d'un « *arrangement* » avec les compagnons du général de Carvalho. L'appui militaire qu'il représente est essentiel ; sa présence au triumvirat, aux côtés du général Costa Gomes, isole *totalement le premier ministre.* Cela ne vaut-il pas quelques *concessions* au *ton plus radical* des « otélistes » ? Les « neuf » *seraient d'autant plus enclins* à une ouverture qu'elle ne toucherait pas au *fond de leurs idées,* qu'ils ont maintenant la certitude *d'avoir derrière eux la majorité* de l'armée. Ils perçoivent déjà *les premiers gains de leur offensive* : la 5e division, qui leur avait *déclaré* une guerre ouverte — allant même jusqu'à demander contre eux les sanctions d'une « justice révolutionnaire », — est victime de ses propres excès. Le général Fabiao, chef d'état-major de l'armée de terre, a fermement demandé une restructuration de ses services, « *afin d'éliminer les prises de position unilatérales et d'assurer son indépendance* ». Le colonel Varela Gomes, connu pour ses attaches avec le parti communiste, est déchargé de ses fonctions : il était, après le commandant Ramiro Correia, le numéro deux de la 5e.

Sombre journée pour le général Vasco Gonçalves ; menacé, isolé, il perd son principal appui : la propagande de la 5e division s'est tue. C'est l'heure de vérité. Réaliste et défait, un ministre militaire nous avouait mercredi son pessimisme : « *L'esprit de caserne réapparaît, et avec lui la nostalgie de l'ordre.* »

DOMINIQUE POUCHIN.

DEUX MANIFESTATIONS A EVORA

L'image d'une révolution déchirée

De notre envoyé spécial

Evora. — Un face à face de dra*peaux hostiles séparés par* deux cordons de tenues léopard : dans la nuit d'Evora, socialistes et communistes ont jeté une lumière crue sur l'image d'une révolution déchirée.

« L'unité est nécessaire. Celle du peuple comme celle des partis progressistes » avait lancé un colonel, intimidé, au balcon central du quartier général, longue bâtisse blanche aux allures d'hacienda mexicaine... Devant lui, sur la place, mille socia*listes applaudissent.* Ils sont venus exprimer leur soutien au « véritable M.F.A. », *celui du 25 avril, « celui des Neuf »* — ce sont des gens de la ville, hommes et femmes, boutiquiers et employés.

Le peuple des campagnes lui, est rassemblé *un peu plus loin, sur la* Praca do Giraldo, flanquée de hautes *façades garnies d'azulejos* jaunes ou bleutés. Des paysans aux traits vieillis, l'œil à demi caché par la visière d'un chapeau poussiéreux, des femmes en noir, le pantalon recouvert *par un court tablier. Tous agitent* des drapeaux en papier où l'on peut lire : *« Le peuple réclame l'unité du M.F.A. »* : ils ont répondu à l'appel du syndicat des ouvriers agricoles et du *parti communiste,* qui estiment que *« la manifestation du P.S. est une tentative réactionnaire pour étendre à l'Alentejo la violence existant dans le Nord ».*

*Sur la route de Lisbonne on dou*blait à la nuit tombante les char*rettes qui menaient à la ville ces* prolétaires de la terre, décidés à défendre coûte que coûte *« leur révolution »* : cinquante mille hectares « expropriés » et occupés dans un *Alentejo brûlé de soleil.*

Devant le quartier général, la foule se disperse en ordre. Passent alors *d'un pas rapide des groupes de paysans* qui tournent la tête, lèvent le *poing* et crient : *« A bas la réaction ! »* Les socialistes sifflent. Ils ont scandé le même slogan quelques minutes plus tôt. Le dernier rang passe, ils suivent immédiatement. On *peut, un court instant, craindre un* affrontement. Les responsables du P.S. parviennent cependant sans trop de peine à calmer leurs partisans. *« Nous avons négocié un accord »,* confie M. Pedro Coelho, jeune député socialiste d'Evora et membre du secrétariat national. *« Le P.C. donne des garanties, et nous avons pris de notre côté des mesures pour contrôler la situation. S'il le faut, l'armée interviendra ».*

Elle devra en effet s'y résoudre. Rue Jose Elias Garcia, l'une de ces *venelles pavées, bordées de* maisons blanchies à la chaux, les sièges des *deux partis se font presque.* face. Un voisinage qui, ce soir, peut être dangereux. *La police militaire* établit un barrage entre les troupes adverses. Cela ne suffit pas : on appelle des *renforts,* et un camion se met en travers de la rue — de *part et d'autre des soldats impassibles,* fusils pointés vers le ciel, la guerre des slogans fait rage. *« La terre à qui la travaille et à bas la canaille ! »* lancent les communistes. *« A bas le communisme ! »,* répondent les socialistes.

Quand le tumulte s'apaise, les dirigeants, du haut des balcons, appellent au repli et à la dispersion, mais *les troupes n'écoutent guère.* Des deux côtés on applaudit le M.F.A. Ce n'est plus le même pour tout le monde : à chacun sa « fraction ». La division du M.F.A. est bien à l'ori*gine de la fièvre* d'Evora. Les communistes soutiennent un capitaine jugé trop « partisan » par *le* général Pezarat Correira, commandant de la région militaire sud, qui a voulu le sanctionner. Les socialistes ont à leur tour pris le parti du général, *signataire du document Antunes. Il* incarne à leurs yeux le « véritable M.F.A. » qui s'oppose à *« l'emprise du P.C. »* et aux *« agressions du cinquième bureau ».*

Deux *officiers parlementent* avec les adversaires, essaient vainement *d'arbitrer la querelle. De guerre* lasse, chacun s'en ira de son côté.

Capitale de l'Alentejo, Evora a élu cinq députés : trois socialistes et deux communistes. *« Ici la réaction n'existe pas », disaient ensemble il* y a trois mois militants socialistes et communistes. — D.P.

ATTRIBUÉ AU GÉNÉRAL OTELO DE CARVALHO

Le document du Copcon rejette à la fois le «dirigisme» du P.C.P. et l'analyse des militaires «modérés»

Le document attribué au général Otelo Saraiva de Carvalho, commandant du Copcon, est présenté comme une « alternative de gauche » et l' « unique proposition viable et réaliste offerte au peuple portugais pour bâtir la société socialiste ». Il a été longuement discuté le 13 août par les commandants d'unité du Copcon. Nous en publions ci-dessous les passages essentiels.

« *La situation actuelle du pays,* déclare le document, *est le résultat de l'incapacité à tous les niveaux de résoudre les problèmes concrets, ce qui entraîne une dégradation économique générale et l'accentuation inévitable de déséquilibre entre les zones urbaines et les zones rurales, ainsi qu'entre la zone industrielle de Lisbonne et les autres zones moins développées. Le dirigisme et les tentatives de contrôle de l'appareil d'Etat par certains partis, et spécialement par le P.C.P., ont conduit certains militaires ayant une responsabilité dans le processus révolutionnaire à présenter un document qui, affirment-ils, est destiné à clarifier la situation actuelle. Dans la pratique, il n'a provoqué qu'une plus grande confusion, étant donné les ambiguïtés contenues dans ce document...* »

Critiquant les campagnes de «dynamisation culturelle» menées à travers le pays sous la responsabilité de la 5e division, dirigée par des officiers proches du P.C.P. le document estime que ces campagnes, « *à cause d'une absence de préparation adéquate, n'ont souvent pas respecté les caractéristiques socio-culturelles du milieu où elles se déroulaient, et ont violé parfois profondément les mœurs des populations. Ces campagnes, appuyées sur un verbalisme vide de toute signification pour ceux à qui elles étaient destinées, ont été dans la majorité des cas, préjudiciables, car elles n'ont pas été accompagnées de mesures concrètes, capables de démontrer au peuple que l'objectif était l'amélioration réelle de ses conditions de vie* ».

Au sujet des dernières élections du 25 avril 1975 à l'Assemblée constituante, le document estime que « *la réalisation d'élections dans les conditions où elles se sont déroulées a contribué à jeter la confusion dans le peuple quant aux instruments qu'il pouvait utiliser pour contrôler l'appareil d'Etat et le pouvoir (...). Il faut reconnaître au M.F.A. un haut degré de responsabilité pour avoir fait de ces élections un point d'honneur, aspect très bien exploité par des forces intéressées dans ce type d'élections. L'inefficacité de quatre gouvernements provisoires n'est pas seulement le fruit du dirigisme que le P.C.P. a essayé d'imposer en s'infiltrant dans l'appareil d'Etat et dans les organes de communication sociale, car le P.S., le P.P.D. et le M.D.P.-C.D.E., qui étaient présents dans ce gouvernement, partagent les responsabilités qu'ils cherchent aujourd'hui à escamoter sans aucune pudeur On ne peut attendre des partis à droite du P.S. — direction de celui-ci comprise — que la tentative d'arrêter et d'inverser la marche du processus révolutionnaire afin de garantir les privilèges de la haute bourgeoisie et l'exploitation effrénée des travailleurs (...)* ».

Les membres du Copcon analysent ensuite sévèrement le « document Melo Antunes », signé par neuf membres du Conseil de la révolution : « *Ce n'est pas en rejetant en même temps la social-démocratie, le capitalisme d'Etat, la démocratie populaire et les conquêtes des classes travailleuses qu'on permettra à celles-ci d'assumer la direction du processus ou même seulement de consolider les positions déjà gagnées. La proposition présentée conduira à la récupération par la droite en ouvrant à celle-ci un terrain de manœuvre pour la destruction de la révolution, malgré les intentions démocratiques et patriotiques qui sont dans la tête des signataires du document.*

» *La perspective économique qui consiste à renforcer les liens avec la C.E.E. et l'AELE renforcera la sujétion du pays à une dépendance économique honteuse, financière et politique. Car ceux qui avaient encore des illusions quant aux buts de la C.E.E. les ont complètement perdues avec les dernières exigences présentées par la concrétisation de l'« aide financière au Portugal ». Revitaliser l'initiative privée à travers l'investissement massif du capital financier étranger se traduit dans la perte pure et simple de l'indépendance nationale. Il ne suffit pas, pour masquer un tel désastre, de dire qu'il faut aussi commercer avec le tiers-monde et les pays de l'Est. Ce n'est pas en ouvrant les portes à l'impérialisme qu'on arrivera à mener à bien une décolonisation correcte des territoires encore sous l'administration portugaise et victimes aussi de l'exploitation impérialiste.*

» *On n'assume pas une position supra-partidaire sans se démarquer par rapport aux partis de droite. Comment un projet peut-il se dire de gauche lorsqu'il escamote le rôle des masses et refuse l'acion de leur avant-garde ? Comment peut-on « critiquer » le rythme des nationalisations ? Serait-ce en maintenant dans les mains de la bourgeoisie la propriété des moyens de production que ceux-ci seront mis au service du peuple ? Comment peut-on ignorer le « caciquisme » et le rôle de la lutte des classes dans sa destruction ? Comment peut-on appeler à la concorde sans distinguer exploiteurs et exploités ? (...) Il est historiquement démontré que des personnalités modérées, qui prétendent désamorcer des actions violentes du fascisme au moyen de solutions conciliatrices, sont les premières victimes ou, dans d'autres cas, elles se transforment en oppresseurs des masses qu'elles prétendent libérer.* »

Au chapitre des propositions concrètes, le document du Copcon réclame « *la mise sur pied d'une structure d'organisation des masses populaires par la constitution et la reconnaissance des conseils de village, d'usine et de quartier qui sont les organes à travers lesquels les travailleurs peuvent prendre des décisions visant à résoudre leurs propres problèmes* ». Il prévoit un « *appui total et effectif à l'agriculture, afin qu'on puisse rapidement produire une quantité beaucoup plus grande de bien alimentaires, dont l'achat à l'étranger en ce moment est un des facteurs de notre déficit dans la balance des paiements. (...) D'un autre côté, le Portugal doit en finir avec la dépendance par rapport à l'impérialisme, dépendance qui est la cause de la crise économique actuelle. (...) Dans ce sens, il faut mettre fin à l'assujettissement à la C.E.E. qui pratique une politique de chantage envers le Portugal. (...) Notre pays pourra alor s'aligner avec les pays du tiers monde en privilégiant la coopération avec les anciennes colonies portugaises en termes nouveaux d'égalité et de fraternité. Mais en maintenant aussi des relations commerciales avec tous les pays du monde* ».

Le projet suggère, pour lutter contre le chômage, la création *d'emplois dans l'agriculture* et la construction. Il recommande une réduction *importante* du salaire maximum national, qui est actuellement d'environ 6 500 francs, et l'établissement d'un plafond pour les loyers d'habitation. Les auteurs prévoient en outre « *la socialisation de la médecine et la nationalisation de l'industrie pharmaceutique* ». Ils recommandent la garantie de l'enseignement de base pour l'ensemble de la population, « *les enseignements secondaire et supérieur étant subordonnés aux intérêts des classes laborieuses* ».

Dans l'immédiat, ils préconisent un certain nombre de mesures d'urgence telles que l'abaissement du prix des engrais, l'achat des produits agricoles à des prix garantissant une juste rémunération du travail des petits et moyens agriculteurs, des solutions d'urgence aux problèmes des réfugiés d'Angola, des dispositions pour garantir la sécurité des personnes et le droit de propriété ainsi que l'indépendance de la presse vis-à-vis des partis.

Abordant le problème du pouvoir politique au Portugal, le document souligne, enfin, que « *ce pouvoir sera constitué par le M.F.A. et par toutes les organisations politiques réellement révolutionnaires qui réclament et défendent le « pouvoir pour les travailleurs ». (...) Ce pouvoir sera la direction politique de cette période transitoire jusqu'à la réalisation de l'assemblée nationale populaire* ».

En conclusion, les signataires estiment que leur projet « *constitue la seule proposition viable et réaliste qu'on puisse offrir au peuple portugais pour parvenir à la société socialiste et représente un refus ferme et total au fascisme, à la social-démocratie et au capitalisme d'Etat, autant de formes d'exploitation qui nient la réelle émancipation des classes travailleuses* ».

● *Le local du parti communiste portugais* de la ville d'Arcos de Valdeves, au nord du territoire, a été incendié mercredi soir par des manifestants après avoir été mis à sac. De nombreux paysans, venus à l'occasion d'une foire, se sont joints aux manifestants. Deux magasins, qui se trouvaient dans le même immeuble, ont été la proie des flammes. Les policiers qui étaient sur place n'ont pu contenir la foule. Quand les militaires appelés en renfort sont arrivés, l'immeuble brûlait et la foule empêchait les pompiers de combattre le feu. En trois semaines, plus de cinquante locaux des partis de gauche (parti communiste et Mouvement démocratique portugais) ont été attaqués au cours de manifestations qui ont fait une demi-douzaine de tués et plus d'une centaine de blessés. —

● *Les élections au Syndicat des journalistes,* qui se sont déroulées mardi à Lisbonne, se sont soldées par la *victoire de la* liste B, qui regroupe à la fois des sympathisants maoïstes du M.R.P.P. (Mouvement pour la réorganisation du prolétariat) et des sympathisants socialistes. Ils l'ont emporté par une majorité de 38 voix sur la liste A, considérée comme procommuniste.

LA 5e DIVISION DE L'ÉTAT-MAJOR GÉNÉRAL

Agit-prop et action psychologique

A la fois bureau d' « agit-Prop », service d'action psychologique et departemen de relations publiques, la cinquième division de l'Etat-major général des forces armées (E.M.G.F.A.) est aussi, curieusement, un organisme d'assistance sociale à qui l'on vient raconter ses déboires.

Le petit palais de Cova da Moura, quartier général des « capitaines » révoltés au premier jour de la « révolution des œillets », reçoit maintenant les Portugais en butte aux tracas de la vie quotidienne. Les mal logés, les sans travail et les nécessiteux espèrent trouver là un dernier recours. Et l'armée se fait fort de remuer une administration tâtillonne ou d'exercer une délicate pression sur un fonctionnaire à cheval sur le règlement.

Ce rôle social dont elle aime faire grand cas ne suffit pourtant pas à rendre à la 5e division la popularité qu'elle a perdue. Pour nombre de Portugais, elle représente surtout le « bourrage de crâne ». Ses « campagnes », il est vrai, ne passent pas inaperçues : la der*nière en date, pour soutenir le premier ministre menacé et « calomnié » ressemblait même à un barrage d'artillerie lourde.* Autocollants, affiches, rengaines *sur les ondes : rien n'a été épargné pour riposter par un « força Vasco » (courage, Vasco) au « fora Vasco » (dehors, Vasco), des adversaires. Cette fidélité trop insistante au « camarade premier ministre » a en partie discrédité une division que l'on dit inféodée aux communistes.*

Créée dès les premières semaines de la révolution, la 5e ne plaisait guère à l'ex-général Spinola. Elle a pris son essor après la démission de ce dernier et regroupe aujourd'hui quatre grands services :

1) L'Institut de sociologie militaire *chargé de former des moniteurs militaires pour le M.F.A. Les officiers et les sergents qui suivent cours et conférences sont volontaires. Certains seront ensuite utilisés pour les « campagnes de dynamisation ».*

2) Le Centre d'éclaircissement et d'information publique *reçoit les journalistes et tous ceux qui cherchent des informations sur le M.F.A. Il est responsable des programmes télévisés et radiodiffusés que les chaînes nationales doivent donner. C'est ce département, enfin, qui rédige et diffuse le bulletin bimensuel* Movimento, *organe officiel du M.F.A.*

3) La Commission de dynamisation centrale (COTIC) *dirige vers les campagnes les « brigades » qui iront lutter contre l'obscurantisme. Elle organise et contrôle à l'intérieur des casernes la dynamisatio, qui doit politiser et « responsabiliser » les bases de l'armée. Elle tient, chaque jeudi, une « conférence d'éclaircissement » que fréquentent assidûment les touristes « politiques » de la capitale.*

4) Un service des relations publiques *chargé des questions sociales. Dirigée par le commandant Ramiro Correia, dont les idées sont proches du parti communiste, la cinquième division compte environ cent cinquante hommes, dont près de la moitié d'officiers. Son action, violemment critiquée par le parti socialiste, qui lui reproche d' « axer le peuple portugais », est aujourd'hui contestée au sein même de la hiérarchie militaire. Le groupe des « modérés » en fait l'une de ses cibles, et le général Carlos Fabiao, chef d'état-major de l'armée de terre, a demandé sa totale restructuration. Dans ce cas, le principal pilier sur lequel s'appuyait le général Vasco Gonçalves disparaîtrait.* — D. P.

● *Jornal Novo* croit savoir de source digne de foi que le général Fabiao, chef d'état-major de l'armée de terre, est intervenu auprès du général Costa Gomes, président de la République et chef d'état-major général des forces armées, pour demander une refonte immédiate de la 5e division.

Le général Fabiao reprocherait les prises de position violentes contre les signataires du document des *neuf, alors que ceux-ci* bénéficient de la solidarité de la majorité de l'armée de terre. *Le* général Fabiao considérerait que l'attitude de la 5e division est partiale et « *contraire à la discipline révolutionnaire* ». — *(A.F.P.)*

AU PORTUGAL ET SES RÉPERCUSSIONS EN FRANCE

Le capitaine Vasco Lourenço : l'ennemi principal est à droite...

Lisbonne (*A.F.P.*). — Le capitaine Vasco Lourenço, l'un des neuf signataires du document Melo Antunes, affirme que des attentats contre certaines personnes qui pourraient apparaître comme venant de forces réactionnaires « *ont été préparés* », mais il ne précise pas par qui.

Dans des déclarations reproduites par le *Diario popular*, le capitaine, suspendu du Conseil de la révolution, affirme qu'il dispose des preuves nécessaires pour étayer ses affirmations, et qu'elles seront révélées aux instances voulues.

Samedi dernier déjà, l'hebdomadaire *Expresso* avait dénoncé un projet d'enlèvement du commandant Melo Antunes, du commandant Vitor Alves et de l'amiral Vitor Crespo, qui se serait accompagné d'une intense campagne politique dirigée contre eux. Selon *Expresso*, les personnalités enlevées devaient ensuite réapparaître en Espagne.

Le capitaine Vasco Lourenço précise de son côté que « *des rumeurs faisant état de la préparation d'un coup de droite de la part de lui-même et de ses amis ont été lancées* ». « *Cela ne nous étonne pas*, ajoute-t-il, *que l'ELP (Armée de libération portugaise droite) puisse être entrée en contact avec des forces politiques portugaises, et nous admettons l'existence d'agents doubles. Nous pensons*, a encore déclaré le capitaine, *qu'il serait très facile pour tels agents de faire des déclarations en Espagne, après l'échec d'un tel coup, pour nous compromettre.* »

Le capitaine Vasco Lourenço indique qu'il « *soupçonne l'existence d'un enregistrement d'une conversation téléphonique de l'un de ces agents qui fait allusion à ses relations avec l'un des signataires du document des Neuf* ».

Le capitaine ajoute : « *Il est clair que nous sommes contre tout type de réaction, y compris celle de l'E.L.P., car nous considérons ces forces comme notre ennemi principal.* » Répondant, d'autre part, aux accusations lancées mardi contre lui par la 5e division, il indique qu'il a lui-même demandé une enquête sur le rôle de cette division. Il estime, enfin, que cet organisme se doit d'expliquer à l'opinion publique les raisons du départ du colonel Varela Gomes.

D'autre part, l'amiral Vitor Crespo explique, toujours dans le *Diario popular*, que la publication du document des Neuf est « *la dernière chance pour éviter tant une dictature de gauche social-fasciste qu'une dictature fasciste tout court.* » « *Nous devons*, a-t-il dit, *changer l'image du M.F.A. et lui rendre une crédibilité qui rende possible l'exercice d'un gouvernement sans le recours à la force.* »

En assurant maintenir sa ‹ position d'arbitre ›

Lisbonne révèle que les troubles à Timor ont fait plusieurs morts

La situation demeure « assez tendue » à Timor, où les incidents qui ont eu lieu ces derniers jours ont fait « *plusieurs morts et quelques blessés dans la population civile* », a annoncé, dans un communiqué, mercredi 13 août, la présidence de la République portugaise. Le président Costa Gomes a envoyé le même jour dans l'île le commandant Antonio Joao Soares.

Le communiqué de la présidence indique que les établissements publics et les magasins de la capitale, Dili (trente mille habitants), demeurent fermés. Il ajoute : « *Toutefois, la situation politique commence à se clarifier bien que la crise ne soit pas résolue.* »

Le gouvernement portugais a d'autre part rejeté comme « *inacceptables* » les propositions de l'Union démocratique de Timor (U.D.T.), auteur du coup de force, qui, d'abord favorable à une évolution par étapes, réclame désormais l'indépendance immédiate et l'arrestation de tous les membres du parti de gauche FRETILIN. Alors que l'U.D.T. a encerclé le quartier général de l'armée portugaise et contrôle tous les points stratégiques de la ville, *Lisbonne* entend maintenir sa « *position d'arbitre et essaie d'inciter les partis à élaborer une plate-forme commune* ».

[Les effectifs militaires portugais à Timor sont estimés à trois cents hommes ; les forces locales comptent environ trois mille soldats. Ceux-ci, ainsi que la police, soutiendraient le coup de force de l'U.D.T. Les dirigeants de ce mouvement ont fait valoir dans un communiqué que « leur calme et leur sérénité constituent la preuve de leur volonté de respecter l'autorité légitimement constituée ».

L'U.D.T., qui groupe la majeure partie de la bourgeoisie de l'île et des « petits Blancs » portugais (deux mille cinq cents personnes), s'appuie sur la chefferie des montagnards de Timor. On se demande maintenant quelle sera la réaction du FRETILIN, implanté surtout dans les couches pauvres de la population, montagnards et agriculteurs. Le chef du FRETILIN, M. Ramos Horta, qui se trouvait en Australie au moment du « coup », assure disposer de forces bien supérieures à celles de l'U.D.T. En outre, l'aile gauche du M.F.A. taine sympathie pour le FRETILIN, portugais, qui manifeste une cer- pourrait ne pas admettre son éviction de la scène politique.

Un autre facteur contribue à rendre la situation à Timor explosive. Djakarta, vivement préoccupé par les événements survenus dans l'île, a envoyé mercredi un destroyer vers Nusa-Tenggara, archipel indonésien qui s'étend à l'est de Bali et dont Timor est l'île principale. La destination finale du bâtiment n'a pas été divulguée.]

● *Seuls les membres du directoire* militaire et les chefs d'état-major des trois armes sont autorisés par le directoire à donner des entrevues à la presse nationale et étrangère, selon un communiqué de l'état-major portugais publié le mercredi 13 août. — (*A.F.P.*)

● *M. Erich Honecker*, premier secrétaire du parti socialiste unifié (S.E.D.) d'Allemagne de l'Est, a envoyé *mercredi* un message de solidarité à M. Alvaro Cunhal, secrétaire général du parti communiste portugais (P.C.P.).

● *Une partie du clergé belge* a réagi après les déclarations anticommunistes de l'archevêque de Braga, Mgr Da Silva. Un texte a été mis en circulation dans les milieux catholiques belges.

Le document appelle tous les chrétiens à réclamer des plus hautes autorités de l'Eglise de Belgique et du monde une « *attitude ferme et claire à l'égard des déclarations de l'archevêque de Braga* ». « *Pendant de longues années de régime fasciste*, déclarent notamment les signataires, *l'Eglise du Portugal a toujours gardé le silence. Aujourd'hui, l'évêque de Braga veut soulever une partie de la population pour faire échec à la révolution. Aussi nous refusons avec force que l'Eglise confonde la véritable liberté avec ses honteux privilèges d'autrefois.* » — (*Corresp.*)

LA RENCONTRE DES PARTIS DE GAUCHE

Des appréciations différentes et des points d'accord

Ouverte à 11 heures, la réunion des délégués des trois partis signataires du programme commun, M. Roland Leroy et Mme Mireille Bertrand pour le P.C., MM. Jean Poperen et Louis Mermaz pour le P.S., et MM. Pierre Bracque et Guy Gennessaux, pour le Mouvement des radicaux de gauche, s'est terminée peu après 17 heures. C'est M. Roland Leroy, puisque le P.C. était la puissance invitante et que la rencontre se tenait à son siège, qui a lu le communiqué ci-dessous. Aucun des participants ne l'a commenté, selon une consigne approuvée au cours de la réunion :

« *Les trois délégations ont procédé à un examen de la situation au Portugal. Inquiets de l'enchaînement des violences dans tout le pays, dont les dernières manifestations dans le Nord, frappent de façon particulièrement odieuse les communistes, les trois partis, qui portent des appréciations différentes sur l'origine et le développement de la situation au Portugal, n'en sont pas moins d'accord pour insister sur l'urgence, pour les forces démocratiques dans ce pays, de trouver les voies de leur rapprochement et de leur coopération.*

» *Le parti socialiste, le Mouvement des radicaux de gauche, le parti communiste français, sans vouloir s'ingérer dans les affaires intérieures portugaises, estiment qu'il appartient aux partis et mouvements initialement associés dans la conduite de la révolution du 25 avril de parer à tout retour du fascisme et de faire en sorte que le gouvernement et les organes de la vie politique aux divers niveaux reposent sur la plus large volonté populaire démocratiquement exprimée.*

» *Le Mouvement des radicaux de gauche, le parti communiste français, le parti socialiste, décident de rester en contact pour suivre les événements.* »

M. EDMOND MAIRE : Communistes et socialistes doivent élaborer un projet politique cohérent.

M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T., dans une interview à *Syndicalisme Hebdo*, déclare notamment « *ce qui me semble déterminant pour que la situation évolue de manière positive, c'est la nécessité d'opérer le rassemblement de la grande majorité du peuple portugais, et ceci ne peut être possible que si les communistes et les socialistes parviennent à réaliser un accord, ce qui suppose l'élaboration commune d'un projet politique cohérent et d'un programme de redressement économique et social* ».

Dans une déclaration à l'A.F.P., le secrétaire général de la C.F.D.T. a précisé que, selon lui, « *on ne peut compter sur les groupes minoritaires pour trouver une issue positive à la situation. Une révolution doit être faite par un peuple tout entier et non par les seuls militaires, quels que soient leurs mérites, ni par de petits groupes* ».

M. Chevènement : le stalinisme et la social-démocratie se renforcent mutuellement

M. Jean-Pierre Chevènement, membre du bureau exécutif du P.S., animateur du CERES, a précisé au cours d'une interview accordée à France-Inter mercredi 13 août sa position sur les événements du Portugal.

Interrogé sur la responsabilité des socialistes portugais dans le déroulement de ces événements, le député du Territoire de Belfort a notamment répondu : « *Il n'est pas douteux que le parti socialiste portugais n'a pas eu avec le M.F.A. les liens que, par exemple, le parti communiste a su tisser dès le départ. Ce ne sont pas les élections qui ont donné le pouvoir ; c'est un coup d'Etat qui a mis bas la dictature fasciste. C'est donc une situation particulière, et tout le monde sait que, pour transformer une société en profondeur, il ne suffit pas non plus d'un bulletin de vote... Il faut tenir compte de tous les éléments et pas seulement du résultat des élections.* »

M. Chevènement a ajouté :

« *Les difficultés évoquées à propos du Portugal n'existent pas seulement au Portugal. Entre socialistes et communistes, il y a souvent un cercle vicieux que nous connaissons bien : c'est-à-dire que, plus le parti socialiste est social-démocrate, plus il renforce les sectaires du parti communiste ; et, plus le parti communiste est sectaire ou stalinien, plus il renforce ceux qui, au sein du parti socialiste, sont des électoralistes, des sociaux-démocrates. Le problème est de savoir comment on peut sortir de ce cercle vicieux qui empoisonne la vie de la gauche depuis plus d'un demi-siècle, car notre conviction à nous, c'est que la puissance de la droite en France n'est faite que des divisions de la gauche. C'est la raison pour laquelle nous avons toujours voulu l'unir.* »

LA LIGUE COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE : La campagne contre les communistes portugais vise en fait les comités de base.

La Ligue communiste révolutionnaire, formation trotskyste qui compte parmi ses dirigeants M. Alain Krivine, a publié mercredi 13 août une déclaration qui appelle « *l'ensemble des partis et syndicats ouvriers à une riposte unitaire et internationale efficace contre la réaction* » au Portugal.

La L.C.R. affirme notamment, à propos des violences commises dans le nord du pays contre des permanences du P.C.P. : « *A travers cette campagne, ce que cherche en fait la bourgeoisie, c'est à enrayer le développement des comités d'usines, de quartiers, de soldats, de paysans, qui se sont multipliés particulièrement dans le sud du Portugal, comités affirmant de plus en plus leur pouvoir de décision et tendant à se coordonner. C'est contre la reconnaissance par l'assemblée du M.F.A. et par le P.C.P. de ces comités de pouvoir ouvrier et populaire que le P.S. portugais a lancé sa campagne de division, profitant pour ce faire de l'attitude sectaire, bureaucratique du P.C.P. (...) Pour résoudre la crise ouverte par le départ du P.S. du gouvernement, l'ensemble des forces ouvrières socialistes doit former un gouvernement d'unité ouvrière responsable devant cette assemblée, qui devrait garantir la plus totale liberté d'expression, de réunion et de manifestation aux différents partis ouvriers.* »

Des personnalités de gauche soutiennent M. Jean Daniel

A la suite du différend qui oppose M. Jean Daniel, directeur du *Nouvel Observateur*, et le parti communiste, à propos de la situation au Portugal (*le Monde* du 13 août), plusieurs personnalités ont signé un texte de soutien à M. Jean Daniel. Il s'agit de MM. François Mitterrand, Jacques Attali, Robert Fabre, Edmond Maire, de Mme Jeannette Laot, de MM. Pierre Mauroy, Jean Poperen, Alain Savary, Jean-Marie Domenach, Jean Desanti, Mme Dominique Desanti, MM. Philippe Sollers, Michel Rocard, Georges Montaron, Edgar Morin, François Jacob. Le texte de soutien est le suivant :

« *Même si tous ne partagent pas les opinions émises dans des éditoriaux, reportages et commentaires consacrés par* le Nouvel Observateur *et par Jean Daniel à la situation au Portugal, les signataires considèrent que les articles parus dans cet hebdomadaire — et notamment celui de Jean Daniel publié dans le numéro du 11 août — ne sauraient justifier la violence des commentaires parus dans* l'Humanité *du 12 août sous la signature d'Yves Moreau ni excuser des attaques infamantes contre un journal et un journaliste indépendants de tout parti mais qui se sont toujours librement mobilisés dans les combats de la gauche.*

» *En cette circonstance les signataires affirment leur solidarité avec Jean Daniel et* le Nouvel Observateur. »

Interrogé sur le contenu de ce texte de solidarité à M. Jean Daniel, M. Roland Leroy a déclaré, mercredi 13 août, en fin d'après-midi : « *Comme directeur de* l'Humanité, *au nom de tous mes camarades de* l'Humanité, *de tous les journalistes communistes, et sans doute au nom de bien d'autres, je dois dire mon indignation devant ce texte qui constitue, selon moi, une véritable mise en cause de la liberté d'expression d'un journaliste et d'un journal communiste.* »

Les commentaires de la presse française

LE FIGARO : plus rassurante mais moins crédible.

« *Voici donc François Mitterrand démontrant que le P.S. est plus réaliste, plus lucide que le P.C. ; se présentant devant l'opinion publique comme le défenseur des libertés fondamentales. C'est aussi une aimable façon, pour le leader socialiste d'affirmer qu'il se croit capable, désormais, de tenir tête à son partenaire, parfois trop sûr de lui, et que ses électeurs auraient tort de s'inquiéter si, d'aventure, il devait faire un bout de chemin avec le P.C. (...)*

» *Mais l'union de la gauche, hier, n'a-t-elle pas perdu encore un peu de sa crédibilité ?* »

(PIERRE PELLISSIER.)

L'AURORE : le minimum commun.

« *Tout ce qui figure dans ce communiqué, final et tardif, était prévisible : la condamnation des violences, la nécessité de parer au retour du fascisme, l'espoir de voir les forces démocratiques s'engager d'urgence sur les voies du rapprochement.*

» *Le combie eût été de ne pas arriver à ce minimum commun.* »

(DOMINIQUE PADO.)

LIBERATION : l'union et son contenu.

« *Le premier secrétaire du P.S. propose ni plus ni moins qu'une union de la gauche sans programme commun au Portugal, tandis que le parti de Georges Marchais proposerait plutôt un programme commun sans union de la gauche.* »

(J.-M. CARADEC.)

LE QUOTIDIEN DE PARIS : un refus grave.

« *Le P.C. ne s'intéresse vraiment qu'à ce que font les communistes en France et les communistes au Portugal. Il ne tient pas à des alliances qui dilueraient les dogmes dont il semble s'inspirer encore, en dépit des promesses qu'il n'a cessé de faire depuis le début de la campagne électorale de 1974. Les socialistes ont tenu à le faire savoir, indiquant ainsi que leurs divergences avec les communistes sont profondes et peut-être irréductibles. Loin de pouvoir influer sur la situation portugaise, les deux grands partis de la gauche se voient contraints de rejoindre les camps de leurs homologues de Lisbonne. S'il est vrai que l'intransigeance d'Alvaro Cunhal a sans doute entraîné le P.C.F. sur un terrain qu'il aurait préféré éviter, il demeure que le refus des communistes français de réaffirmer des principes démocratiques essentiels est grave.* »

(RICHARD LISCIA.)

L'HUMANITE : accord contre le fascisme.

« *La gauche française est enfin d'accord sur « l'"urgence » de l'union des forces démocratiques « pour parer à tout retour du fascisme ».*

» *Ces sentiments sont partagés par tous ceux qui, chez nous, sont attachés à la démocratie. Les commentaires de nombre de journaux — et pas seulement de la presse de gauche — les témoignages recueillis sur place, au Portugal, par leurs envoyés spéciaux, vont dans le même sens. Les chrétiens s'indignent de l'abus commis au nom de la foi par l'archevêque de Braga.*

» *A Paris, seul* l'Aurore *ose exalter les pogromes.*

» *Et seul M. Lecanuet se refuse au moindre mot de réprobation contre Mgr Da Silva.*

» *Mais l'opinion française, dans sa grande majorité, ne veut pas d'un retour du passé au Portugal. Elle a commencé de le dire. Dans les tout prochains jours, elle doit le crier encore plus fort.* »

(YVES MOREAU.)

● *Le secrétariat général de l'U.D.R.* a publié mercredi 13 août une déclaration dans laquelle il estime que le communiqué des trois formations de gauche sur le Portugal « *traduit leur propre embarras* ». Il ajoute : « *L'U.D.R., fidèle aux principes fondamentaux du gaullisme, déclare que seuls le respect du verdict du suffrage universel et le retour aux pratiques traditionnelles de la démocratie permettront au Portugal d'éviter les déchirements qui le guettent.* »

● *Le Front progressiste* annonce qu'une délégation composée de MM. Dominique Gallet, secrétaire politique, Bernard Felli, délégué aux questions internationales, Jean-Louis Delecourt, délégué adjoint aux questions internationales, et du colonel Jacques Suant, effectuera « *un voyage d'information* » au Portugal du 2 au 8 septembre. Le mouvement affirme que « *la violence anti-communiste que certains développent systématiquement a pour principal objectif de rendre irréversible l'actuelle division des forces populaires, ce qui hypothèque gravement la poursuite du mouvement de libération* ». Il estime qu' « *il serait regrettable que le major Antunes, dont le programme correspond aux objectifs initiaux du M.F.A., laisse capter son action par les forces de conservation, comme la droite a pu en France utiliser trop souvent à ses fins le phénomène gaulliste* ».

● *Une délégation du parti communiste français*, composée de MM. Jacques Chambaz, membre du bureau politique, et Charles Fitermann, membre du comité central, a séjourné les 12 et 13 août à Lisbonne, où elle a eu des entretiens avec MM. Alvaro Cunhal, secrétaire général du parti communiste portugais, Serge Vilarigues, secrétaire du comité central, et Aurelio Santos, membre du comité central.

● *L'Action catholique ouvrière* déclare, dans un communiqué, que ses militants sont solidaires « *de la classe ouvrière du Portugal* ». Le communiqué ajoute : « *Au Portugal, par Eglise interposée, au nom de l'anticommunisme, c'est un véritable combat de classe que mène la bourgeoisie pour anéantir l'espoir du peuple. Hier par leur silence, aujourd'hui par la voix d'un prélat, des membres de l'Eglise hiérarchique continuent d'être dans le camp de ceux qui torturent, fusillent encore au Chili.* »

● *Le secrétariat national de la C.F.T.C.* a repoussé, mardi 13 août, les invitations qui lui avaient été faites par des organisations C.G.T., en vue de participer à des manifestations communes « *pour la défense des libertés au Portugal* ». Estimant que de telles manifestations ne peuvent être que « *grandement équivoques* », la C.F.T.C. « *dénonce catégoriquement toute violence et toute voie de fait, qui ne peuvent que (...) compromettre le jeu normal de la démocratie* », mais refuse de s'associer « *à ceux qui ont approuvé toute manœuvre d'étouffement de la vie syndicale et de la liberté d'expression.* »

UN COUP POUR RIEN

(*Suite de la première page.*)

A défaut d'une unanimité dont on savait dès le départ qu'elle était illusoire, les représentants des communistes, des socialistes et des radicaux de gauche ont rédigé un *communiqué résumant ce qui, dans* la position de chaque parti, était acceptable pour les autres : la condamnation des violences au Portugal, la crainte d'un retour au fascisme, un appel à l'unité sur des bases démocratiques. Pour le reste, les participants ont honnêtement reconnu qu'ils portaient « *des appréciations différentes sur l'origine et le développement de la situation au Portugal* ». Il ne fut pas si facile d'en arriver là.

La réunion a commencé avec un léger retard imputable aux socialistes. Ceux-ci, MM. Jean Poperen et Louis Mermaz, sont arrivés à 11 heures au siège du P.C.F. et ont remis à leurs interlocuteurs, M. Roland Leroy et Mme Mireille Bertrand, pour les communistes, MM. Pierre Bracque et Guy Genessaux pour le Mouvement des radicaux de gauche, une lettre de M. Mitterrand (*le Monde* du 14 août) exposant la position du P.S. Ce document, soulignant les erreurs du parti communiste portugais et du Mouvement des forces armées, dénonçant les atteintes portées aux règles démocratiques et estimant qu'une mobilisation générale de la gauche française ne pouvait découler que d'un accord sur des principes clairs, a considérablement pesé sur la suite de la discussion. On sortait du cadre fixé par le P.C., lequel entendait s'en tenir à la dénonciation de la montée des violences anticommunistes au Portugal et à l'organisation en France de manifestations communes de la gauche sur ce thème. « *Nous ne pouvions nous associer à une campagne tout à fait unilatérale* », a déclaré, après la réunion, M. Jean Poperen, en expliquant pourquoi le P.S. avait écarté l'éventualité d'une campagne commune.

Les radicaux de gauche ne voulaient pas non plus s'en tenir à la dénonciation de l'anticommunisme. La discussion n'avançait guère et a failli s'achever, avant le déjeuner, par l'adoption d'un texte limité et vague sur ce premier point du débat. Cependant, après avoir consulté, les uns M. Mitterrand, qui était dans les Landes, les autres M. Robert Fabre, les délégués socialistes et radicaux de gauche revenaient à la charge.

Les représentants de ces deux formations acceptaient de dénoncer « *les manifestations odieuses* » contre les communistes portugais, à condition de condamner aussi les autres formes de violence et, selon M. Poperen, « l'enchaînement » des unes et des autres : violences contre la liberté d'expression (affaire *Republica*), contre la liberté de manifestation, notamment. Le premier paragraphe du communiqué résume ces différentes considérations, en même temps qu'il constate les divergences d'appréciation sur les raisons de la crise et invite les forces démocratiques portugaises à se rapprocher pour coopérer. Le P.C.F. a voulu par cette dernière formule faire écho au récent appel lancé par le parti communiste portugais. « *Nous aurions souhaité*, a déclaré ultérieurement M. Roland Leroy, *que le désir de voir se développer la coopération entre les forces démocratiques au Portugal soit exprimé avec plus de netteté, plus d'esprit offensif, et nous regrettons que nos partenaires aient tenu à atténuer cette expression.* »

Les socialistes et surtout les radicaux de gauche, qui avaient rappelé la veille leur attachement au respect du suffrage universel, tenaient à préciser ce qu'étaient à leurs yeux les conditions d'un rapprochement des forces démocratiques portugaises. C'était revenir sur les origines de la crise et s'opposer, une nouvelle fois, sur les responsabilités imputées par les uns à M. Cunhal, par les autres à M. Soares, tous reconnaissant que les divisions du M.F.A. compliquaient bien la situation. Les communistes ne voulaient rien dire qui pût mettre en cause l'actuel gouvernement portugais jugé minoritaire et dépassé par leurs interlocuteurs. En revanche, MM. Bracque et Genessaux préconisaient le retour à une organisation de l'Etat et du pouvoir conforme à « *la volonté populaire démocratiquement exprimée* », formule qui a été reprise dans le communiqué.

Les communistes ont rappelé l'accord passé avant les élections entre le M.F.A. et les partis pour fixer les modalités du changement révolutionnaire et ont estimé que les socialistes portugais avaient rompu ce pacte. Leurs interlocuteurs leur ont opposé la manière dont cet accord avait été appliqué dans la pratique. Chacun est resté sur ses positions. Au demeurant la discussion s'est déroulée sans véritable tension et M. Marchais a rendu visite à ses hôtes à la fin de la réunion en insistant seulement sur la nécessité de recommander l'unité aux partis et mouvements associés à la révolution du 25 avril.

Le rendez-vous du 13 août n'est pas à proprement parler un échec mais c'est un coup pour rien. Etait-il nécessaire de provoquer une telle réunion pour parvenir à des résultats aussi modestes ? D'attirer les feux de l'actualité sur des divergences au moins aussi importantes que les points d'accord ? La réponse serait, à l'évidence, non si l'on devait faire l'impasse sur les solidarités internationalistes et la sensibilité des formations de la gauche française. Socialistes, communistes, radicaux de gauche, peuvent-ils, pour préserver leur alliance, ignorer ce qui se passe à Lisbonne ? Leurs inquiétudes, même si elles mettent en lumière leurs divergences d'appréciation, ont au moins le mérite d'alerter leurs amis au Portugal. L'indifférence aux malheurs des siens et au choc de ses propres idées, au-delà des frontières, serait un renoncement moralement et politiquement inacceptable pour une gauche française traditionnellement universaliste. Elle a assumé ses exigences aux dépens de son confort.

ANDRÉ LAURENS.

AFRIQUE

La République Sud-Africaine au point de non-retour

III. — LE MIRAGE DES BANTOUSTANS

De notre envoyé spécial PHILIPPE DECRAENE

Le système d'« apartheid » sur lequel reposent les structures politiques et économiques de la société sud-africaine s'effrite lentement, tandis que les *amertumes et les impatiences* de la communauté métisse, de la communauté indienne, ainsi que celle des Noirs urbanisés, installés à l'extérieur des foyers nationaux bantous, prennent une ampleur inquiétante pour le régime de M. Vorster (« le Monde » des 13 et 14 août).

Umtata. — Dans un ouvrage écrit il y a une vingtaine d'années, un journaliste américain constatait : *« Les représentants des trois Eglises réformées hollandaises d'Afrique du Sud se rencontrèrent au mois d'avril 1950, au cours d'un congrès organisé par le Federal Mission Council, et tombèrent d'accord sur un apartheid géographique complet. Même pour Malan, c'était excessif : le gouvernement sait bien qu'une division géographique du pays est impossible car se serait l'« apartheid » absolu.* » (1).

La formule, qui semblait aberrante, il y a un quart de siècle, a reçu pourtant un début d'application, elle constitue même aujourd'hui l'objectif prioritaire du gouvernement de M. Vorster, fidèle au programme élaboré par les doctrinaires du tout-puissant parti nationaliste sud-africain. Dans un délai aussi bref que possible, l'Afrique du Sud doit s'ériger en Etat multinational, comprenant un Etat blanc — déjà existant — et une mosaïque d'Etats noirs, les foyers autonomes *bantous ou Bantoustans*. Actuellement, au nombre de huit, ils sont destinés à devenir des satellites de l'Etat blanc, comme le sont les trois anciens protectorats britanniques, devenus le Botswana, le Lesotho et le Swaziland. Déjà autonomes, aux termes du *Bantu Homelands Constitution Act* de 1971, ces Bantoustans sont promis à une indépendance rapide. Le Transkei, dont le premier ministre est le chef Kaiser Matanzima, doit accéder à la souveraineté internationale dès octobre 1976.

Les dirigeants de Pretoria, loin de s'opposer aux demandes d'indépendance que pourraient formuler d'autres leaders des Bantoustans, ils cherchent, au contraire à les susciter. Ils l'ont encore fait au cours de la conférence, qui a réuni, dans la capitale sud-africaine, les huit *premiers ministres*, MM. L. Sebe (Ciskei), K. Matanzima (Transkei), L.-M. Mangope (Bophutatswana), H.W.A. Ntanwisi (Gazankulu), W. Mota (Basotoqwaqw), C.-N. Phatudi (Lebowa), P.R. Mpephu (Venda), Buthelezi (Kwazulu) et leur *« collègue »* M. Vorster. C'est dans cet esprit que le Transkei a obtenu, dès le printemps dernier, le droit de constituer des forces armées autonomes et que, dès avril, les forces de police de ce Bantoustan ont été placées sous le commandement d'un officier noir, le premier d'Afrique du Sud a être promu à de telles responsabilités. Pretoria se félicite des offres de déplacement à l'étranger faites aux premiers ministres des Bantoustans, telles les invitations en France, en 1974, de MM. G. Buthelezi et L. Sebe, et, cette année, de M. K. Matanzima. La majorité de l'opinion publique blanche semble assister avec une certaine indifférence à l'« *opération Bantoustants* » qui se déroule sous ses yeux, et dont M. Vorster entend faire le test de la crédibilité du « *South African way of life* » à l'étranger. Peu de Blancs sont, en tout cas, capables d'énumérer les noms des huit foyers nationaux bantous.

Cependant, dans la mesure où l'on « *consolide* » les *homelands* en réunifiant territorialement des parcelles de territoire préalablement séparées les unes des autres, la minorité blanche est contrainte à s'intéresser à une évolution, qui aboutit notamment à l'expropriation des fermiers blancs, indemnisés par Pretoria, après qu'ils ont rétrocédé leurs terres aux Bantous. Il est vrai qu'un petit nombre de ces fermiers — c'est le cas dans la région de Trichardtsdal, au Lebowa — veulent rester sur place, dans les *homelands*, et tenter d'y courir leur chance, prêts à abandonner la nationalité sud-africaine pour acquérir celle de tel ou tel Bantoustan lorsqu'elle sera définie.

L'un des nombreux handicaps qui pèsent sur l'existence des Bantoustans est en effet la parcellisation de leur territoire, d'où un remembrement onéreux. Le rachat des terres *blanches*, parfois cultivées par plusieurs générations de fermiers, se heurte à des obstacles psychologiques, les possesseurs répugnant à se dessaisir. D'autre part, le rythme des *expropriations* est ralenti par l'inflation du coût des terrains. En 1974, le Bantu Trust, officiellement chargé de cette opération, a racheté environ cinq milliers d'hectares, *ce qui, ajouté* aux terres déjà occupées par les Noirs représente une superficie totale de vingt millions et demi d'hectares (2), chiffre évidemment dérisoire par rapport à celui de la population des *homelands*, proche de huit millions d'habitants. En fait, et c'est l'une des critiques fondamentales formulées par les adversaires de cette politique à l'encontre des dirigeants sud-africains, plus de quinze millions de Noirs, soit plus des trois quarts de la population du pays, n'occupent que 13 % de la superficie du territoire.

Pour constituer les Bantoustans en entités géographiques cohérentes, le travail à accomplir est sérieux puisqu'en 1972 ceux-ci étaient morcelés en cent quatorze parcelles, qui ne sont plus que trente-six. Cependant, le remembrement s'avère pratiquement impossible dans certaines zones, et les Bantoustans conservent pour l'instant du moins un caractère artificiel.

Ainsi le Bophutatswana par exemple est un Etat qui n'existe que sur le papier. Certes, il possède un drapeau et un emblème — la tête de tigre, symbole de l'autorité, — mais il est encore dépourvu de frontières réelles puisque constitué d'un puzzle de dix-neuf morceaux distincts.

Une autre difficulté politique, *liée à la prochaine indépendance* des Bantoustans, concerne leurs éventuels partenaires internationaux. Alors que nous demandions à un membre influent du parti *nationaliste s'il ne considérait pas* comme dangereux qu'un des nouveaux Etats noirs fît éventuellement appel à l'aide financière d'un pays n'appartenant pas au *« monde libre », celui-ci répondit : « Il s'agit d'un risque calculé de notre part. »*

Pour l'instant, la réalité est plus modeste. A Mafeking, où il nous a *longuement* reçu, le premier ministre du Bophutatswana, L.-M. Mangope, nous a dit, sans aucune illusion : *« Nous ne sommes, bien sûr, réellement maîtres que d'un nombre réduit de décisions. Nous devons constamment nous adresser au gouvernement de Pretoria, qui décide à notre place, et cela engendre des frustrations. Mais cette situation nous offre une plate-forme d'action, que nous acceptons faute d'autres possibilités de choix. Nous condamnons la politique de développement séparé, mais nous avons le devoir d'être à l'intérieur du système pour que notre propre avenir ne soit pas déterminé sans nous. »* Et l'indépendance ? *« Nous n'y pensons pas pour l'instant, ni à court terme ni à long terme. »*

Controverses autour de l'indépendance

L'accession à l'indépendance *divise profondément* les chefs des Bantoustans. Il semble que la majorité d'entre eux, comme M. L.-M. Mangope, en ne la souhaitant pas, soit parce qu'ils estiment l'idée prématurée, soit parce que, condamnant la politique de développement séparé, ils exigent l'intégration. A Kingwilliamstown, M. L. Sebe, premier ministre du *Ciskei*, dit tout de go : *« Les gens d'ici ne sont pas encore suffisamment mûrs pour l'indépendance, mais un jour viendra... »* M. Buthelezi, premier ministre du Kwazulu, qui passe à juste titre pour le plus combatif de tous les responsables politiques des Bantoustans, exige le partage du pouvoir politique et économique, sur une base strictement égalitaire, refusant de faire le jeu de M. Vorster et proclamant : *« Je suis sud-africain et je veux avoir accès à tout ce à quoi les Blancs ont accès dans ce pays. Aucun Africain conséquent ne veut des Bantoustans. Ce que je veux, ce n'est ni l'Etat multinational de M. Vorster ni l'Etat multiracial de ses adversaires politiques du parti uni, c'est la République Sud-Africaine intégrée sans aucun critère racial. »* Les propos de M. Buthelezi rappellent ceux que tenait M. Ferhat Abbas avant 1954.

En revanche, pour M. Kaiser Matanzima, premier ministre du Transkei, le choix est simple, et surtout sans appel : *« Nous voulons avoir notre indépendance, comme le Botswana, le Lesotho et le Swaziland... »* Politicien habile, ambitieux et démagogue, le chef de la nation xhosa rêve de voyages à l'étranger et de représentations diplomatiques. Le drapeau du Transkei — orange, blanc, bleu. — Bonga. Parlement local, dont la création remonte au début du siècle, ne *lui suffisent plus. C'est pourquoi* il a fixé, en accord avec ses interlocuteurs de Pretoria, ravis d'une telle option, l'échéance de l'indépendance.

Au demeurant, M. Matanzima et certains de ses pairs ont *compris et ils approuvent sans* réserve le fait que, dans les Bantoustans, les chefs, pour l'instant, *« font les élections »*, et, donc, exercent localement un pouvoir sans partage. *Toutefois*, même si le Transkei possède un drapeau, un hymne, une devise, un Parlement et un gouvernement, il est clair que beaucoup de décisions relèvent de la seule compétence des Blancs et que, *contrairement à la « logique de l'apartheid »*, les Blancs font la loi dans les Bantoustans. Certes, à Umtata, on peut croiser la Chrysler Imperial de M. K. Matanzima, *immatriculée « XG 1 »*, mais on constate aussi que, contrairement à ce qui se passe à Johannesburg, la « *déségration* » n'est même pas engagée.

Le Transkei est autonome depuis 1963 et sera indépendant l'an *prochain. Mais les Xhosas qui* vivent à Umtata doivent y subir un «apartheid» plus rigoureux qu'à East-London, situé à une demi-heure de vol, en pleine « zone blanche ». Nulle part ailleurs, dans l'Etat blanc, sauf peut-être dans l'Etat libre d'Orange l'«aparteid» n'est aussi pesant. Ces Noirs qui ne peuvent espérer franchir le seuil de l'hôtel Impérial autrement qu'en livrée, ne sont pas *« chez eux », contrairement à ce* que proclament les dirigeants de Pretoria. La politique des Bantoustans est une mystification politique, une illusion économique, bref, un véritable mirage.

L'état de sous-développement de *la plupart des homelands* est difficile à imaginer : absence d'infrastructure ou d'implantations industrielles, ressources agricoles insuffisantes, inventaire minier non dressé, etc. Pour que ces « foyers nationaux » puissent *nourrir* la population qui y est concentrée, il faudrait des investissements considérables qui coûteraient à la minorité blanche beaucoup plus cher que la mise en place d'un Etat racialement intégré. La politique de création d'emplois nouveaux, officiellement proclamée par M. Vorster, est restée un vœu pieux. L'explosion démographique déjoue d'ailleurs toute prévision économique : d'ici l'an 2000, la population du Kwazulu aura doublé, passant de cinq à *dix millions d'habitants*.

Les investissements réalisés dans les « foyers nationaux bantous » sont dérisoires par rapport à ceux des « zones blanches ». Agissant pour le compte du Bantu Investment Corporation, le gouvernement du Kwazulu, qui va créer une usine de moteurs électriques à Isithebe, a investi 5 millions et demi de rands (1 rand = 7 F) au cours des trois dernières années. *Or, pour la construction* de la seule usine synthétique de Sasol II, au Transvaal, le gouvernement sud-africain investira 1 milliard de rands...

Voilà qui explique pourquoi, dans un pays qui peut être considéré comme une des grandes puissances économiques mondiales, on ne recensait, en *mars 1974, que* quatre-vingt-onze établissements industriels dans les Bantoustans. A cette date, la Bantu Investment Corporation évaluait à 24 millions de rands seulement le montant des investissements privés dans les foyers nationaux bantous.

« Un bluff total... »

La création de *border industries*, placées sur les frontières des Bantoustans, va retarder le développement économique de ces derniers. La formation de la main-d'œuvre qui en résultera ne pourra pas, en effet, compenser le retard apporté à l'industrialisation des *homelands*. Il s'agit, d'autre part, d'éviter les concentrations urbaines trop fortes, sources d'éventuelles tensions politiques ou sociales. On le voit, le système d'« apartheid » est parfaitement rationnel, et rien n'y est laissé au hasard.

Comme nous l'affirmait un diplomate, en désaccord avec la plupart de ses collègues qui généralement approuvent la politique d'« apartheid », même lorsqu'ils en déplorent les excès : *« Les Bantoustans sont destinés essentiellement à servir de réserves de main-d'œuvre bon marché. Ce sont des territoires où la situation ne va cesser de se dégrader du fait de l'accroissement du nombre des éléments improductifs qui s'y entassent. Des classes sociales y sont en formation — fonctionnaires, commerçants, petits propriétaires terriens — et « have » et « have not » vont rapidement s'y affronter. Entre-temps, le système des Labour bureau permettra de continuer à canaliser la main-d'œuvre nécessaire sur les zones blanches, et, grâce à l'octroi des « pass », celle-ci sera toujours convenablement ventilée sur les fermes blanches... »*

D'ores et déjà, certains milieux blancs d'Afrique du Sud préconisent une participation financière étrangère directe au développement des *homelands*. Un des patrons de l'industrie sucrière au Natal nous citait le cas de M. J.-P. Pronk, ministre hollandais de l'aide au développement, dont le gouvernement se serait *déclaré prêt à aider directement* les *homelands*. Mais là encore, le choix n'est pas simple. Certains prétendent que, en accordant une aide directe aux *homelands*, on *facilite leur émancipation politique* en même temps qu'on accélère la promotion politique de toute la communauté noire d'Afrique du Sud. D'autres, au contraire, considèrent que toute forme d'aide aux foyers nationaux *bantous constitue un encouragement* ou une caution pour la politique de M. Vorster, étant entendu que chaque Bantoustan constitue, en puissance, autant de ces Etats *fantoches* dont le *Mandchoukouo*, sous la coupe du Japon, fut le prototype. Or, en dépit du faible degré de maturité politique de la plupart des Noirs d'Afrique du Sud, certains premiers ministres des Bantoustans sont déjà sévèrement contestés par une partie des élites de leur pays, qui leur reprochent leur coopération avec Pretoria.

Au sein même de la minorité blanche, les libéraux condamnent l'expérience, dont un prélat catholique romain, connu pour la lucidité de ses vues politiques, nous disait sans détour : *« C'est un bluff total... C'est Verwoerd* (prédécesseur de M. Vorster) *qui a été l'initiateur de cette formule, créée de toutes pièces, totalement irréaliste et donc condamnée à l'échec, parce qu'elle fait vivre ce pays dans un rêve... »*

La plupart des Blancs ne sont pas de cet avis.

Prochain article :

LES BLANCS ENTRE LE TRIOMPHALISME ET LA PEUR

BOTSWANA — RHODÉSIE — MOZAMBIQUE — VENDA — GAZANKULU — LEBOWA — NDEBELE — PRETORIA — TRANSVAAL — SWAZI — Johannesbourg — SWAZILAND — BOPHUTHATSWANA — RÉPUBLIQUE D'AFRIQUE DU SUD — ÉTAT LIBRE D'ORANGE — Kimberley — BASOTHO QWAQWA — KWAZULU — Bloemfontein — LESOTHO — NATAL — Durban — CISKEI — TRANSKEI — PROVINCE DU CAP — Port Elizabeth — East London — OCÉAN INDIEN — RÉPUBLIQUE D'AFRIQUE DU SUD

(1) John Gunther, dans *Inside Africa*, publié en français chez Gallimard, en 1958, sous le titre *l'Autre Afrique*. M. Malan, premier ministre sud-africain, successeur de Hertzog et prédécesseur de Strijdom, est *considéré* comme le « père de l'« apartheid ».

(2) En 1913, le Parlement sud-africain a adopté le Bantu Land Act, loi aux termes de laquelle 8,9 millions d'hectares de terres, réparties entre les quatre provinces du pays, recevaient le statut de territoires bantous permanents et inaliénables. En 1936, le Bantu Trust and Land Act octroyait aux Bantous 6,3 millions d'hectares supplémentaires.

ASIE

Cambodge

LE VICE-PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT A PÉKIN

(Suite de la première page.)

Les Cambodgiens accepteront-ils de se joindre à l'ASEAN (Association des nations de l'Asie du Sud-Est) s'il subsiste des bases américaines chez les pays membres, ou bien en exigeront-ils la suppression, comme semble le faire Hanoï ?

La Chine a *exprimé* son entier soutien aux propositions de regroupement dans le Sud-Est asiatique.

La presse de Pékin ne manque *pas de relever* tous les indices de resserrement de la coopération indochinoise : déclarations d'intention des dirigeants, échange de délégations, etc. Cette coopération permettrait, aux yeux des dirigeants chinois d'atténuer la dépendance à l'égard de l'Union soviétique qui résulte de la guerre. Peut-être limiterait-elle aussi l'influence nord-vietnamienne dans la région à un moment où Hanoï confirme sa volonté de maintenir de bonnes relations avec « *tous les pays socialistes* ».

Il ne faudrait pas conclure à une détérioration des relations sino-nord-vietnamiennes. De fait, au banquet de mercredi soir, les allocutions des deux vice-premiers ministres, M. Li Hsien-nien pour la Chine et M. Le Thanh Nghi pour le Vietnam du Nord, étaient comme d'ordinaire fort chaleureuses. La délégation économique nord-vietnamienne vient discuter une fois encore de ce qu'elle peut obtenir de la Chine, cette fois sans doute moins pour ses soldats *que pour ses épiciers* et ses ingénieurs.

ALAIN BOUC.

LA SÉCURITÉ RÈGNE AU CAMBODGE AFFIRME M. KHIEU SAMPHAN

Bangkok (*A.F.P.*). — « *Après trois mois, les grands problèmes sont résolus au Cambodge* », a déclaré M. Khieu Samphan, premier vice-premier ministre et commandant en chef des forces armées de libération, dans une interview à Radio-Phnom-Penh diffusée le jeudi 14 août.

Cette interview, qui ne se déroulait pas en direct, mais dont un speaker lisait les questions et les réponses, est la première que la radio cambodgienne ait retransmise du vice-premier ministre.

« Les usines commencent à fonctionner, les écoles et les hôpitaux sont ouverts », a souligné le dirigeant khmer. Dans le domaine agricole, M. Khieu Samphan a indiqué que des progrès avaient été enregistrés, sans toutefois que la production suffise à nourrir la population. « *Dans un an ou deux*, a-t-il dit, *la production couvrira les besoins de la consommation, et il y aura même un surplus pour l'exportation.* »

M. Khieu Samphan a évoqué les difficultés auxquelles s'était heurté le Cambodge après la libération, « *du fait des destructions causées par la guerre des impérialistes américains* ».

M. Khieu Samphan a ensuite souligné que la sécurité régnait au Cambodge, où se manifeste la solidarité entre les Khmers.

Interrogé sur la politique extérieure cambodgienne, le vice-premier ministre en a rappelé les grands principes : « *Indépendance, neutralité et non-alignement* ». « *Avec ses voisins*, a-t-il dit, *le Cambodge adhère aux principes de respect mutuel et de résolution des problèmes dans l'esprit du Pancha Sila* » (cinq principes de la coexistence pacifique définis à la conférence de Bandoeng).

Le dirigeant khmer a ensuite dénoncé la propagande malveillante des Etats-Unis contre le Cambodge. « *Les impérialistes américains ont de la rancune contre notre peuple*, a-t-il déclaré. *Les manœuvres perfides n'ont aucun crédit auprès des peuples amis qui aiment la paix.* » « *Nous devons prendre conscience de ce danger* », a-t-il conclu.

***

A la suite des nouvelles nominations intervenues au sein du gouvernement cambodgien, la mission en France du GRUNC nous communique les précisions suivantes :

« *M. Ieng Sari est nommé deuxième vice-premier ministre, chargé des affaires étrangères, près la présidence du conseil des ministres ; M. Son Sen est nommé troisième vice-premier ministre, chargé de la défense nationale, près la présidence du conseil des ministres. Le prince Norodom Sihanouk, chef de l'Etat et président du FUNK, et M. Penn Nouth, premier ministre et président du bureau politique du FUNK, ont agréé ces nominations.* »

Annonçant d'autre part la visite en Chine de M. Khieu Samphan, la mission du GRUNC le désigne comme « *premier vice-premier ministre et commandant en chef des F.A.P.L.N.K.* » (forces armées populaires de libération nationales du Kampuchea).

L'évacuation des étrangers du Vietnam du Sud

Un avion affrété par le gouvernement français est revenu vide de Saigon

Un avion, affrété par le gouvernement français pour évacuer des ressortissants français et étrangers de Saigon, s'est rendu, le mercredi 13 août, dans la capitale sud-vietnamienne, mais est revenu vide à Bangkok.

On déclare, à l'aérodrome de Bangkok, que les autorités sud-vietnamiennes ont annulé les départs de la journée, car l'avion était en retard.

Les vols d'évacuation doivent, en principe, avoir lieu quotidiennement jusqu'au 11 septembre au moins.

***

Les premiers rapatriés, arrivés mercredi à Roissy-en-France, font peu de déclarations afin de ne pas compromettre le sort de parents demeurés à Saigon ou pour conserver la possibilité d'un retour au Vietnam. C'est le cas d'un directeur d'établissement scolaire à Saigon, venu rejoindre sa femme et ses enfants en congé en France. Il espère obtenir un visa de retour pour lui et sa famille et reprendre la tête de son établissement, bien que les activités de celui-ci soient réduites.

De divers témoignages, il ressort que quelques entreprises françaises continuent de fonctionner au ralenti à Saigon, notamment un chantier naval, une fabrique de bicyclettes, une brasserie et une fabrique de cigarettes. Les banques restent fermées, à l'exception de la Banque d'Etat, vers laquelle des transferts de fonds pourraient être autorisés prochainement. Mais les comptes privés sont pour l'instant bloqués.

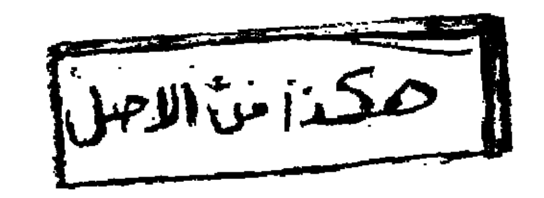
Des magasins d'alimentation sont ouverts, et le ravitaillement est bien assuré par le comité militaire de gestion, mais les prix ont augmenté de 10 % depuis la chute de Saigon. Le chômage s'est accru de façon considérable, du fait essentiellement de la démobilisation des militaires de l'ancien régime, dont l'occupation essentielle, actuellement, consiste à suivre les cours d'instruction civique organisés par les nouvelles autorités à leur intention.

L'activité économique est très ralentie et l'aspect des rues a changé, mais les nouvelles autorités ont renoncé à lutter contre certaines habitudes, notamment dans les tenues vestimentaires. Les jeunes filles continuent, d'autre part, à se mettre du rouge à lèvres.

« *Les autorités de Saigon*, déclare un rapatrié d'origine vietnamienne, *font beaucou pde difficultés pour accorder les visas de sortie, car elles paraissent vexées de constater une telle demande de départs. Aussi exigent-elles de nombreux justificatifs et, en particulier, la preuve que les candidats au départ ont bien payé leurs impôts.* »

La même personne, qui a voulu garder l'anonymat, a affirmé que le comité de gestion créait un climat de délation en recommandant aux habitants des quartiers de dénoncer aux autorités les militaires et fonctionnaires de l'ancien régime, en échange de récompenses ou de certificats de bonne conduite.





Les Jeux méditerranéens d'Alger

UNE *quinzaine de pays participeront, du 23 août au 6 septembre, aux Jeux méditerranéens d'Alger, manifestation sportive qui se déroule selon les principes des Jeux olympiques et que supervise, d'ailleurs, le Comité international olympique* (C.I.O.). C'est en 1951 qu'eurent lieu les premiers Jeux méditerranéens créés à l'initiative de l'ancien président du Comité national olympique égyptien, M. Tahar Pacha. Alexandrie, Barcelone, Beyrouth, Naples, Tunis et Izmir ont été les premiers lieux de rencontre de ces Jeux, la septième édition devant se dérouler dans la capitale de l'Algérie. Les circonstances politiques font que le comité d'organisation s'est refusé à adresser une invitation à Israël. Pour aussi regrettable que soit cette *attitude, sur le plan formel, on imagine mal la façon dont* aurait été reçue une délégation israélienne dans un pays arabe. Le C.I.O. qui aurait pu s'interposer au moment de la désignation d'Alger, a préféré tabler sur une hypothétique transformation du cours de l'histoire, et n'est intervenu, « *in fine* », *que pour* transformer les Jeux méditerranéens en Jeux méditerranéens d'Alger. Ce changement de terminologie ne trompe personne, et surtout pas le président du C.I.O. lord Killanin, qui est attendu officiellement dans la capitale algérienne, en même temps que la plupart des présidents des comités olympiques nationaux des pays participants.

Au niveau sportif, on s'attend encore à une domination des pays européens (Italie, France, Espagne, Yougoslavie), qui ont globalement plus de possibilités de briller que des pays comme le Maroc, la Turquie, l'Egypte ou la Syrie. Encore convient-il de tenir compte des progrès rapides qui sont réalisés ici ou là dans des disciplines déterminées. C'est le cas notamment de l'Algérie pour ce qui concerne le handball et peut-être même le judo pour lequel elle n'a pas hésité à envoyer des stagiaires au Japon. Du moins pourra-t-elle se situer dans le concert international en raison de la qualité des concurrents. A un an des Jeux olym*piques de Montréal, les pays participants ont pris les choses au* sérieux et ont composé des délégations avec leurs meilleurs athlètes du moment. L'Algérie compte donc bien faire le point de ses progrès en sport. Considérons qu'en dix ans le pays n'a pas eu le temps de se refaire, sur ce plan, une image de marque, tout absorbé qu'il était pas d'autres tâches. C'est aujourd'hui que tout commence et les Jeux méditerranéens sont considérés comme un moyen idéal pour amorcer le développement sportif. Dans cette perspective, les investissements consentis pour des constructions modernes se comprennent mieux que s'il s'était agi d'une affaire de prestige. On sait, en effet, comment le gouvernement algérien compte utiliser le site olympique nouvellement installé pour favoriser la pratique sportive de masse *et faire de ce site également un centre national de formation et* de recherche. Activité intégrée au système politique, le sport algérien doit être, aux yeux de ses responsables, un élément de la révolution, une pierre dans l'édifice du socialisme.

C'est pourquoi aussi, parallèlement aux rencontres sportives, auront lieu des manifestations culturelles dont la plus importante sera le festival de danses et chants populaires. Pendant la durée des Jeux se tiendra le premier congrès méditerranéen de médecine du sport.

Dans une pays si jeune, dont les trois quarts de la population ont moins de vingt-cinq ans, il paraissait normal que l'organisation des Jeux méditerranéens concerne plus l'avenir que le présent.

POUR UNE TRANSFORMATION SOCIALE ET CULTURELLE

par ABDALLAH FAHDEL (*)

DEPUIS l'accession de l'Algérie à l'indépendance, de nombreuses mutations ont profondément modifié le visage politique, économique, culturel et social d'un pays dont l'une des caractéristiques essentielles est la jeunesse.

La récupération des terres spoliées au bénéfice de ses légitimes propriétaires par l'application déterminée de la révolution agraire, la prise en main des ressources naturelles, la mise en place de la gestion socialiste des entreprises et l'application des principes de décentralisation du pouvoir et de déconcentration des tâches constituent autant de conquêtes du pou*voir révolutionnaire* après le redressement historique du 19 juin 1965.

Dans le domaine de la forma*tion*, qui *intéresse directement* les masses juvéniles, la réforme de l'Université, attentive aux réalités nationales et adaptée aux exigences du développement économique et social du pays, la création des instituts de technologie destinés à la formation massive des cadres, la prochaine institution de l'école fondamentale, la mise en œuvre du service national, représentent autant de mesures concourant à la mobilisation de la jeunesse, en vue de la poursuite de l'œuvre révolutionnaire.

D'une façon générale, l'instruction, l'éducation morale, la *formation* idéologique et politique, la mobilisation révolutionnaire doivent tendre à intégrer tous les *citoyens dans l'œuvre de déve*loppement généralisé du pays.

Ce sont là les composantes essentielles de la révolution culturelle, *dont la première phase* vise la transformation de notre environnement social encore marqué par les mentalités et les comportements hérités de la période coloniale.

Le mouvement sportif national, longtemps considéré comme un phénomène marginal, doit obéir aux principes d'une transformation sociale et être intégré en tant que composante au processus de la révolution culturelle.

Le sport, avant l'indépendance, était le reflet de la politique coloniale d'exploitation et d'oppression.

Organisé sur la base des dispositions édictées par la loi de 1901 sur l'association, le sport en Algérie était considéré comme appendice et pourvoyeur du sport français qui ne s'imposait ni par sa cohérence ni par sa diffusion auprès des masses et encore moins comme élément d'éducation et *de culture*.

Au lendemain de l'indépendance, l'organisation sportive était embryonnaire. L'encadrement, presque inexistant, les *installations* sportives insuffisantes et dégradées, la cessation de toute activité durant la lutte de libération nationale, telles sont les composantes d'un système désuet, anachronique et incapable de répondre aux besoins massifs d'un pays jeune.

Dès son installation, le ministère de la jeunesse et des sports mit en place des Fédérations nationales et un Comité olympique, entreprit la restauration du patrimoine sportif, ouvrit les portes du centre régional d'éducation physique et sportive de Ben-Aknoun aux premières promotions d'enseignants de l'indépendance, élabora le texte fondamental, qui, jusqu'à l'heure actuelle, régit *le sport* algérien.

Malgré tout ce qui a été entrepris et réalisé sur cette base, la pénurie des moyens conjuguée à *une organisation inadaptée* se traduit actuellement par des résultats insuffisants au niveau de la pratique sportive et de l'encadrement.

Il y a donc nécessité à apporter des solutions aux problèmes d'organisation, d'encadrement, d'enseignement, d'animation et d'équipement, qui conditionnent le développement de l'éducation physique et sportive dans notre pays.

L'analyse qui précède démontre les multiples implications du phénomène sportif sur le plan de l'éducation, de la formation et la mobilisation de la jeunesse sur le plan économique et social par son impact sur la productivité et la santé des citoyens et, enfin, sur celui de la défense des acquis de la révolution.

Si la formation d'un homme *nouveau*, garant du développement de la révolution socialiste, d'un producteur en possession de toutes ses capacités physiques, d'un citoyen en bonne santé, sont les préoccupations du pouvoir révolutionnaire, une attention accrue doit être progressivement accordée, en fonction de l'ordre des priorités nationales, à la promotion de l'éducation physique et *sportive, partie intégrante de* la révolution culturelle.

La jeunesse constitue le capital le plus précieux d'une nation *et le garant de la continuité révo*lutionnaire.

La mise en œuvre d'une politique globale la concernant ne *peut ignorer l'éducation physique* et sportive en tant que facteur de mobilisation et de dynamisation des sources de l'énergie sociale.

Par les valeurs éducatives, civiques et morales qu'elle véhicule, l'éducation physique et sportive constitue l'un des supports de cette politique.

La politique sportive nationale dépasse toutefois largement le cadre de celle-ci, du fait qu'elle s'adresse à toutes les catégories d'âges et à l'ensemble des travailleurs.

Elle ne peut se développer que grâce à l'organisation d'un vaste mouvement sportif national regroupant l'ensemble des personnes physiques et morales déterminées à œuvrer pour la promotion d'une société saine et engagée dans les tâches de développement généralisé du pays.

L'éducation physique et sportive se définit comme un système éducatif profondément intégré au système global d'éducation, obéissant aux fins poursuivies par celle-ci, et tendant à valoriser par ses apports spécifiques la formation de l'homme, du citoyen et du travailleur socialistes.

L'action des hommes et des institutions engagés dans l'œuvre d'éducation et de formation de la jeunesse algérienne, se dévelop*pent également* au sein du mouvement sportif national, cadre et fondement de l'éducation physique et sportive.

L'organisation du mouvement sportif national obéit aux principes suivants :

● DEMOCRATISATION. — L'éducation physique et sportive est un système d'éducation de masse. Par là est affirmé le droit de *tout Algérien à recevoir une* éducation physique. Ce droit est reconnu au même titre que l'enseignement.

● GLOBALITE. — L'éducation physique et sportive, partie intégrante du système éducatif, s'adresse à l'homme et à la société *dans leur totalité*. Elle constitue un ensemble cohérent, homogène et global, fondé essentiellement sur la pratique de sports éducatifs organisés sur des bases scientifiques.

● AMATEURISME ET VALORISATION. — Système d'éduca*tion de masse*, l'éducation physique et sportive permet de dégager au sein des pratiquants une élite sportive susceptible de représenter valablement le pays.

Les pratiquants de haute performance, reflet du niveau de développement sportif, doivent bénéficier d'aménagements socioprofessionnels, réglementairement établis, conformément à leur statut et non en raison de privilèges, dans le strict respect des règles de l'amateurisme.

● GESTION SOCIALISTE. — L'organisation et la gestion des activités sportives sont autant le fait des dirigeants officiellement mandatés que celui des sportifs pratiquants.

L'application de ce principe permet une gestion démocratique un contrôle fonctionnel, et enfin une formation pratique des futurs animateurs, au sein de toutes *les unités constitutives du* mouvement sportif national.

Il implique par dessus tout que le dirigeant d'un groupement sportif, dans quelque secteur qu'il évolue, et quels que soient sa qualité ou son rang, se comporte en tout lieu et toute situation en véritable *éducateur de* la jeunesse.

● DECENTRALISATION. — Les activités physiques et sportives sont organisées au sein de toutes les institutions nationales, administratives, économiques et militaires, jusqu'aux cellules de base qui doivent détenir un pouvoir effectif de gestion des moyens d'action.

(*) Ministre algérien de la jeunesse et des sports.

SUR DES INSTALLATIONS MODERNES

LE site sur lequel se dérouleront les compétitions a été édifié à l'occasion des Jeux méditerranéen. L'Etat algérien a investi quelque 400 millions de francs pour ces constructions modernes qui rappellent en bien des points celles de Munich pour les Jeux olympiques de 1972. Ce qui diffère, cependant, par rapport aux intentions des uns et des autres, c'est l'utilisation qui sera faite de ce complexe sportif passés les Jeux.

Pour l'Algérie, construire était une nécessité dans la mesure où la capitale ne possédait pas les équipements indispensables au développement du sport. La perspective des Jeux méditerranéens a contraint les responsables à accomplir une prouesse qu'ils n'auraient jamais accomplie autrement. L'échéance commandait, et *toutes les entraves ont été sur*montées avec une ardeur confondante. Les études techniques n'ont commencé que vers la fin de 1971, et l'ensemble du chantier s'est animé en septembre 1972 — à l'exception du stade olympique de soixante-dix mille places qui a été inauguré trois mois auparavant.

Deux ans et demi pour réaliser un ambitieux projet

Les promoteurs ne disposaient donc que d'un délai de deux ans et demi pour réaliser leur ambitieux projet. Les difficultés de toutes sortes n'ont cependant pas manqué, compte tenu principalement du fait que les travaux ont été entrepris... avant même que les études techniques soient achevées. Les architectes ont eu à résoudre notamment un délicat problème de fondation en raison de la présence d'eaux « *agressives* » (sulfatées) qui ont nécessité l'emploi de ciments spéciaux. L'approvisionnement en matériaux pour la plupart importés et la coordination des travaux s'accommodaient mal de la précipitation. Aussi est-ce un véritable plan de bataille qui fut établi avec une rigueur inusitée. Afin de parer au plus pressé, l'ensemble du personnel administratif et technique a été installé dans un centre de coordination situé sur les lieux mêmes du chantier.

Ce faisant, le maître d'œuvre, en l'occurrence le ministère de la jeunesse et des sports, a pu maintenir ses objectifs qui étaient de faire du site olympique à la fois une zone de formation et une zone de compétition.

La zone de formation comprend le Centre national des sports, chargé de la formation des cadres à tous les niveaux, et le Centre national de médecine sportive, qui permettra *à la fois de suivre les* athlètes physiquement et physiologiquement, et de former le personnel médical spécialisé. Onze gymnases sont groupés dans un bâtiment central, où l'on trouve également un amphithéâtre, une bibliothèque, etc. Un ensemble de terrains d'entraînement et de bâtiments d'internat complètent les constructions de cette zone que l'on pourrait qualifier de pédagogique.

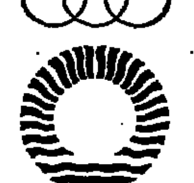
Au sous-sol du stade olympique : hôtel, cinéma, restaurant

La zone de compétitions se signale tout d'abord par le stade olympique, dont les sous-sols renferment un hôtel de quatre-vingts *lits*, une *salle de cinéma*, un restaurant, une cafétéria, etc. La surface du terrain de football est un matériau synthétique, ainsi que la piste de course. Ce stade s'ouvre comme un théâtre romain sur le reste de la cité olympique, avec sa salle omnisports, son complexe nautique, son terrain d'athlétisme, son stade de handball, ses courts de tennis, ses terrains de baskett-ball et de volleyball.

*On reste admiratif devant l'ar*chitecture de la salle omnisports, dont la coupole de 90 mètres de diamètre est supportée par les murs, sans point d'appui intermédiaire. Quant au complexe nautique, il comprend un bassin couvert et un bassin en plein air, avec tribune de plus de deux mille places. Ce complexe est destiné à la fois aux compétitions nationales et internationales, à l'entraînement de l'élite comme à l'usage des sportifs amateurs et des scolaires.

Ces dispositions résument les intentions des promoteurs, qui ont pensé avant tout à l'utilisation des installations après les Jeux méditerranéens. C'est dans la perspective d'une pratique généralisée du sport qu'ils ont bâti.

FRANÇOIS SIMON.



Dans un pays en pleine mutation

DANS nombre de pays du tiers-monde, l'organisation d'une manifestation comme les Jeux méditerranéens répondrait avant tout à des préoccupations de prestige. En Algérie, elle relève surtout d'un défi ; un défi intégré dans le projet global de développement du pays, comparable à ceux qui ont été lancés et gagnés dans d'autres domaines.

Et, d'abord, pourquoi un défi ? Parce qu'on ne se rend pas toujours compte, dans les vieux pays d'Europe fortement structurés depuis des siècles, de ce que des assises comme le « sommet » des non-alignés en septembre 1973, la Foire internationale d'Alger qui se poursuit depuis plus d'une décennie, en prenant chaque année plus d'ampleur, ou les Jeux méditerranéens, supposent d'efforts. Il faut, en effet, édifier les infrastructures, puis, ce qui est plus complexe, maîtriser l'organisation pour assurer le bon fonctionnement des installations et l'accueil, et garantir la sécurité à plusieurs milliers de personnes.

La réussite de ce genre d'entreprises est plus difficile qu'il n'y paraît de prime abord. Elle reflète, en tout cas, un certain développement ou tout au moins une volonté, et, si elle est intégrée dans un schéma d'ensemble, elle sert de tremplin au pays pour franchir un nouveau seuil.

L'Algérie de 1975 apparaît, treize ans après son accession à l'indépendance, comme un pays en pleine mutation dans tous les domaines. Le travail réalisé plus particulièrement depuis une décennie commence à porter ses fruits, et les résultats de la triple révolution industrielle, agraire et culturelle sont désormais tangibles, même si des lacunes sont encore visibles dans bien des secteurs. Mais, pour mesurer le chemin parcouru, il convient de se souvenir des conditions qui prévalaient en 1962 : bouleversée par huit ans de guerre, déchirée entre une élite de formation française et une masse de culture arabo-islamique, dramatiquement privée de cadres par le départ massif des Européens, l'Algérie semblait mal partie. Le redressement n'en est que plus impressionnant.

En accédant au pouvoir en 1965, le président Houari Boumediène et son équipe s'étaient fixés trois buts principaux : construire l'État, parfaire l'indépendance politique par la récupération des richesses nationales, poser les bases du « décollage » économique. Ces objectifs ont, dans l'ensemble, été atteints.

La construction de l'Etat s'est faite par la mise en place d'une administration compétente bien que parfois un peu lourde et tatillonne — à l'image de la française — et par la création d'organismes comme le C.N.E.S. (Conseil national économique et social) et les sociétés nationales. Colonne vertébrale économique du pays, ces sociétés constituent l'infrastructure sur laquelle repose le pouvoir politique. Parallèlement, le régime a créé en 1967 les A.P.C. (Assemblées populaires communales) et, en 1969, les A.P.W. (Assemblées populaires de willayas) pour doter la population d'une école pratique de la démocratie et favoriser la décentralisation. Une assemblée nationale devrait, avant le 19 juin 1976, coiffer cette construction pyramidale. Enfin, un découpage administratif qui a porté en 1974 de quinze à trente et un le nombre des willayas (départements) reflète les transformations en cours mais doit, en même temps, en accélérer le rythme.

Les différentes nationalisations — celle des hydrocarbures en 1971 ayant été la plus déterminante — ont permis à l'Etat de disposer des moyens nécessaires pour assurer le développement intérieur tout en fournissant une assise solide à sa politique étrangère. L'Algérie, qui joue un certain rôle dans le domaine pétrolier, estime, en outre, que le processus qu'elle a suivi peut inspirer le tiers-monde dans ses rapports avec les nations industrialisées. Ainsi, après s'être repliée sur elle-même pour dresser l'inventaire de ses potentialités, se récupérer et amorcer son édification, l'Algérie s'est spectaculairement affirmée sur la scène internationale lors du « sommet » des non-alignés à Alger, la session extraordinaire de l'Assemblée générale de l'ONU sur les matières premières et le développement, convoquée au printemps 1974 à l'initiative du président Boumediène, en étant la suite logique.

Préparé par les différents plans quadriennaux, le « décollage » économique conçu pour « l'horizon 80 » est bien amorcé. Le régime s'est lancé dans un ambitieux programme d'industrialisation dont le dynamisme frappe tous les observateurs étrangers. Certes, des difficultés surgissent ou subsistent çà et là : faiblesse des infrastructures, gaspillages, corruption, insuffisance du personnel d'encadrement, etc. C'est, le plus souvent, nous semble-t-il, le résultat d'une crise de croissance que le II[e] Plan quadriennal 1974-1977 s'efforce de pallier. Particulièrement important, l'effort en faveur de l'éducation et de la formation se maintient depuis l'indépendance et concerne annuellement 30 % du budget de l'Etat.

L'industrialisation — « priorité des priorités » — avait empêché la promotion agricole de bénéficier de la même attention. La révolution agraire déclenchée en 1971 entend provoquer des mutations profondes sur le triple plan économique, politique et social, par l'amélioration de la productivité, la mobilisation de la paysannerie et d'autres couches de la population, enfin par la transformation des mentalités. Les multiples obstacles que cette entreprise doit surmonter et les tensions sous-jacentes qu'elle provoque prouvent, au demeurant, qu'il ne s'agit pas d'une réforme superficielle.

Si les résultats semblent moins évidents dans le domaine de la culture et du sport, c'est que tout y était à faire. Ils prennent néanmoins une autre dimension lorsqu'on sait que la révolution culturelle devait être précédée et préparée par une révolution pédagogique fondée sur la formation des maîtres qui faisaient défaut, la scolarisation intensive, l'arabisation, la modernisation des programmes et la construction des locaux.

La pression des jeunes

C'est sans doute au niveau du F.L.N. (Front de libération nationale) que les lacunes étaient le plus évidentes pour des raisons d'ordre historique et pratique. Vidé de ses meilleurs éléments passés dans l'administration et les sociétés nationales pour assurer le fonctionnement de l'Etat, le parti n'a pas toujours joué le rôle d'animation politique et de réflexion idéologique qu'on était en droit d'attendre de lui. Le chef de l'Etat a annoncé sa réorganisation, et tout indique qu'il compte pour la mener à bien, malgré les difficultés, sur le sang neuf que les organisations de masse (U.G.T.A., U.N.F.A., U.N.P.A., U.N.J.A., etc.) devraient lui apporter (1). Là encore, la mutation en cours est plus importante qu'il n'y paraît à première vue. Le passage de la « solidarité nationale à la solidarité révolutionnaire » devrait permettre de forger, comme l'a annoncé le président Boumediène, une nouvelle force socialiste reposant sur quatre composantes : le soldat, le fellah, l'intellectuel révolutionnaire et l'ouvrier.

Dans ce pays où les moins de vingt-cinq ans représentent 75 % de la population, les jeunes exercent, dans tous les secteurs, une formidable pression qui ne peut être ignorée. Les jeunes filles, qui ont bénéficié des effets de la scolarisation intensive, participent au mouvement, tout au moins dans les villes et les universités. Si des structures archaïques résistent encore, d'autres sont sérieusement secouées, et l'on commence à voir tomber certains tabous. Nul doute que le sport et l'instruction y sont pour quelque chose...

PAUL BALTA.

(1) Union générale des travailleurs algériens, Union nationale des femmes algériennes, Union nationale des paysans algériens, Union nationale de la jeunesse algérienne. Ces deux dernières organisations ont été respectivement créées en 1974 et 1975.

UN FESTIVAL DE DANSES ET DE CHANTS POPULAIRES

En même temps que les rencontres sportives, l'Algérie a prévu un vaste programme culturel. La plus importante des manifestations sera le festival de danses et de chants populaires auquel participeront l'Algérie, l'Egypte, l'Espagne, la France, la Grèce, l'Italie, la Libye, le Maroc, la Tunisie, la Turquie et la Yougoslavie. Les spectacles seront donnés au théâtre de plein-air de Sidi-Fredj, imposant tant par son architecture que par ses nouvelles installations techniques.

C'est également à Sidi-Fredj (ex-Sidi-Ferruch), joli port de plaisance conçu par l'architecte Fernand Pouillon, que seront organisées des expositions de tableaux, de miniatures, de sculptures et d'objets d'artisanat traditionnel.

D'autres manifestations auront lieu d'une façon quasi permanente tant à la Foire internationale d'Alger, qui se tient en même temps que les Jeux méditerranéens, qu'au village olympique de Ben-Akoun, et en différents points de la capitale, notamment à la galerie d'art de l'A.P.C. (Assemblée populaire communale), à la Cinémathèque et aux salles El Mouggar et l'Atlas. Des films des pays participants et évidemment des longs métrages et des documentaires algériens seront projetés tandis qu'une trentaine d'ensembles folkloriques algériens assureront une animation continue.

P. B.

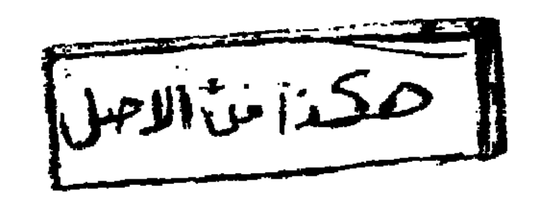
UN CONGRÈS DE MÉDECINE DU SPORT

L'Algérie organise, à l'occasion des Jeux méditerranéens, le premier Congrès méditerranéen de médecine du sport, qui se tiendra à Alger du 1[er] au 3 septembre. Les thèmes suivants seront à l'ordre du jour : contrôle médical de l'athlète de haute performance ; pathologie tendino-musculaire et ligamentaire de l'athlète ; base médico-physiologique de l'orientation sportive de l'enfant à l'âge scolaire ; formation des cadres en médecine du sport.

Lors du congrès, l'Algérie compte inviter les participants à contribuer à la création de l'O.M.M.S. (Organisation méditerranéenne de médecine du sport) qui aura pour objet de promouvoir et de coordonner dans les Etats riverains les études concernant la médecine et la biologie appliquées à l'éducation physique et aux sports, et d'établir des liens entre les organismes chargés de la médecine du sport dans les pays méditerranéens.

Parallèlement, les organisateurs des Jeux ont mis en place d'importantes structures médicales pour répondre aux besoins des athlètes et des spectateurs. La commission médicale mobilisera en permanence 49 médecins, spécialistes et chirurgiens, 152 agents paramédicaux spécialisés, 215 agents de la protection civile, 50 secouristes du Croissant-Rouge algérien et 21 agents administratifs. Ce personnel interviendra au niveau de quatorze infirmeries, cinq centres médicaux, une polyclinique de médecine du sport, cinq centres hospitaliers universitaires. Ces différentes unités seront reliées par trente-sept ambulances dont trois susceptibles d'assurer la réanimation pendant le transport.

P. B.



La contribution des Algériens au sport français

AVANT l'indépendance de l'Algérie, de nombreux athlètes originaires de cette région s'illustrèrent dans le sport français et furent même sélectionnés en équipe nationale. On les retrouvait essentiellement dans trois disciplines : la boxe, qui recrutait déjà ses adeptes dans les couches sociales les plus *défavorisées;* l'athlétisme, où ils brillaient surtout par leur résistance dans les courses de fond, et le football, qui est partout en Afrique comme en Europe et en Amérique du Sud le sport le plus populaire.

Ce rappel a sa signification. Il indique que l'Algérie est tout aussi capable que n'importe quel autre pays de briller sur le plan international, qu'elle dispose du capital humain nécessaire. Ce qui sépare le passé de l'avenir, c'est le rôle que seront amenés à jouer les athlètes de haut niveau : hier plus ou moins utilisés à des fins qui leur étaient étrangères, ils sont voués aujourd'hui au service de leur pays.

Si, dans les années 50, Marcel Cerdan, Robert Cohen et Alphonse Alimi, tous trois champions du monde et nés en Algérie, étaient les figures de proue de la boxe française, l'Afrique du Nord représentait aussi quantitativement une région de recrutement exceptionnelle (60 % des effectifs de la fédération en 1958). La plupart de ces boxeurs restaient dans les rangs amateurs ou végétaient au niveau professionnel. Toutefois, Shériff Hamia fut champion d'Europe des poids plumes en 1957, et le poids superléger Aïssa Hashas échoua de *fort peu pour* le titre européen face au Finlandais Maski, en 1964.

Les plus beaux titres *en athlétisme*

C'est pourtant en athlétisme que ces Français d'origine algérienne ont obtenu leurs plus beaux titres de gloire. Parmi les quatre Français qui ont remporté une médaille d'or en athlétisme aux Jeux olympiques on trouve Michel Théato (marathon en 1900) et Joseph Guillemot (5 000 mètres en 1920), Mohammed El Ouafi, vainqueur du marathon des Jeux d'Amsterdam en 1928, tout comme Alain Mimoun, vingt-huit ans plus tard, à Melbourne.

Alain Mimoun retrouva aussi maintes *fois en équipe nationale* Hamida Addèche et Hamoud Ameur, qui furent comme lui, la quarantaine venue, des phénomènes de longévité en compétition. La dernière équipe de France victorieuse du Cross des nations en 1956 était d'ailleurs composée de six coureurs d'origine algérienne et quatre d'origine marocaine...

Un autre coureur talentueux, Patrick El Mabrouk battit le record de France du 1 500 mètres de *Marcel Hansenne* pour le porter à 3 min. 46 sec. en 1952, un temps qui sera amélioré cinq ans plus tard par Michel Jazy. Malgré trois titres nationaux sur 800 mètres de 1953 à 1955 et cinq titres sur *1 500 mètres de 1949 à 1953*, El Mabrouk manquait de volonté et de rigueur pour connaître la même réussite au niveau international où il se contenta d'une cinquième place en finale du 1 500 mètres aux Jeux d'Helsinki en 1952 et d'une médaille d'argent aux championnats d'Europe de Bruxelles en 1950.

A côté de ces athlètes qui brillaient essentiellement par leur résistance à l'effort, Ali Brakchi fut recordman de France du saut en longueur (7.75 m en 1962) avant de gagner le concours des Jeux de l'Amitié en 1963 avec un bond de 7.91 m sous le maillot algérien. Redevenu français, il obtint ensuite un quatrième titre national en 1966 après ceux de 1957, 1960 et 1962.

De nombreux footballeurs

Plus nombreux encore furent les Français d'origine algérienne qui se distinguèrent dans le football. Plusieurs centaines d'entre eux opérèrent dans les équipes *professionnelles de la* métropole. Une dizaine ont même été retenus en sélection nationale. On se souvient surtout de Kader Firoud, qui fut six fois international au cours de la saison 1951-1952, *mais qui est encore plus* connu pour ses quinze années passées comme entraîneur du Nîmes olympique, avec un intermède en 1967 où il devint directeur des sports en Algérie.

Le plus talentueux fut sans conteste Rachid Mekloufi, l'actuel responsable du football algérien. Quatre fois champion de France (1957, 1964, 1967 et 1968) et une fois vainqueur de la Coupe (1968) avec Saint-Étienne, quatre fois international, Rachid Mekloufi semblait parti pour une grande carrière en métropole quand, à vingt-deux ans, le 15 avril 1958, il répondit à l'appel du *Front* de libération national algérien (F.L.N.) et rejoignit Tunis avec Zitouni, qui, comme lui, devait aller disputer la Coupe du monde en Suède avec l'équipe de France, Ben Tifour, Bekloufi (Monaco), Kermali (Lyon), Rouiaï (Angers), Brahimi et Bouchouk (Toulouse), puis un peu plus tard Bouchache et Soukhane (Le Havre).

Pendant quatre ans, ils furent peut-être les meilleurs ambassadeurs du F.L.N. à l'étranger et constituèrent en tout cas la première équipe algérienne.

GÉRARD ALBOUY.

LA SÉLECTION FRANÇAISE

La France, qui participera à toutes les disciplines, sauf la boxe, le handball et le tennis, sera représentée aux Jeux méditerranéens d'Alger par près de cent cinquante athlètes.

● ATHLETISME. — *Messieurs* : Chauvelot (100 m, 4 x 100 m) ; Echevin (100 m); Arame (200 m, 4 x 100 m) : Sainte-Rose (200 m, 4 x 100 m) ; Metz (4 x 100 m) ; Demarthon (400 m) ; Kerbiriou (400 m) ; Sanchez (800 m) ; Nallet (400 m haies) ; Villain (3 000 m steeple) ; Bonhème (longueur) ; Lamitié (triple saut) ; Abada (perche) ; Leroy (javelot) ; Accambray (marteau) ; Marti (décathlon) ; Lerouge (décathlon) ; *Dames* : Alize (100 m, 4 x 100) ; Goletto (100 m, 4 x 100 m) ; Delachenal (400 m, 4 x 100 m) ; Pani (4 x 100 m) ; Thomas (800 m) ; Pricault (100 m haies) ; Jarry (disque).

● BASKET-BALL. — Beugnot, Bonato, Cachemire, Clabau, Demars, Dobbels, Dubuisson, Grzanca, Haquet, Lamothe, Senegal, Vebobe.

● CYCLISME. — Bertin, Bossis (piste) ; Lalouette, Linard, Mauvilly, Muselet.

● ESCRIME. — Talvard, Safra (fleuret) ; Vitrac, Lamour (sabre) ; Riboud, Cessac (épée); Dumont, Josland (fleuret féminin).

● FOOTBALL. — Gardiens de but : Duval (Toulon), Oriandini (Nîmes) ; défenseurs : Cloet (Valenciennes), Marchioni (Bastia), Pottier (Cambrai), Stassiewitz (Lens), Lavocat (Paris FC); milieu de terrain : Couge (Rennes), Fernandez (Marseille), Pottier (Caen), Moretti (Gazelec Ajaccio), Bertommier (Gueugnon) ; attaquants : Castellani (Nice), Delestre (Lyon), Lauterbach (Montluçon), Martet (Poissy), Rouyer (Nancy), Schaer (Saint-Etienne), Pecout (Nantes).

● GYMNASTIQUE. — Boério, Boutard, Boutet, Decoux, Koloko, Moy, Farjat.

● HALTEROPHILIE. — Stresser (mouche) ; Gomard (coq) ; Bidard (plume) ; Leblanc (léger) ; Coussin (mi-lourd) ; Gourrier (lourd).

● JUDO. — Veret (léger) ; Vial (mi-moyen) ; Stemmer (moyen) ; Dalia (mi-lourd) ; Berthet (lourd et toutes catégories).

● LUTTE LIBRE et LUTTE GRECO-ROMAINE. — Lo Brutto (52 kg) ; Toulotte (62 kg) ; Ballery (62 kg) ; Bozonet (68 kg) ; Bouchoule (82 kg) ; Grangier (90 kg).

● NATATION. — *Hommes* : Lemen, Scandura, Delaporte, Andraca, Lazzaro, Lalot, Combet, Gay, Beylot-Bourcelot, Calabuig, Ravelinghien, Baehr, Borios. *Dames* : Carpentier, Vibet, Duperron, Zeppa, Testuz.
Tremplin : Goosen, Boussard et Christiane Wiles.

● TIR. — Baud, Carrega (fosse olympique) ; Franchomme, Pénot (skeet) ; Porthault, Faggion (pistolet libre) ; Carmona, Germont (*pistolet vitesse olympique*) ; Emptaz, De Mullenheim (carabine trois positions).

● VOILE. — Maury, Van Den Broeck (Finn) ; Y. et M. Pajot (Flying Dutchman) ; Granger-Wacquez, Le Hoerff (Flying *Dutchman*) ; *H. et P.* Follenfant, Bouet, Fleury (470).

● VOLLEY-BALL. — Brandenburg, Cohen, Daniel, Di Giantommaso, Geller, Gergaud, Letocart, Morvan, Patin, Rousselin, Varioud, Viguier.



EUROPE

La Pologne catholique et socialiste

(Suite de la première page.)

Des églises ouvertes — et archicombles, — on en trouve à volonté. Mais l'augmentation rapide de la population urbaine nécessite la création de nouveaux évêchés et paroisses, et, surtout, la construction de nouveaux édifices culturels. Or l'Etat se montre en général très parcimonieux dans l'octroi des permis de construire, en alléguant que le nombre d'églises a déjà suffisamment augmenté (2). L'Eglise rétorque que ces chiffres sont artificiellement gonflés par la restitution de nombreux édifices du culte sur les territoires recouvrés, et que le manque d'églises se fait cruellement sentir dans les nouvelles banlieues et les villes, qui poussent comme des champignons.

Le peuple réclame des églises, et tous les moyens pour en avoir lui sont bons. On a récemment appris que Mgr Ignacy Tokarczuk, évêque de Przemysl, avait, pendant plusieurs années, fait construire clandestinement une vingtaine d'églises dans son diocèse rural, avec la complicité des paysans et... de certains membres du parti. Ailleurs, la lutte continue au grand jour, et ce n'est pas toujours le parti qui l'emporte. L'affaire de Nowa-Huta en témoigne.

Cette nouvelle ville de cent soixante-dix mille habitants, faubourg industriel de Cracovie, qui abrite le complexe sidérurgique Lénine et qui devait être la première cité athée, a longtemps demandé la permission de construire une église. En 1956, l'administration locale de Cracovie donne l'autorisation, mais, au fur et à mesure que l'échéance de l'ouverture du chantier approche, les autorités multiplient les obstacles, et finissent par changer d'avis (sur la consigne du parti), en annonçant la construction d'une école sur l'emplacement destiné à l'église. Lorsque les employés municipaux veulent enlever la croix qui marque le terrain, l'émeute éclate et, pour rétablir le calme, il faut l'intervention de la police et la promesse que l'église sera construite.

Dans la voiture qui nous emmène à Nowa-Huta, la jeune femme qui servira de guide-interprète indique l'ensemble imposant, et polluant, des forges Lénine. Militante chrétienne laïque très engagée — membre du Club des intellectuels Znak, et active dans les milieux œcuméniques — elle a récemment réussi un exploit peu banal (*surtout pour une femme en Pologne*) : prêcher une retraite en collaboration avec l'évêque.

« *L'aciérie est l'une des deux grandes usines de Nowa-Huta*, dit-elle avec un sourire. *L'autre, c'est la nouvelle église : usine de l'Esprit-Saint.* » L'église Notre-Dame-Reine-de-Pologne se dresse fièrement dans un décor de grisaille — immeubles gris, cheminées crachant une fumée noire. La construction, avec sa toiture en forme de coque de bateau qui rappelle, en plus massive, la chapelle construite par Le Corbusier à Ronchamp (Haute-Saône), sera terminée, on l'espère, en 1977, pour le vingt-cinquième anniversaire de la paroisse. Depuis vingt-trois ans donc, les quatre mille à six mille fidèles, ouvriers pour la plupart, qui assistent aux douze messes célébrées le dimanche, en plein air, autour d'un autel provisoire, bravent la pluie et la neige, s'agenouillent dans la boue ou sous le soleil...

« *A part une trentaine d'ouvriers spécialisés*, explique le curé de la paroisse, *le gros de la main-d'œuvre est fait d'amateurs et de bénévoles. Vous voyez cette façade de granit, elle est composée de deux millions de galets qu'on ne trouve que dans une certaine rivière, à la campagne. Ils ont été choisis, apportés ici, polis, puis posés à la main par les jeunes de la paroisse. Pour les matériaux, on se débrouille comme on peut. Tenez, l'acier pour la croix de 70 mètres que nous érigerons à côté de l'église — si nous en obtenons l'autorisation — est un don des Autrichiens. Tout le monde met la main à la pâte.* »

Pendant qu'il parle, un jeune homme s'approche, comme pour confirmer ses dires, et lui montre quelque chose qu'il porte dans un carton. Très content de lui, il a trouvé un genre de câble électrique qui manquait jusque-là, et propose d'en fournir pour l'église, de sa poche. Bâti sur trois niveaux, l'édifice pourra accueillir six mille personnes. A la crypte, déjà terminée, dans la chapele de la Réconciliation, se trouve une série de *Pietà* très émouvantes, sur le thème le Christ à Auschwitz », du sculpteur polonais *Antoni Rzasa*.

Si l'on montre quelque étonnement devant une telle recherche artistique dans un quartier populaire, et quand on demande s'il n'existe pas en Pologne de tendance à remettre en question la construction de grandes églises coûteuses, au profit d'une religion plus « sécularisée », on s'entend répondre que la population reste très « christianisée » et qu'elle tient aux symboles extérieurs de sa foi : églises, fêtes religieuses, processions, pèlerinages.

« *Evidemment, l'église de Nowa-Huta produit un choc par sa nouveauté*, reconnait le curé. *Mais, les gens en sont fiers, d'autant plus qu'ils se sentent partie prenante dans sa création. D'ailleurs, la Pologne ne connait pas de « classe ouvrière », telle celle que vous avez en France. C'est une classe nouvelle, issue de la paysannerie qui a gardé ses traditions culturelles et religieuses. Et c'est elle qui a demandé cette église, nous ne lui avons rien imposé.* »

De telles traditions sont toujours bien en évidence. La Fête-Dieu est chômée en Pologne et l'Eglise en profite pour montrer sa force. A Czestochowa, haut lieu du catholicisme polonais où est vénérée la célèbre icône de la Vierge noire, la basilique est déjà pleine à six heures du matin — jeunes, vieux, femmes mais aussi beaucoup d'hommes — pour la première messe. De longues files attendent patiemment devant les confessionnaux. La messe se déroule en polonais, dans un profond recueillement.

« Panem et circenses »

A Cracovie, où l'on craignait que la traditionnelle procession de la Fête-Dieu ne fût pas autorisée, puisqu'elle n'a pas eu lieu l'année dernière, on apprend avec soulagement que le secrétaire du parti — un ancien novice jésuite ! — a donné au cardinal Wojtyla, archevêque de la ville, la permission de faire la procession, de sa cathédrale à l'église Sainte-Marie. « *C'est vraiment le régime du Panem et circenses*, dira-t-on méchamment. *La société de consommation et les fêtes religieuses.* »

A Varsovie, le cardinal Wyszynski, archevêque-primat, est revenu de Rome exprès pour conduire la procession du Saint-Sacrement. A midi, les rues du centre de la ville sont fermées à la circulation. Une foule évaluée à trois ou quatre cent mille personnes descend la Krakowskie Przomiescie — la belle avenue qui mène à la vieille ville, complètement rasée lors de la guerre et reconstruite fidèlement, pierre par pierre — derrière l'ostensoir sous son dais de soie. Des petites filles en blanc, portant couronne de fleurs, jettent des pétales de roses... On se croirait en Espagne ou en Italie.

Ces cérémonies populaires, qui sont tout à la fois des manifestations de contestation du régime et d'exaltation de la religion, ne doivent pourtant pas masquer les problèmes posés à l'Eglise. Si la sécularisation n'est pas encore très répandue, *elle existe bel et bien*, quoi qu'en dise le curé de Nowa-Huta. Selon un des députés *catholiques à la Diète*, à l'université il y a 30 % environ de marxistes (du genre gauchiste), 30 % de catholiques et 40 % d'indifférents. Les efforts conjugués de la propagande athée à l'école et l'attrait de la société matérialiste de consommation commencent à porter leurs fruits.

Dans cette situation, on peut se demander si l'Eglise polonaise est suffisamment armée pour arrêter le processus de déchristianisation qui caractérise les pays occidentaux. Les églises et les séminaires sont toujours pleins, certes, mais pour combien de temps ? Les enquêtes sociologiques — qui ne sont guère encouragées par la hiérarchie, et pour cause — montrent que la foi religieuse, si répandue soit-elle, ne se traduit pas toujours dans les comportements, notamment dans le domaine moral. Il y a, par exemple, en Pologne un million d'avortements par an.

Selon une étude sociologique menée dans la petite ville industrielle de Ptock (70 000 habitants) par le Père Janusz Marianski, publiée dans la revue de Varsovie, *Wiez*, en 1973, il y a un grand écart entre la doctrine officielle de l'Eglise et la croyance des catholiques. Si 69 % disent accepter tous les dogmes proposés par l'Eglise, 87 % citent la conscience personnelle comme l'autorité morale la plus haute contre 21 % seulement pour la doctrine de l'Eglise.

Le catholicisme polonais est surtout populaire et marial; les dévotions et le *folklore* y tiennent une place importante. L'esprit du concile n'a pas encore pénétré dans toutes les mentalités, et l'effort d'évangélisation n'est pas à la mesure de la sacramentalisation. Les changements sociologiques, tels que l'industrialisation et l'urbanisation rapides ont, aussi, une influence. Les moyens d'information populaire, notamment la radio et la télévision qui sont contrôlées par l'Etat et desquels l'Eglise est écartée, changent les mentalités et les attitudes, et posent aux croyants des questions nouvelles auxquelles ils ne sont pas préparés.

Trop de dirigeants ecclésiastiques voient l'Eglise tiraillée entre le matérialisme occidental et le communisme athée. Et, une Eglise sur la défensive, jalouse de ses prérogatives et méfiante de tout changement, semble mal préparée à affronter l'avenir.

ALAIN WOODROW.

Prochain article :

DU STALINISME AU PRAGMATISME

(2) Il y avait 7 257 églises en 1938 et 13 200 en 1969. Sur ce dernier total, 500 ont été reconstruites avec l'aide de l'Etat et 600 ont été construites après la guerre.

L'ÉGLISE EN CHIFFRES

Sur les trente-quatre millions de Polonais (auxquels s'ajoutent les dix millions vivant à l'étranger), 93 % sont baptisés dans l'Eglise catholique, 90 % se disent croyants et 70 % pratiquent *régulièrement* ; 3 % se déclarent athées. Il y a 27 *diocèses* avec 75 évêques, 7 489 paroisses, un peu plus de 18 000 prêtres et 30 162 religieux et religieuses. Le nombre des séminaristes est de 4 000 ; 638 ont été ordonnés en *1974* (486 en *1969*, 381 en *1970*, 480 en 1971, 604 en 1972, 557 en 1973).

On *compte environ* 800 000 non-catholiques en Pologne : les orthodoxes sont 460 000, les uniates (de rite oriental) 200 000, les luthériens 100 000, les vieux-catholiques (séparés de Rome en 1870 lors de la proclamation du *dogme de l'infaillibilité* pontificale) 25 000, les méthodistes 4 133, les calvinistes 4 000, les baptistes 2 300, et les juifs, toujours victimes de campagnes antisémites, ne sont plus que 18 000.

Allemagne fédérale

La Bundeswehr va livrer gratuitement du matériel militaire à la Turquie et à la Grèce

De notre correspondant

Bonn. — Le gouvernement fédéral allemand, d'une part, les gouvernements d'Athènes et d'Ankara, d'autre part, ont signé, au début de cette semaine, un accord au terme duquel la Bundeswehr va livrer à la Grèce et à la Turquie du matériel militaire prélevé sur ses surplus. Ces livraisons concernent des vedettes rapides dont la marine fédérale ne se sert plus, des dragueurs de mines, des avions anciens, des munitions, des équipements sanitaires et des vêtements. Elles seront gratuites et strictement égales pour les deux pays. La valeur de l'ensemble est évaluée à une centaine de millions de marks.

On fait remarquer, à Bonn, que le volume relativement faible de ces fournitures ne saurait en aucun cas compenser l'arrêt des livraisons américaines. Elles constituent cependant une contribution « *au renforcement du flanc sud de l'OTAN* » affaibli depuis la crise de Chypre, la sortie de la Grèce de l'organisation militaire Atlantique et la prise de contrôle par les Turcs des bases américaines. Bien qu'elle ait penché un moment en faveur des thèses de la Turquie, dont la présence dans l'OTAN lui paraissait indispensable, la R.F.A. s'est toujours efforcée de mener une politique d'équilibre lui permettant éventuellement de jouer les médiateurs entre les deux adversaires.

Ces livraisons ne doivent pas être confondues avec l'aide militaire que le gouvernement fédéral accorde par ailleurs à Athènes et à Ankara. Bonn avait suspendu son aide à la Grèce, en 1967, après le putsch des colonels, mais lors de sa visite à Bonn, en mai dernier, M. Caramanlis a obtenu la promesse que cette aide sera rétablie *l'année prochaine*. Depuis dix ans, la R.F.A. a apporté à la Turquie une aide militaire d'environ 600 millions de deutschemarks qui ne fut que provisoirement interrompue pendant la crise chypriote. Un nouvel accord, portant sur une centaine de millions de deutschemarks, est actuellement en voie d'être conclu.

D. Vt.

MÉDECINE

Avec la parution du décret sur les établissements privés

La loi sur l'avortement est désormais applicable

La loi sur l'interruption de grossesse est désormais totalement applicable. La parution du décret sur les conditions de fonctionnement d'établissements privés agréés, au « Journal officiel » du 14 août, achève de lever le dernier obstacle réglementaire qui pouvait entraver la réalisation des avortements aux conditions prévues par la loi.

D'ici trois mois, tous les établissements d'hospitalisation privés qui reçoivent ou voudront recevoir, à titre onéreux ou gratuit et en nombre quelconque, des femmes en état réel, apparent ou présumé de grossesse devront se conformer à des normes précises d'agrément et de fonctionnement.

Ce décret, qui concerne essentiellement les interruptions de grossesse, contient aussi quelques précisions réglementaires sur les conditions d'accouchement.

Ainsi, après la parution de cet ultime décret, la loi va pouvoir totalement entrer en vigueur. Seule, la pratique dira si, dans les faits, les préfectures, administrations et exploitants, se conformeront dans les délais à l'obligation qui leur est désormais faite.

Le décret qui vient d'être publié définit les dispositions auxquelles devront obligatoirement se conformer d'ici trois mois les établissements d'hospitalisation privés qui reçoivent déjà ou qui se proposent de « *recevoir de façon habituelle à titre onéreux ou gratuit et en nombre quelconque des femmes en état réel apparent ou présumé de grossesse* ».

— Une demande d'autorisation, accompagnée d'un dossier (dont le contenu est fixé par arrêté) comportant notamment tous renseignements sur les personnes physiques ou morales responsables, *doit être faite auprès du* préfet du département qui, après enquête, devra notifier sa décision dans les deux mois suivants.

— La direction médicale doit être « *effective et permanente* ». Elle doit être assurée par un médecin « *présentant les qualifications ou les connaissances particulières correspondant à l'activité de l'établissement* ». La personne qui en est chargée doit être agréée par le préfet ainsi que son éventuel suppléant. L'exploitant doit aussi faire parvenir une déclaration mentionnant sans exception les médecins et sages-femmes appelés à exercer habituellement dans l'établissement. L'autorisation et les agréments ne peuvent être accordés qu'à « *des personnes présentant toutes garanties de moralité* ».

— *D'autre part, les établissements* sont tenus de s'assurer du concours d'un médecin spécialisé en anesthésie-réanimation ou justifiant de connaissances particulières en la matière.

— Pour ce qui concerne le fonctionnement, un cahier de visites doit être régulièrement mis à jour dans lequel médecins et sages-femmes consignent leurs observations d'ordre médical et leurs prescriptions, et apposent leur signature à chaque visite.

Les établissements doivent être en mesure de dispenser aux femmes pour lesquelles une interruption volontaire de la grossesse a été pratiquée « *une information complète en matière de contraception.* »

Le décret concernant aussi bien les établissements qui entreprendront des accouchements et des avortements, il est prévu que des dossiers médicaux individuels pour *chaque entrante et chaque nouveau-né* soient remplis, ainsi qu'un cahier de protocole opératoire sur lequel seront inscrits les interventions chirurgicales, les interruptions volontaires de grossesse, les accouchements et les manœuvres de réanimation.

Les établissements devront conserver pendant une période de trois ans :

Les attestations fournies par les femmes justifiant qu'elles ont satisfait aux conditions prévues ; le document *faisant état du consentement* s'il s'agit d'une mineure célibataire ; les attestations médicales particulières s'il s'agit d'une interruption volontaire de la grossesse pratiquée par motif thérapeutique.

Enfin, tout comme les établissements publics, les établissements privés devront adresser, à la fin de chaque mois, au médecin inspecteur régional de la santé, un bulletin statistique — anonyme — qui devrait permettre, dans les années à venir, d'évaluer en particulier l'incidence réelle de l'avortement sur la natalité en France et ses conséquences tant sociales que médicales.

Le texte du dossier-guide de dissuasion

Voici le texte du dossier-guide de dissuasion de l'interruption de grossesse que le médecin doit, en principe, remettre à toute femme venue consulter pour une interruption de grossesse et qui lui décrit, par le menu, les avantages et les droits qu'elle pourra avoir si elle décide de poursuivre sa grossesse.

Si la venue d'un enfant est pour certains une promesse de bonheur, elle peut être pour d'autres une source de difficultés entrainant une situation de détresse.

Tel est votre cas puisque vous venez de consulter un médecin dans l'intention d'interrompre votre grossesse ainsi que la loi du 17 janvier 1975 vous y autorise sous certaines conditions.

S'agissant d'un acte grave, cette loi vous impose notamment un délai de *réflexion d'une semaine*, au cours de laquelle vous devez consulter à votre choix :

Un service social ;

Un centre de planification ou d'éducation familiale ;

Un établissement d'information, de *consultation ou de conseil* familial;

Un organisme spécialement agréé à cette fin.

Ce dossier-guide qui vous a été remis par votre médecin comporte, en annexe, la liste et les adresses de ces différents organismes auprès desquels vous trouverez quelqu'un pour réfléchir avec vous sur les diverses solutions pouvant vous permettre de *faire face à vos difficultés* et pour vous éclairer sur vos droits. Chaque situation étant unique en soi, seul un entretien particulier avec une personne compétente — tenue au secret professionnel — peut répondre à vos préoccupations, quelles qu'elles soient.

Aussi ne tardez pas à consulter l'un des organismes cités plus haut afin d'obtenir des conseils appropriés vous permettant de prendre, en connaissance de cause, une décision définitive avant la dixième semaine de grossesse.

Ainsi que le prévoit la loi, il est souhaitable, chaque fois que cela est possible, que le couple participe à la consultation et à la décision à prendre.

A l'issue de cette consultation une attestation vous sera délivrée.

— VOS RESSOURCES

Il faut que vous sachiez que vous avez droit à différentes aides financières dont le montant au 1er avril 1975 et les conditions d'attribution sont indiquées ci-dessous :

- *Avant la naissance* vous avez droit à des allocations prénatales.

Quelle que soit votre situation de famille (mariée, veuve, célibataire, divorcée), mais il faut :

Déclarer votre grossesse avant la fin du troisième mois ;

Subir trois examens médicaux au troisième, sixième et pendant la première quinzaine du huitième mois ;

Vous recevrez les allocations *versées en trois fractions* de 260,48 F, 520,96 F et 390,72 F après chacun des examens médicaux, soit au total 1 172,16 F.

- Vos frais d'accouchement seront pris en charge par la collectivité.

Si vous êtes assurée sociale ou ayant droit d'un assuré social (c'est-à-dire conjoint non divorcé ou enfant à charge), vos frais d'accouchement et de séjour dans un hôpital ou une clinique conventionnée seront intégralement pris en charge par la sécurité sociale ;

Si vous ne remplissez pas ces conditions et si vos ressources ne vous permettent pas de faire face à ces dépenses, ces frais pourront être couverts par l'aide médicale.

- Après la naissance, vous aurez droit à des allocations postnatales.

Quelle que soit votre situation de famille ;

Quelle que soit votre nationalité, la seule condition étant que vous résidiez régulièrement en France métropolitaine et que votre enfant y soit né.

Vous percevrez ces allocations en trois fractions de 769,60 F, 384,80 F et 384,80 F, soit au total 1 539,20 F, versées après les trois examens médicaux auxquels vous devrez présenter votre enfant durant la première semaine de sa vie et au neuvième mois et au vingt-quatrième mois.

Sachez également que, si vous êtes fatiguée par votre grossesse ou si vous avez besoin d'aide à votre foyer pendant votre séjour en maternité ou à votre retour, certains services de protection maternelle et infantile ou les caisses d'allocations familiales peuvent mettre à votre disposition une travailleuse familiale, qui se chargera de vos tâches quotidiennes.

- A quelles autres allocations pouvez-vous prétendre ?

Aux allocations familiales :

Elles sont versées à *partir* du deuxième enfant selon le barème suivant :

Deux enfants : 139,24 F par mois ;
Trois enfants : 349,28 F par mois ;
Quatre enfants : 568,28 F par mois ;
Cinq enfants et plus : 195,36 F en *plus pour chaque enfant* ;

Enfant de plus de dix ans : 53,28 F en plus ;

Enfant de plus de quinze ans : 94,72 F en plus.

A l'allocation de salaire unique (ou de la mère au foyer) : de 38 à 98 F ; (...)

A l'allocation pour frais de garde : maximum 242 F ; (...)

A l'allocation d'orphelin : 88,80 F *par enfant*. (...)

Nota. — Aucune de ces allocations n'est imposable.

- *Les allègements fiscaux dont vous bénéficierez.*

L'impôt sur le revenu des personnes physiques et la taxe d'habitation sont calculés en tenant compte du nombre de personnes à charge vivant au foyer.

Les impôts normalement dus se trouvent donc nettement minorés si vous avez un ou plusieurs enfants.

— CONDITIONS DE TRAVAIL ET GARDE DES ENFANTS

Si vous êtes salariée, il est indispensable que vous connaissiez précisément vos droits de future mère.

- Votre employeur peut-il vous licencier ?

Non : votre emploi vous est garanti pendant toute la durée de votre grossesse et pendant les douze semaines qui suivent l'accouchement.

Il est interdit, en effet, à votre employeur de vous licencier *pendant* cette période, sauf faute grave ou licenciement économique, notamment.

En cas de licenciement survenant avant que votre grossesse soit médicalement constatée, vous avez huit jours pour fournir un certificat médical justifiant votre état. Le licenciement est alors annulé. En revanche, il vous est possible de démissionner sans préavis dès que votre grossesse est apparente.

- A quels congés avez-vous droit ?

Dans tous les cas, si vous êtes salariée, vous bénéficiez d'un congé de maternité de quatorze semaines : six semaines avant l'accouchement et huit semaines après.

Au cours de cette période vous percevrez des indemnités journalières égales à 90 % de votre salaire de base (dans la limite d'un plafond correspondant à un salaire mensuel de 2 750 F). (...)

Dans tous les cas, vous pouvez décider de vous consacrer à l'éducation de votre enfant et de ne pas reprendre votre travail. Si vous choisissez cette solution, vous gardez le droit de réembauche en *priorité* auprès de votre ancien employeur pendant toute l'année qui suit la fin du congé de maternité. (...)

- Comment améliorer votre formation professionnelle ?

Si vous suivez un stage de formation agréé par l'Etat et conduisant à une qualification, le fait d'avoir un enfant à votre charge vous permet de bénéficier d'une rémunération au moins égale à 120 % du SMIC.

En outre, votre candidature à l'un de ces stages sera retenue, en priorité, si vous élevez seule votre enfant.

- Qui s'occupera de votre enfant ?

Plusieurs solutions peuvent être envisagées :

Crèches collectives ;
Crèches familiales ;
Gardiennes agréées. (...)

— POSSIBILITES D'HEBERGEMENT

En dehors des possibilités offertes par le marché du logement, et notamment les logements sociaux (H.L.M., etc.) sur lesquelles les services sociaux peuvent vous renseigner, *il vous faut savoir* :

Que des maisons maternelles accueillent les femmes à partir du septième mois de la grossesse et jusqu'à ce que l'enfant ait trois mois ou même six mois, gratuitement et sans formalités.

Que des hôtels maternels hébergent les mères à leur sortie de la maison maternelle ou directement après la naissance de l'enfant ; les prix sont variables selon les ressources ;

Que certains foyers de jeunes travailleurs sont susceptibles d'accueillir les jeunes mères à partir de seize ans avec leur enfant.

— CONSEILS D'ORDRE JURIDIQUE

Si le père de votre enfant refuse de le reconnaître et de subvenir à ses besoins vous avez la faculté de demander au tribunal de le condamner à payer une pension alimentaire *pour l'entretien de l'enfant*.

Si vous êtes mariée et si en raison de votre séparation de fait avec votre mari celui-ci n'est pas le père de l'enfant que vous attendez, vous êtes en droit de déclarer votre enfant sous votre nom de jeune fille. Votre mari *n'aura aucun droit sur l'enfant*. Le véritable père pourra en même temps que vous reconnaître l'enfant et lui donner son nom.

Enfin, si vous n'êtes pas mariée et même si votre enfant a été reconnu par son père, sachez que c'est vous qui exercez seule l'autorité parentale. (...)

— ADOPTION

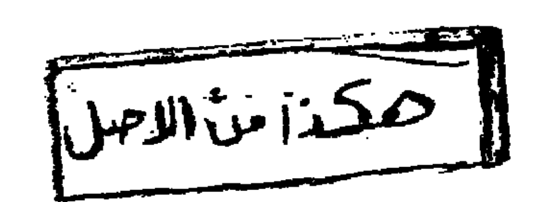
Si, malgré tout, la charge d'un enfant vous parait trop lourde et si vous ne pouvez envisager de l'élever vous-même, sachez qu'il peut être accueilli par des parents adoptifs qui constitueront pour lui une nouvelle famille.

Les services de l'action sociale à l'enfance vous donneront les informations nécessaires sur cette solution qui peut assurer le bonheur de l'enfant. (...)

Au moment où vous allez prendre une très grave décision, ce dossier-guide ne peut répondre à vos autres préoccupations, peut-être essentielles, comme l'attitude de votre compagnon, de votre mari, de votre famille, de votre entourage professionnel. Vous en parlerez, si vous le désirez, avec la personne tenue au secret professionnel que vous devez consulter et avec laquelle vous aurez un entretien particulier : elle vous écoutera et répondra à vos questions. Son rôle n'est pas de vous influencer dans un sens ou dans un autre, mais de vous aider à vous déterminer le plus sereinement possible. (...)







Le Monde DES LIVRES

Relire Sigrid Undset

On doit la réédition en un seul volume de la trilogie « Christine Lavransdatter » de la romancienne norvégienne Sigrid Undset, prix Nobel de littérature 1928, à une idée des éditions Stock pour l'Année internationale de la femme. Cette maison avait demandé à des lectrices quel roman illustrait le mieux la condition féminine. Elle s'engageait à le rééditer. Ce fut « Christine Lavransdatter » qui sortit. De la relecture qu'en a faite Josane Duranteau il ressort que ce mini-référendum va à l'encontre de beaucoup d'idées prétendument reçues aujourd'hui.

UN FÉMINISME ORIGINAL

★ **CHRISTINE LAVRANSDATTER, LA COURONNE, LA FEMME, LA CROIX, de Sigrid Undset, préface de Marianne Monestier, trad. : E. Avenard, Th. Hammar et M. Metzger. Stock, 651 pages, 55 F.**



SIGRID UNDSET partagea, en *1928, le prix Nobel de littérature* avec Henri Bergson : on peut rêver sur ce rapprochement inattendu et sur les motivations d'un jury qui couronnait deux œuvres à *proprement parler incomparables*, chacune d'elles affirmant avec force une intuition du monde exclusive de l'autre. L'univers bergsonien, non sans malentendu, est aujourd'hui *mieux connu du public que celui de* la romancière scandinave ; aussi faut-il se réjouir de voir réédité le cycle de *Christine Lavransdatter*, dont les trois volets, *la Couronne, la Femme* et *la Croix*, furent écrits en 1920, 1921 et 1922.

Ce vaste roman médiéval doit-il être vu comme une reconstitution historique comparable à ces superproductions cinématographiques où les vraies vedettes sont les décors, les accessoires et les costumes ? Fille d'un archéologue éminent, Sigrid Undset vivait depuis son enfance en familiarité avec ce quatorzième siècle norvégien dont elle ressuscite la vie quotidienne avec une profusion de détails dont aucun ne semble jamais évoqué pour lui-même, mais qui tous, au contraire, s'intègrent dans une vigoureuse réalité humaine, pleine de sang, de vie, *de chaleur*. En choisissant de situer dans ce contexte historique son héroïne, Christine, qu'elle accompagne de ses premières années à sa mort, Sigrid Undset a voulu embrasser, avec le destin d'une femme, celui d'un pays qui traversait alors une crise non seulement politique et religieuse, mais, pourrait-on dire, métaphysique et morale, une crise qui mettait en jeu les inquiétudes majeures et les certitudes majeures de l'auteur elle-même.

Sigrid Undset est féministe. Mais son féminisme est profondément original et profondément chrétien : ce n'est pas un individualisme. A ses yeux, l'unité humaine, ce n'est ni l'homme ni la femme, mais le couple soudé par les liens de la chair, sacré par *la bénédiction de l'Eglise*, concrétisé dans ses enfants conçus avec amour.

La prêtresse du foyer

Les romans « modernes » de Sigrid Undset sont hantés par des femmes déracinées qui cherchent leur propre vérité et ne savent comment trouver leur vraie place dans le monde. Dans *Printemps* (1914), un jeune couple se défait et se reconstitue : c'est dans la séparation d'avec son mari que Rose Christiansen comprend qu'elle est sa femme, et rien que sa femme : « *Te rappelles-tu que je t'ai dit un jour que, pour aimer un homme, il faudrait que je me sente sa chose, comme un anneau à son doigt, qu'il pourrait porter ou bien enlever et oublier ? Mais que je resterais sienne quand même. Je suis à toi comme cela, maintenant.* »

Sigrid Undset a vécu elle-même la vie indépendante et solitaire des *femmes pauvres*, qui gagnent leur pain dans un bureau et rentrent le soir dans une chambre meublée. Cette liberté-là lui fait pitié. Personne n'a chanté comme elle la joie des travaux d'intérieur, quand, de toutes ses forces, une femme s'ingénie à constituer et à soigner un vrai foyer, un monde petit mais ouvert, dont les lois sont l'amour de l'autre et l'oubli de soi, la bienveillance mutuelle, la concorde : un petit monde tel que serait le grand si les hommes vivaient en chrétiens. Il n'est pas trop fort de dire que, pour Sigrid Undset, toute mère, toute « maîtresse de maison », riche ou pauvre, jeune ou vieille, est comme une prêtresse qui fait régner à son foyer l'ordre de Dieu.

Christine Lavransdatter, jeune fille, s'est laissée emporter par l'amour tumultueux d'Erlend. Pour lui, elle a oublié toute bienséance ; elle a trompé la confiance de ses parents ; *elle a perdu ce qui, en son temps* et dans son milieu social, était l'honneur. Elle n'en a cure : car elle a reconnu dans cette fièvre, dans cette soif, et même dans ce scandale, ce *qui désigne un vrai couple*, un couple béni en dépit de tout. Et, en effet, par les bons et les mauvais jours, elle aimera fidèlement, farouchement, son Erlend, à qui elle donnera sept fils. On ne peut évoquer avec plus de profondeur ni avec plus d'émotion l'expérience de la maternité : chaque nouvelle naissance est pour Christine une naissance d'elle-même.

JOSANE DURANTEAU.

(Lire la suite page 10.)

MODÈLE DE « CRIPURE », LE HÉROS DU « SANG NOIR »

Un philosophe oublié : Georges Palante



Louis Guilloux vu par Orlic.

IL y a cinquante ans, se suicidait Georges Palante, qui servit de modèle à Louis Guilloux pour son personnage de Cripure, du « Sang noir ».

Louis Guilloux a repris dans son roman l'unité de temps chère aux classiques pour conter l'histoire du professeur Merlin que ses élèves surnomment Cripure, surnom tiré de « la Critique de la raison pure » de Kant, de même que d'autres élèves avaient surnommé Schopen, en raison de son admiration pour Schopenhauer, leur professeur Georges Palante. « Le Sang noir » est une condamnation de la société pourrie de 1917, société qui se gargarise de flonflons militaires, décore la femme d'un député pour l'honorer de s'être faite infirmière et de soigner les blessés, et se gave de petits fours patriotiques pendant que d'autres crèvent dans la boue des tranchées *et bouffent du rat. Ainsi, il a pu* paraître, non sans raisons, que « le Sang noir » était aux romans de guerre ce que le négatif est à une photographie. C'est la guerre vue de l'arrière, et le dégoût dont on est saisi est plus vif que celui res*senti à la lecture des récits de guerre, tant la veulerie est partout* étalée et entretenue par l'hypocrisie sociale.

Mais l'essentiel est dans le personnage même de Cripure. *Il* donne son unité à tout le livre, au même titre que cette autre personne qui mène la ronde : la Mort.

Le complexe d'échec

On a vu dans Cripure le symbole de la décomposition de toutes les valeurs, le symbole d'une crise de l'humanisme ; c'est vrai, mais c'est aussi ne pas compter avec les livres précédents de Louis Guilloux. Raymond (« Dossier confidentiel ») est un Maurice Lacroix adolescent (« Hyménée ») et ce dernier est Cripure jeune homme. Tous trois ont une même conduite d'échec. Cripure se voit refuser sa thèse en Sorbonne, mais il en est le premier responsable. Il épouse Toinette, dont il est éperdument amoureux, mais, reconnaît-il, « il avait voulu dès le premier instant que Toinette le trompât ». Et sur une simple présomption, il fuit à Paris où il fait un enfant à une souillon ; puis, pour mieux rationaliser son échec, il se persuade qu'une fois de plus il a été « roulé », et que cet Amédée qu'il reçoit chez lui n'est peut-être pas son fils. *Pour finir, devenu professeur* de philosophie à Saint-Brieuc, Cripure s'acoquine avec Maïa, une illettrée qui le trompe tout en l'aimant. Il importe de remarquer que Maïa agit comme une mère envers Cripure, Maïa *dont le nom est celui d'une divinité* de la Terre-Mère, sur qui Cripure se jette « comme d'un mur pour la posséder ». Raymond, Maurice Lacroix, Cripure, sont inconsciemment rongés par un complexe d'Œdipe non résorbé qui est à l'origine de leur conduite d'échec.

Et quand on voit marcher Cripure, embarrassé par ses pieds démesu*rés et gonflés, on se prend à songer* que le nom même d'Œdipe a ce sens de « pied enflé » ; et comment *ne pas établir un lien entre* Cripure et José, le protagoniste de « l'Education de l'oubli » d'Angelo Rinaldi, également embarrassé quant aux pieds. José repart vers sa mère, restée en Corse, et l'on sait quel ardent désir possède Cripure de fuir dans une île. Retour à la mère et aspiration au calme d'une île sont une quête des origines. Mais le tragique de notre condition fait que tout retour aux origines s'apparente à la Mort, c'est-à-dire à « un état qui a été troublé par l'apparition de la vie » (Freud).

Au terme d'une existence, mais *aussi d'une journée — celle qui* enferme le sujet du « Sang noir » — où il atteint l' « extrême fond de la bassesse, là où les derniers liens humains achèvent de se dé*nouer et de pourrir », Cripure se* suicide rejoignant ce point où s'opère la fusion de son destin fangeux, mais aussi douloureux, et de la pureté et de l'unité retrouvées.

YANNICK PELLETIER.

(Lire la suite page 10.)

Découvertes pour rêveuses chaleurs d'août

« La Demoiselle sauvage », de Corinna Bille « Nathalie », de Daniel Bertrand

Par Jacqueline PIATIER

CES découvertes proviennent d'un recueil de nouvelles et d'un premier roman qui, de manière assez voisine, nous conduisent en d'incertaines contrées où le fantastique semble sourdre du quotidien. On *s'avance sur la terre ferme et*, sans s'apercevoir au juste quand on la quitte, on se retrouve soudain dans le cauchemar ou dans le rêve. A moins que, dans un mouvement inverse, la féerie ne s'interrompe sur un brutal retour au réel. Dans les deux cas, il y a intime pénétration du monde intérieur et de l'autre, et « pratiques d'évasion » comme on parle de « pratiques de sorcellerie », dont ces livres font d'ailleurs un discret usage.

CES nouvelles sont signées de Corinna Bille, un drôle de nom où le prosaïsme du patronyme se heurte à la lointaine poésie du prénom ! Cette dissonance a tout d'un programme. Hier encore inconnu chez nous, mais non dans la Suisse romande où il s'accole à des dizaines de titres : poèmes, romans, contes, récits..., ce nom a été mis en lumière par les Goncourt qui ont décerné, en juin dernier, leur bourse de la nouvelle à *la Demoiselle sauvage*, recueil paru chez l'éditeur suisse Bertil Galland, et sitôt après repris chez Gallimard (1).

La plupart de ces nouvelles sont des rêves d'amour, accomplis ou insatisfaits. Quelques-unes touchent à la folie par l'invraisemblance de la situation et du décor. Telle *la Demoiselle sauvage* qui ouvre le recueil et lui donne son titre. Un homme découvre, près d'une source perdue dans la montagne, une jeune femme blessée qui se cache : elle a tué son mari, un pervers, en laissant croire à un suicide; elle a accrédité sa propre disparition en noyant sa voiture dans le Rhône et s'est réfugiée dans une cabane abandonnée. Celui qui l'a surprise l'emmène dans une tour médiévale, restaurée en pavillon de chasse. Entre eux une éphémère et romantique passion se déclare, trop forte pour l'homme, un réaliste, un ingénieur de barrages. Il oublie l'exilée. Elle se jette, pour de bon cette fois, dans le Rhône, et les gens qui retrouvent son corps, après trois mois de recherches, s'étonnent de le voir aussi miraculeusement préservé.

On est déconcerté autant par l'extravagance du motif et du cadre, tempérée pourtant par une langue sans apprêt ni vaine somptuosité, que par l'irruption du réalisme final. Les autres récits, plus contenus, font mieux goûter cet art du contraste dont l'auteur ne tire jamais de voyants effets. Une mourante, entendue en confession, dévide complaisamment les plaisirs saphiques d'une vie que tous jugeaient irréprochable et qui l'a peut-être été vraiment *(la Dernière Confession)*. Dans le débordement d'un carnaval de village, un homme de quarante ans tombe amoureux fou d'un tendron. Quand le *jour se* lève dans la grange où il la possède, il reconnaît sa propre fille *(le Carnaval)*. Une femme assiste, fascinée, à l'idéale complicité et aux ébats d'un jeune couple clandestin. Après qu'on les eut retrouvés, morts, enlacés dans un lac, elle découvre qu'ils étaient des jumeaux *(le Nœud)*...

ON voit que Corinna Bille ne s'interdit pas le coup de théâtre qui dramatise la nouvelle et la distingue du poème en prose. Mais c'est pourtant avec la poésie que ces nouvelles ont le plus à faire. Elles s'attachent à décrire des moments de paradis qui naissent du crime ou débouchent sur le meurtre. C'est le soir du jour où il s'est senti comme un dieu dominant le village que le *Garçon d'Aurore* devient un incendiaire. L'amour fou, la transgression des interdits, les soirs de fête, la liberté des masques, sont les procurateurs de ces minutes édéniques qu'ourle toujours la mort.

Il arrive que seule la nature dispense ces heures d'oubli. Elles deviennent alors dérisoires. Le spectacle de la misère humaine leur succède ou la poignante solitude de la femme laide, privée de mâle, qui s'efforce de trouver l'extase dans la transparence de l'eau.

Un fort parfum de terroir se dégage de ces récits qui se situent de préférence dans le Valais : coteaux plantés de vignes, forêts s'étageant au flanc des montagnes, lacs égarés qu'une nappe de brouillard suffit à rendre *invisibles, et l'on est sur leurs rives* comme au bord du vide. La faune aussi est campagnarde ou villageoise. La nature enserre gens et décors. Corinna Bille l'aime, et elle a pour la peindre des *dons d'aquarelliste. On la voit* passer, sac au dos, pour planter sa tente en forêt, s'évader de ses soucis de femme et de mère dans une promenade auprès d'un étang qui lui arrache ce cri : « *Je suis au paradis.* »

De dangereux paradis, scabreux et précaires, à situer les pentes d'un Mandiargues ou d'un Gracq.

DANIEL BERTRAND, l'auteur de *Nathalie* son premier roman, est un professeur de lettres, âgé de la quarantaine. Lui aussi rêve d'amour, et plus voluptueusement que Corinna Bille. Mais la femme, support du rêve, a le même caractère d'elfe, de divinité agreste et mystérieuse que *la Demoiselle sauvage*. Elle apparaît, disparaît, resurgit, pour, à la fin, s'évanouir comme un songe. Corinna Bille donnait *in fine* du corps à ce qui paraissait légende ; Daniel Bertrand fait basculer, au contraire, toute la réalité dans l'illusion. Et, pour ce faire, il use curieusement d'un ancien procédé, *le roman par lettres, qu*'il renouvelle à sa manière.

Michel Allier, professeur comme son créateur, a fait de Marie-Noëlle, rencontrée par hasard, la confidente de ses bonnes fortunes, et surtout du roman qu'il est en train d'écrire et qui s'intitule, justement, *Nathalie* : l'his*toire d'une adolescente qui décide de* se livrer à des expériences amoureuses originales. Premier jeu de reflets. Quant à la lettre, elle interpose l'écran qui jette le soupçon sur les faits narrés.

Michel part pour des vacances dans la maison familiale qu'on imagine située dans quelque coin du Sud, entre Nîmes et Uzès, à cause de ses pinèdes, de ses hêtraies, de ses églises romanes. Il accompagne son fils Marc, âgé de cinq ans, et sa sœur Françoise, qui sert de mère à l'enfant. Une autre conquête, Luisa, la gouvernante du petit, complète cet univers chargé d'« odor di femina » où la « vraie » Nathalie, une jeune fille aperçue dans le bourg, va bientôt surgir. Ainsi, Michel couche avec Luisa, qui est une femme experte ; il va posséder Nathalie, qui se révèle merveilleusement *douée pour l'amour ; et il écrit* à Marie-Noëlle ses ébats et ses affres littéraires.

Une autre figure, capitale quoiqu'en retrait, domine aussi le livre, celle du petit Marc. Autour d'elle s'amoncellent les nuages de la culpabilité. Ils feront surgir des fantasmes de vampires et d'enfants exangues trouvés, au petit matin, dans des crèches. En face de *Nathalie — la fée, — Marc apparaît* comme la victime innocente du désir du père. L'amour fou chez Daniel Bertrand, comme chez Corinna Bille, côtoie aussi la mort. Décidément, ces rêveuses chaleurs d'août n'échappent pas aux spectres des vieux interdits.

LA différence entre les deux écrivains tient à la façon dont chacun *se situe par rapport* à ce qu'il écrit. Corinna Bille s'enfouit dans ce qu'elle raconte ou met en scène et le lecteur assiste en direct aux belles liturgies qu'elle monte. L'élément ludique, le jeu intellectuel, sont infiniment plus développés chez le Français. C'est d'autant plus amusant à remarquer que l'un et l'autre scrutent l'univers trouble et troublant du désir.

La *Nathalie* de Daniel Bertrand est dédiée à Raymond Queneau. Elle propose effectivement une réflexion sur la création littéraire, assez rede*vable au Vol d'Icare, voire aux der*nières œuvres pirandelliennes d'Aragon où l'auteur joue avec ses personnages. Ici, l'héroïne du roman qu'on feint d'écrire devient celle du roman qu'on écrit et créature vivante de l'existence factice qu'on prête au narrateur. Une pyramide d'imaginaires, toute en dentelles, mais qui tient debout. Car si l'artifice de la lettre coupe le fil et augmente la distance, néanmoins s'exerce la magie de ces journées d'amour, passées tantôt avec Luisa la faunesse, auxquelles le corps seul prend part, tantôt avec Nathalie, la prêtresse qui ouvre le monde de l'absolu. Ne nous a-t-on pas avertis que dans le panthéon féminin de l'auteur figure, parmi les fascinatrices, cette Mère Marie de l'Incarnation capable, « *par son style simple* », d'exprimer « *comme allant de soi les états mystiques les plus avancés et les plus abstrus* » ?

Toutes ces fêtes d'amour ont pour accompagnement un décor réaliste. Nathalie monte à bicyclette jusqu'à la bergerie où Michel vit à l'écart de sa famille. Elle soigne, au bourg, une grand-mère malade qui lui donne du souci. Les travaux et les jours d'une propriété *ponctuent* les *rencontres* érotiques. Seuls des enlèvements et des meurtres bizarres d'enfants viennent déranger cet univers en ordre apparent. Quand la prétendue Nathalie de chair a suffisamment éclipsé la Nathalie de papier, elle se dissipe comme un rêve.

C'est un très joli livre reposant sur l'alliance, rare, de l'humour et de l'enchantement. L'imagination y montre ses rouages malicieusement agencés. Elle n'en exerce pas moins ses prestiges, et d'une façon très raffinée.

(1) Gallimard, 210 pages, 32 F.
(2) Gallimard, 202 pages, 26 F.

LITTÉRATURE ET CRITIQUE

LETTRES SCANDINAVES

Cinquante ans de poésie danoise

★ **ANTHOLOGIE DE LA POESIE DANOISE CONTEMPORAINE**, établie par J. G. Brandt, U. Harder, K. Rifbjerg. Ed. Gallimard, « *Du monde entier* », 285 pages, 35 F.

CINQUANTE ans de poésie danoise survolés, quarante poètes : un espace-temps verbal qu'on ne pourra que grossièrement évoquer, puisque chacun des créateurs ici représentés exigerait de longs développements. Quoique le pays en question ne soit pas situé aux antipodes, la France connaît très mal le Danemark, terre de verbe et de vertiges.

Jorgen Gustava Brandt, Uffe Harder, Klaus Rifbjerg, qui ont composé cette anthologie, savent de quoi il s'agit. Poètes eux aussi, ils figurent parmi les noms essentiels de la génération née au commencement des années 30. Chacun a réalisé une œuvre déjà vaste, multiforme et particulièrement attractive.

Comme toute poésie du XXe siècle, celle du Danemark se nourrit d'un héritage culturel propre au pays concerné et des apports des grands courants internationaux. Pour des raisons assez claires, qui tiennent au tempérament national, au climat, au paysage, au *fonds commun psychique*, le jeu entre l'univers et le tuf nordique a atteint à certaines époques une violence assez remarquable au Danemark. Le poème qui ouvre cette anthologie et qui a pour auteur Sophus Claussen est un poème de révolte : *la Révolte des atomes*. Figure de proue du symbolisme danois, Claussen exprime des angoisses, des visions, un combat qui durent toujours. Un des axes *de développement de* la poésie danoise se situera dans le conflit entre la connaissance *poétique et la connaissance* rationnelle, celle-ci étant le moteur de l'époque moderne, centrée sur *les techniques, l'explosion de l'urbanisme*, la civilisation industrielle.

A conditions de vie similaires, mouvements poétiques similaires. *Le Danemark* n'échappera pas à l'expressionnisme, dont Otto Gelsted et Tom Kristensen seront les principaux représentants. La machine, la publicité, l'activité fébrile des cités, la nuit des villes, *seront célébrées comme en* d'autres capitales, avant que le désarroi succède à la fièvre. Au *Danemark, le « moi » est impératif*, et le drame est permanent entre la tentative d'un lyrisme *objectif et l'expression de forces* intérieures impérieuses qui exigent de clamer. Aux tragédies de *l'histoire, aux réalités d'un monde* moderne en proie aux plus violents soubresauts, à la crise *d'identité qui affecte* l'être déchiré par l'angoisse au sein des Babylones du capital et de la *solitude*, chaque poète tente d'opposer une parade typique.

Pour quelques-uns, ce sera l'en*gagement social, révolutionnaire* — ils seront assez rares ; pour d'autres, ce sera l'approfondissement du « moi », le recours à la poésie comme expression majeure, c'est le cas *de Paul La Cour*, chez qui l'on retrouve la rigueur d'un Pierre Reverdy, le laco*nisme d'un René Char* ; d'autres encore s'abandonneront, tel un Dylan Thomas, à une vague *religiosité*, c'est le cas d'Ole Sarvig, qui explore le paysage désolé de la conscience moderne où *pourrissent les dépouilles* des grands mythes : d'autres quêteront dans la pratique du sur*réalisme la force de tenir tête*.

Un surréalisme gai

Le surréalisme danois n'est guère doctrinal, il garde une gaieté, une allure primesautière dont témoigne l'œuvre de Jens *August Schade, qui*, un peu à la façon d'un Chagall, marie le ciel et la terre, invente un cosmos érotisé peuplé de créatures célestes et de créatures solidement charnelles.

Durant les années qui suivirent la deuxième guerre mondiale, modernisme, néo-expressionnisme, élan satirique, mais surtout expression du chaos, se retrouvent, parés des couleurs du temps, vibrant de la sensibilité meurtrie du moment : Ole Wivel, Erik Knudsen, Ivan Malinovski et d'autres auscultent la solitude de l'individu. Certains en viendront à une *radicalisation dans* l'expression et à une adhésion aux idées socialistes révolutionnaires.

Les années 60 vont modifier quelque peu le paysage poétique. De nouvelles générations apparaissent et élèvent une protestation nouvelle contre la réalité « réifiée ». Les poètes s'enfoncent dans une sorte d'examen microscopique de la vie physique, biologique, sociale, historique. Ainsi Klaus Rifjberg, Robert Corydon, Jorgen Sonne, J. G. Brandt ou Uffe Harder.

Les langages dynamités explosent. Une « écriture ouverte », où différents niveaux de langue *cohabitent, s'impose. La problématique* de l'écriture triomphe. Ces nouvelles voix de la poésie da*noise ont nom Dan Turell, Henrik* Nordbrandt, Peter Poulsen, Jorgen Leth, Knud Holst, etc. Ce *sont là voix nourries de toutes* sortes de connaissances, de multiples apports culturels d'autres *continents, d' « underground » et* d'Ezra Pound, de musique et de sémantique. La poésie danoise est *vivante. Grâces soient* rendues aux auteurs, aux traducteurs émérites (Christian Dotremont, *J.-Cl. Lambert*, Claude Serbanne, etc.), ainsi qu'à Torben Brostrom, auteur de la préface, de nous communiquer avec ferveur cette heureuse nouvelle !

ANDRÉ LAUDE.

Relire Sigrid Undset

(Suite de la page 9.)

Cependant, Erlend ne lui a pas apporté la paix, il s'en faut. Son amour pour son mari est plein d'inquiétude, de doute, d'interrogation, de ténèbres. La mystère de l'homme, pour la femme, est là tout entier. Car Sigrid Undset, qui n'est pas avare d'analyses quand il s'agit d'évoquer la vie intérieure de Christine, montre surtout le comportement de son mari, peignant du *dehors sa physionomie, ses gestes*, que Christine ne sait comment interpréter, et sur quoi elle se trompe gravement. Ainsi cet homme léger, irresponsable, croit-elle, saura subir la torture sans rien céder ; ce dandy attaché aux futilités d'un raffinement où il est maître saura vivre seul dans une cabane, voué à un ascétisme d'une extrême rigueur ; ce séducteur né qui fait la cour à toutes les femmes sera fidèle à la sienne, à une malheureuse aventure *près, où elle-même l'a jeté* par désespoir et par dépit.

Enfin, ce rêveur, cet utopiste, cet aventurier qui semblait agir par fantaisie, sans sérieux ni réflexion, on reconnaîtra un jour son génie politique, et son dévouement à son pays. *Christine Lavransdatter, qui voulait* pour son mari la perfection de la sainteté, comprendra très tard qu'elle n'avait pas été elle-même assez humble ni assez confiante ; elle com*prendra que, à sa façon désinvolte et pudique, Erlend avait vécu mieux* qu'elle-même, car il avait su s'oublier en toute occasion, et ne jamais se soucier des jugements portés sur lui.

Or, pour une femme de la trempe de Christine, le plus grand bonheur est de voir l'homme à sa place naturel : dans le couple : la première. Se croire indigne de son mari est *une moins vive douleur que de le* croire indigne de soi : c'est une douleur au moins qui n'est pas empoisonnée. A la mort d'Erlend, il reste à Christine vieillissante de consumer ses dernières années au service de Dieu et au service d'autrui, dans la plénitude d'un amour qui va s'élargissant, puisque ses dons ultimes n'iront plus au cercle de sa famille mais à ce pestiféré inconnu en qui elle a trouvé son prochain.

Une Norvège à sorcières

La longue lutte de Christine pour la lumière trouve un écho agrandi dans les convulsions de la Norvège, où survit un fonds païen extrêmement puissant. Les pratiques de sorcellerie continuent d'avoir cours dans les campagnes, avec leurs rites barbares qu'on se transmet à voix *basse, et qui vont jusqu'au sacrifice* humain. Il est d'autant plus difficile d'échapper à la tentation d'y céder que personne ne songe à mettre en doute l'efficacité de cette magie *ancestrale. Christine elle-même, en frissonnant, y a recours une fois dans* sa vie, pour sauver l'enfant mourant d'un ami. Elle a conscience alors non seulement de jouer son âme, mais aussi de peser, par son acte *réprouvé, du côté le plus ténébreux de la création* — à quoi son devoir de chrétienne est de s'opposer en toute occasion, *inébranlablement*. Erlend eût-il fait cela ? N'eût-il pas plutôt laissé l'enfant à la grâce de Dieu ?

On sait que Sigrid Undset sut s'imposer à elle-même la loi la plus sévère quand elle se convertit au catholicisme. Son Erlend à elle était un divorcé avec qui elle ne pouvait *plus vivre sans pécher : elle trouva* le courage de s'éloigner de lui.

Un tel mysticisme n'est pas de ceux qui se nourrissent de vent et de paroles. Il plonge ses racines aux profondeurs de la chair, de la terre, du vécu le plus secret. L'amour, la *maternité, les soins quotidiens du* ménage, et aussi les durs et patients travaux des champs, sont le corps de cette foi. L'univers de Christine Lavransdatter est un monde de plé*nitude, où les saisons, les ciels, les* pluies, les arbres vivants, sont en perpétuelle communion avec l'âme humaine, et surtout celle de la femme, par sa nature plus attentive *au langage muet des choses, et du* temps comme il va.

JOSANE DURANTEAU.

UN HOMME DE PLUME A HOLLYWOOD

★ **HOLLYWOOD, ANNEES FOLLES**, de *Garson Kanin*. *Presses de la Cité*, 250 p., 32 F.

SUR les « faiseurs d'histoires » pour grand écran, ces romanciers de la pellicule qu'on appelle scénaristes, à la fois littérateurs d'imagination, dialoguistes et découpeurs d'images, nous possédions déjà deux chefs-d'œuvre : *le Dernier Nabab*, de Scott Fitzgerald, *et le Désenchanté, de Budd Schulberg, celui-ci* décrivant d'une manière hallucinante les ultimes chicanes de Fitzgerald lui-même avec les magnats d'Hollywood.

Et voici maintenant *Hollywood, années folles*, de Garson Kanin, l'auteur dramatique le plus coté de la capitale. On aimera ce livre captivant qui survole *la grande époque du « parlant »* à Hollywood — de 1935 à 1960, — particulièrement riche de méditations pour les hommes de plume.

Parmi les pontes de la production à cette grande époque figuraient en première ligne deux tyrans aussi puissants que féroces : Samuel Goldwyn, qui depuis 1923 avait cédé son nom à Louis B. Mayer pour l'enseigne de la Metro et présidait aux destinées de sa propre firme ; Harry Cohn, également propriétaire de sa maison de production, la fameuse Columbia. Tous les deux partis de *rien : le premier, des quartiers juifs de Varsovie ; le second, des faubourgs de l'East-Side de New-York. Notoirement incultes, l'un* et l'autre avaient *un jugement infaillible pour* discerner le bon sujet au milieu des fleurs de littérature cinématographique qui les submergeaient. Mais leurs rapports avec les « écrivains » n'allaient pas sans heurts. Pour eux, seul un film qui rapportait de l'*argent était un bon film. Ils se moquaient* éperdument de la peinture des états d'âme ou des licences de la création artistique qui font florès dans le cinéma d'aujourd'hui.

Voilà pourquoi ces businessmen ayant bâti des empires de 400 millions de dollars en étaient arrivés à industrialiser, comme *le reste, le « département des scénarios », où les rameurs de* papier travaillaient à la chaîne selon des normes dignes d'usines de boîtes de conserve.

Les plumitifs avaient parfois des réactions violentes, témoin Garson Kanin demandant à Harry Cohn un droit de regard sur le montage de *l'excellent film Comment l'esprit vient aux femmes* (« Born Yesterday »), tourné par George Cukor avec Judy Holliday, dont il a écrit l'intrigue : « Vous n'êtes qu'un petit péteux !, commence par lui dire aimablement Cohn. — *Comprenez mon* point de vue, *réplique Kanin, c'est mon histoire, mes personnages, mon dialogue... Personne ne doit avoir le droit de tout flanquer* par terre derrière mon dos. — Je pourrais aussi vous flanquer à la porte... ou mon poing sur la gueule... » L' « intellectuel » finit par avoir raison, concluant en aparté et non sans cynisme, qu'une paye de 2.000 dollars par semaine contribuait de toute façon *à panser ses petites blessures d'amour-propre*.

Garson Kanin, au cours de sa carrière hollywoodienne, fut ainsi, souvent, scénariste et réalisateur, entendez par là qu'il assuma, à plusieurs reprises, la direction d'acteurs, dans des conditions d'autant plus délicates qu'il s'agissait d'interpréter ses textes. *Un jour, le grand comédien Charles Laughton, qui ajoutait à son* caractère difficile des manies de perfectionniste, lui jette à la figure une poignée de pages manuscrites. Impossible, selon lui, de jouer « cette scène idiote ». Bon prince, Kanin la modifie et entraîne Laughton pour répéter à l'abri des regards de tous *dans le verger d'un jardin éloigné. La scène est bientôt interprétée* d'une manière tellement magistrale que Kanin en a la gorge serrée. Le lendemain, au tournage, zéro, panne de courant : Laughton ânonne sans intonation et toute vie a disparu de son jeu. Une, deux, cinq, dix, vingt « prises », rien n'y fait. Enfin *Laughton, dolent, gémit : « Pas la peine de continuer, j'ai perdu* la scène. » Exaspéré mais en plaisantant, Kanin lui demande : « Et où l'avez-vous perdue, cette scène ? — Dans le verger, je l'ai perdue dans le verger... »

Le plus fort, c'est que les deux hommes retournèrent à 15 kilomètres *des lieux du tournage, dans le fameux verger*, et qu'au retour la scène fut interprétée en un clin d'œil par Laughton, de façon merveilleuse !

C'est là que l'écrivain-cinéaste l'emportera toujours sur le cinéaste industriel : les caprices de l'inspiration, ça le connaît !

OLIVIER MERLIN.

J.-R. MAJOR (1926-1975)

JEAN-RENE MAJOR, qui vient *de mourir à quarante-six* ans, était né à Montréal. Il a fait des études de philosophie, puis il fut réalisateur à Radio-Canada. Venu à Paris en 1962, il a été conseiller littéraire de plusieurs maisons d'édition et traducteur de grand talent, d'une *sensibilité et d'une probité* extrêmes.

Auteur d'un roman, Jean-René Major laisse un recueil de poèmes de soixante-dix pages, *Toundras*, paru chez Pierre Belfond en 1971. Il s'y affirme durablement l'un des premiers poètes *québécois de sa génération*, avec Jean-Guy Pilon, Gaston Miron et Jacques Brault. La nostalgie des grands espaces prend dans ces rares pages l'ampleur d'une sorte de mystique, toute de prémonition et de rigueur morale.

« Que je vous prévienne ! Il est des fréquentations qu'il vaut mieux taire. Ainsi ce pays. N'y revenez plus. La trêve est abolie. Pour tout vous dire, il y a quelque part une lente caravane neigeuse partie à ma recherche voilà plusieurs siècles. Jour après jour, un même message parvient aux frontières de mon territoire interne : « C'est au septième matin que la blessure est la plus fraîche. » Ne pas s'en effrayer. D'ailleurs, ici, la crainte affleure à peine à la surface du silence : les masques dorment. Dans la patience de mes os s'érige la demeure future. Ainsi, je m'apparente à ces pèlerins que porte le désert.

Ma mort, hautaine, entre maintenant en pays de vigilance. »

A. B.

Un philosophe oublié, Georges Palante

(Suite de la page 9.)

« Le Sang noir » n'a nullement *subi les atteintes du temps*. Il serait absurde de dire qu'il reste d'actualité parce qu'il est hors de l'actualité. Ce livre se situe dans l'intemporalité que seules habitent les grandes œuvres, celles qui touchent à l'essentiel. Et l'essentiel que nous livre Guilloux, dans « le *Sang noir* » *mais aussi* dans toute son œuvre, est la difficulté des hommes à vivre et la douloureuse contradiction interne qui les fait paraître pour n'être plus.

« *Ils avaient même des apparences de vivants, mais... c'étaient bel et bien des morts à qui l'on avait affaire* », songe Cripure à propos de ses concitoyens. Mais lui-même ? Et nous ?

Individualiste et libertaire

Qui fut Georges Palante, que trop souvent on associe au personnage de Cripure au point de le méconnaître ? Certes, il lui servit de modèle, et si « Cripure n'est *pas Palante* », *ainsi que* Louis Guilloux aime à le répéter, il n'en reste pas moins que le premier doit beaucoup au second. Il n'est guère de dissemblance physique entre l'un et l'autre ; tous deux enseignent au lycée de Saint-Brieuc, *ont une villa à Hillion*, aiment à chasser en compagnie de leurs chiens ; tous deux se suicident pour recouvrer un honneur qu'on leur a volé, du moins le pensent-ils. D'autre part, la pensée de Palante et celle de Cripure sont *fondamentalement identiques* au point que les écrits de l'un sont *devenus les paroles de l'autre* : « Ma thèse est toute négative... Je détruis toute idole et n'ai pas de dieu à mettre sur l'autel » (1).

L' « athéisme social » et l'individualisme pessimiste de Georges Palante se retrouvent entiers chez Cripure. De même, on en trouve un écho diffus dans l'œuvre de Louis Guilloux. Faut-il voir une influence de Palante sur Jean Grenier dans son « Essai sur l'esprit d'orthodoxie » ? Ce peut être probable, et il est troublant de constater que Cripure-Palante, dans « le Sang noir », étudie l'œuvre d'un certain Turnier, qui n'est autre que Jules Lequier, philosophe auquel Jean Grenier consacra sa thèse de doctorat. Camus eut-il *une connaissance profonde* des écrits de Palante ? Une telle *recherche pourrait éclairer encore* l'œuvre de cet écrivain qui fut l'ami de Louis Guilloux et de Jean Grenier, en même temps que l'élève de ce dernier. Mais revenons plus *précisément* à Palante.

Pourquoi s'est-il suicidé ? Une *querelle philosophique opposa* Jules de Gaultier et Georges Palante, qui s'affrontèrent par voie d'articles dans « *le Mercure de France* ». Les choses s'envenimèrent et les deux adversaires en vinrent à se provoquer en duel. *Toutefois, « un procès-verbal parfaitement honorable pour chacun* d'eux prévint la rencontre. Pendant quelques mois, tout parut oublié. Mais Palante se mit à penser que ce procès le déshonorait. Il n'a pu survivre à cette idée et s'est tué » (L. Guilloux). C'était le 5 août 1925.

Connu en son temps, Palante est *aujourd'hui quasiment oublié*. Et pourtant certains aspects de sa pensée le rendent actuel. Disciple de Schopenhauer, il professait un individualisme pessimiste, les deux étant indissociables. Pour Palante, la société détruit l'essor de l'individu, leurs rapports étant néces*sairement antinomiques*. « Toute société est par essence despotique », son but est de se subordonner *l'individu* par de multiples moyens : rites, cérémonies, institutions, ne fonctionnant que grâce à une *hypocrisie fondée* sur l'esprit grégaire. Palante, comme Nietzsche, *dirige ses sarcasmes* contre cet esprit sans pour autant suivre en tout le philosophe allemand : « Nietzsche a eu tort de confondre (...) l'esprit grégaire et l'esprit démocratique. L'esprit démocratique n'a pas précisément, à notre avis, d'autre raison d'être que *d'être une affirmation* de l'individualisme en face des tyrannies grégaires. » Et cet individualisme, tel que le comprenait Palante, « est la même chose que ce qu'on appelle encore la philosophie sociale libertaire ».

Une philosophie *qui apparaît* comme « une vieille idée toujours neuve » (B. Alliot, « le Monde », du 6 décembre 1974), et dont la résurgence marque notre époque *en même temps qu'elle en est un* espoir.

YANNICK PELLETIER.

(1) *Ces propos, écrits par Palante* dans *le Mercure de France* du 16 décembre 1912, ont été placés par L. Guilloux dans la bouche de Cripure.

A LIRE OU RELIRE

● G. PALANTE : *Combat pour l'individu ; les Antinomies de l'individu et de la société ; Pessimisme et individualisme ; la Sensibilité individualiste ; Précis de sociologie.*

● SUR PALANTE : L. Guilloux, *Souvenirs sur Georges Palante* ; J. Grenier, *les Grèves* (Ch. 7 « Georges Sallan ») ; Y. Grosrichard, *Zèbre*.

UNE NOUVELLE DE GABRIELLE ROLIN

Le voleur et son chien

PERSONNE. Pas une persienne ouverte dans la rue, pas même celle de la remailleuse qui disait : « Moi, ils devront me traîner par quatre chevaux pour m'emmener en vacances. » Elle était morte en juin, sans avoir jamais vu la mer. « Je n'appelle pas ça une vie », remarquait la bouchère, pour qui les Baléares, la Riviera et la Tour de Londres n'avaient pas de secrets, comme en témoignaient les cartes postales collées au-dessus de sa caisse.

Plus un chat dans l'*immeuble* de Ludovic, depuis que la concierge avait emporté son matou. Les étages s'étaient vidés par saccades, les femmes et les enfants d'abord, comme pour un naufrage. Après s'être gaussé des files d'automobilistes qui s'étiraient sur l'avenue, le retraité du quatrième s'était laissé enlever par une nièce à poigne. En vain avait-il émis des doutes sur les vertus du « bon air » brutalement administré à quelqu'un qui dormait depuis soixante-huit ans la fenêtre fermée. « Il n'est jamais trop tard pour apprendre », avait-elle riposté en le bousculant dans l'escalier où il avait perdu une pantoufle. Ludovic *l'avait ramassée pour la rendre* à *son propriétaire*, si celui-ci revenait, et chaque fois qu'il la regardait, il riait en silence bien que nul n'eût pu l'entendre.

La discrétion lui collait à la peau. *La volonté* de passer inaperçu, qui avait hanté son enfance, avait atteint un degré de perfection tel qu'elle le dépouillait de son âge et semblait gommer son visage. Il l'avait polie, affinée, affûtée, et maintenant elle faisait partie de lui comme ces outils qui prolongent les maîtres-artisans. Sans elle, d'ailleurs, Ludovic aurait crevé de faim. Il gagnait son pain sur la pointe des pieds, en rasant les murs et courbant le dos. Il était voleur et aimait son métier. Auparavant, il avait tenu les emplois de démarcheur, manutentionnaire, coursier, gardien, pour des salaires qu'il aurait rougi de payer. Un jour ces employeurs se retrouveraient égorgés dans leur lit et ils feraient les étonnés.

Mais il ne fallait pas compter sur Ludovic pour pratiquer *la justice finale. Le sang l'écœurait, il* se méfiait des révolutions et veillait à garder ses distances avec une société manifestement incapable de rendre les hommes heureux. Quand les têtes politiques du « Lapin chasseur », restaurant où il avait son rond de serviette, tentaient de *l'entraîner dans leurs discussions, il se retranchait* derrière un sourire évasif, et de son comptoir, la patronne lui criait : « Monsieur Ludo, vous êtes un *sage !* »

Malheureusement, le « Lapin » fermait l'été, ce qui vous forçait, si vous vouliez manger, ce qui s'appelle manger (un verbe dont *le* « Chinois » de l'avenue et le Pub du carrefour ignoraient le sens), à changer d'horizons. Ce bouleversement dans ses habitudes agaçait Ludovic, bien que le temps encourageât les promenades. La ville, la nuit surtout, dégageait des odeurs de feuilles, d'herbe coupée, de roses, qui tiraient presque les larmes des yeux. On flairait les squares à cent mètres, et dans chaque arbre logeait un rossignol ou quelque excellent imitateur. Malgré soi, on s'arrêtait pour écouter ces chants qui vous embarbouillaient l'esprit d'idées peu raisonnables. Ainsi Ludovic se surprenait à siffloter *Plaisir d'amour* et s'interrompait confus ; ce n'était vraiment pas son genre. Mais allez-vous-en résister à la tendresse de l'air qui faisait fondre le bitume, peler les platanes, bâiller le dernier poisson de la Seine et fredonner les gentlemen cambrioleurs.

EN hiver, jamais cette histoire ne serait arrivée. En tout cas pas à Ludovic, qui avait trop *le sens de ses responsabilités pour s'em*barrasser d'une bête. Et quelle bête ! Avec ses oreilles de fox, sa gueule moustachue de griffon, *son panache d'épagneul, le chien semblait cons*truit en pièces détachées provenant de plusieurs races, ou plutôt de dynasties de bâtards. Incons*cient de sa laideur, il arpentait le trottoir et* clignait de l'œil aux rares passants. Abandonné ? Sans doute. L'étonnant était d'imaginer qu'un jour il *avait eu un maître*. Un saint homme ? Une vieille fille ? Un aveugle ?

Il vint se frotter aux jambes de Ludovic, qui l'écarta d'un geste. *Aussi dénué d'intelligence que* de charme, il crut qu'on l'invitait à jouer et esquissa une cabriole ridicule. « On aura tout *vu ! », ricana Ludovic en haussant les épaules. Ce* fut sa première erreur. *Le* son de sa voix ravit l'animal, qui multiplia les pirouettes, l'air de dire : « *Enfin quelqu'un qui* m'adresse la parole ! Merci ! Merci ! » Après l'avoir contemplé un instant, Ludovic murmura : « C'est pas tout ça. Le boulot *m'attend », et il reprit* sa route. Sans hésiter, le chien lui emboîta le pas. Au bout de quelques mètres, Ludovic, agacé, s'arrêta. « Décampe, mon vieux. Va faire la manche ailleurs. » Pour toute réponse, la queue frétilla de gratitude. Ludovic commit alors sa seconde erreur. Il décocha un léger coup de pied à l'animal, qui se coucha sur le dos avec des jappements d'extase et révéla qu'il était une chienne. « Et après ? s'exclama Ludovic, qu'est-ce que tu veux que ça change ? » Un éclat de rire le *fit* sursauter. Au rez-de-chaussée d'une maison voisine, une petite vieille se moquait de lui.

« Vous n'avez pas fini de vous en débarrasser, *lui cria-t-elle. Elle* vous a *choisi, elle* ne vous quittera plus.

— C'est ce qu'on va voir, rispota Ludovic en s'élançant comme s'il avait la police à ses trousses. »

Première à droite, première à gauche, première à droite. Il traversa la chaussée d'un bond, entendit un grincement de frein, se retourna et fut agoni d'injures par le conducteur d'une camionnette.

« Ordure, minable, pourriez pas surveiller votre *saleté de clebs ?*

— Il n'est pas à moi, bredouilla Ludovic tandis que la bête haletante le fixait comme pour dire : « Je t'aurais *sacrifié ma vie avec joie* ».

Ils entrèrent ensemble dans un café où le garçon leur servit une bière et un sucre. La chienne posa la tête *sur* le genou de son compagnon et ferma les yeux de bonheur. Malgré lui, Ludovic en fut ému. « Ça alors, se répétait-il, c'est la meil*leure. Me voilà chargé d'une chienne !* On aura tout vu. Mais qu'allons-nous devenir, ma cocotte ? J'ai du travail, moi. Je ne dirige pas un cirque. Tu *t'es trompée d'adresse. Un casse avec toi dans* mes jambes, franchement, c'est du délire. » La chienne soupira pour indiquer qu'elle était prête à *tout*. « *En été, bien sûr, il y a moins de risques*, poursuivit Ludovic. On ne rencontre guère que des collègues. Il ne faudra pas les effrayer, n'est-ce pas ? Si tu te tiens tranquille, invisible, on peut essayer... Juste une fois. Et gare à toi si tu me gênes dans le travail. »

Ayant fait don de sa personne à Ludovic, la chienne envisageait l'avenir avec sérénité, comme une fille enfin casée.

Cette nuit là, leur première nuit ensemble, dissipa les craintes du maître malgré lui. Calme, à peine étonnée, son esclave l'observait tandis qu'il ouvrait des tiroirs, inspectait des penderies, secouait des livres, retournait des tapis. La récolte ne fut pas mauvaise : quelques bijoux anciens, deux louis d'or (dans une cafetière), une centaine de dollars (dans la doublure d'un vieux manteau de fourrure), et, (à leur place dans le buffet), des petites cuillères en argent qui avaient grand besoin d'être nettoyées. Une sorte de seconde vue guidait Ludovic vers les cachettes les plus inattendues. Il s'imprégnait du décor, se mettait *dans la peau de ceux qui l'avaient créé*, tournait sur lui-même et se rendait droit à l'armoire à linge ou à la bibliothèque.

A la sortie du deuxième domicile, il déclara :

— Suffit pour ce soir. Faut pas abuser de sa chance. Mais qu'est-ce que tu trimballes ? »

Il se baissa pour retirer *de la gueule de* la chienne une galoche en caoutchouc. Cette preuve de bonne volonté, ce souci de participer à l'en*treprise. l'attendrirent.*

— Brave fille, dit-il en grattant la bête derrière les oreilles. Tu as une tête à t'appeler Galoche. Viens *maintenant*, allons casser la graine.

Les jours qui suivirent s'écoulèrent dans une paix, une harmonie, que la plupart des couples *humains ne soupçonnent pas. Une complicité* tacite unissait Ludovic à Galoche, synchronisait leurs mouvements, leurs désirs, leur permettait, après le malentendu initial (mais s'agissait-il vraiment d'un malentendu ?), de communiquer par le regard. Ils s'émerveillaient de se découvrir des *goûts identiques pour la pénombre,* la sieste de l'après-midi, le bœuf bourguignon. Lavée au savon de Marseille, brossée chaque matin, la chienne avait presque fière allure. Mais c'étaient surtout les caresses qui faisaient briller son poil et bouffer sa queue. Souvent, quand ils sommeillaient dans les bras l'un de l'autre, ils étaient parcourus par un même frisson. Une peur inconnue les éveillait et ils resserraient leur étreinte avec un grognement heureux.

« Oui, tu es belle. Oui, je t'aime », disait Ludovic.
« Encore, encore », mendiait Galoche.

Il lui avait volé une laisse de cuir rouge dont il *ne se servait pas, faute d'avoir déniché un collier,* et une balle de tennis avec laquelle ils jouaient, le matin, sur l'avenue déserte. Au bout d'une semaine, *ils* avaient *l'impression d'avoir toujours* vécu ensemble. Et ils en prenaient à leur aise. Tantôt, ils pique-niquaient sur les lieux de travail, *tantôt ils écoutaient* des disques, suivaient *une* émission de télévision. Un soir même, ils s'endormirent.

Ils se trouvaient dans un appartement au luxe tapageur, près du bois où ils avaient canoté dans le soleil couchant. D'ordinaire, Ludovic évitait les immeubles des beaux quartiers, citadelles truffées de sonneries d'alarme, cellules photo-électriques et autres gadgets redoutables. Mais, la veille, il était revenu bredouille de sa tournée et, s'il voulait garder sa moyenne, il fallait réussir un gros coup.

Dès l'ascenseur (assez large pour déménager un piano à queue), il fut saisi par la somptuosité du décor. Galoche se mirait dans les glaces, pétrissait la moquette, reniflait les philodendrons avec des soupirs d'extase.

« Tiens-toi, ma fille, lui ordonna-t-il, nous entrons dans le grand monde. »

DEPUIS le trottoir, il avait repéré le sixième étage dont tous les volets étaient clos. La porte n'opposa aucune résistance à ses outils et, flairant l'air sur le seuil, il devina que, comme il le pensait, son terrain de chasse était désert. A la lumière, d'abord de sa torche électrique, ensuite de quelques lustres et lampadaires, il passa en revue les tapisseries, tableaux, vitrines, dont la richesse l'ébahirent. « Y a des gens qui ne s'embêtent pas ! », soupira-t-il en se laissant tomber sur un divan de cuir à la fois mordoré et repoussé. Mais déjà Galoche l'appelait au loin. « Viens voir ! » Elle avait sauté dans une baignoire encastrée dans le sol et collait son ventre au marbre encore humide. « Bonne idée !, dit Ludovic, je vais t'apprendre à nager ! ». Ils badinèrent longtemps dans l'eau fraîche, se frictionnèrent ensuite avec un parfum nommé Catimini, vidèrent le fond d'une bouteille de whisky, et, jugeant que le salon manquait d'intimité, choisirent une chambre bleue *pour se reposer.*

Ils s'allongèrent sur un lit à baldaquin, garni de voiles blancs. Autour d'eux, ce n'étaient que vases *d'opaline*, papillons encadrés, colliers de coquillages. « Rien qui ait vraiment de la valeur, remarqua Ludovic, mais ça ne manque pas de gueule. » Machinalement, il força le tiroir de la table de chevet (pourquoi diable l'avait-on verrouillé ?), et sourit en y découvrant une pile de lettres. Les plus nombreuses provenaient d'une certaine Sophie qui s'exprimait dans un langage hermétique. Qu'entendait-elle par « cool », « acid », « retro », « nanar » ? Qui étaient ces « beautiful people » qu'elle avait rencontrés à Rome ? A quoi pouvait ressembler une jupe en « patchwork » ? et une tunique « Twiggy » ? Agacé, Ludovic rejeta ces énigmes pour se pencher sur les missives signées Renault. Le sens, cette fois, était clair, mais d'une crudité qui contrastait avec ce lit, cette pièce, et, (du *moins fallait-il l'espérer*), avec *celle* qui y vivait et qui, sur les enveloppes, portait le doux prénom d'Aube-Epine.

« On n'a pas le droit d'écrire des choses pareilles à une jeune fille », confia Ludovic à Galoche.

La chienne haussa des épaules fatalistes.

« Tu me diras, bien sûr, qu'à chacun ces oignons. N'empêche que si je le tenais, ce Renault... »

Il ferma les yeux pour s'imaginer dans le rôle de père vengeur et s'endormit avant d'y parvenir.

QUELQUES heures plus tard, un jappement inquiet l'éveilla. Assise sur son arrière-train, Galoche tendait l'oreille vers la porte. Comme Ludovic reprenait très lentement ses esprits, une grande femme, armée d'un balai et d'un seau, apparut sur le seuil et s'exclama : « On aura tout vu ! »

En un éclair, il rabattit le dessus de lit sur son corps, car après le bain il avait négligé de se rhabiller, et dans le regard braqué sur lui il lisait plus de goguenardise que d'effroi.

« Mais qu'est-ce que vous faites-là ? », demanda la femme en le fixant, cette fois, droit dans les yeux.

Tandis que Ludovic cherchait vainement une réponse, Galoche, avec une aisance souveraine, se levait, s'étirait, sautait sur le sol et allait renifler le seau.

« Avec un chien en plus ! dit la femme. Il y en a vraiment qui ne se gênent pas. »

En se redressant, Ludovic aperçut les lettres qui jonchaient la moquette et qui lui donnèrent une idée.

« Je suis un copain de Sophie, déclara-t-il.

— De qui ?

— Sophie, vous savez bien, la meilleure amie d'Aube-Epine. Elle m'a remis les clés pour le cas où je ne trouverais pas de chambre d'hôtel. En cette saison...

— Ces filles sont folles. Inviter un inconnu chez soi ! Elles mériteraient une bonne leçon. Mais c'est pas tout ça, j'ai mon ménage à faire, et, sans vous commander, je n'ai pas l'habitude de travailler avec un type tout nu dans les jambes. Déjà que vous m'avez salopé la salle de bains.

— *Excusez-moi*, balbutia Ludovic. *Ma chienne* avait si chaud.

— Celle-là vous pouvez vous féliciter de l'avoir. *Figurez-vous que j'ai failli vous prendre pour un* voleur. Encore un peu, et je téléphonais à la police. Il y a tant d'histoires dans le quartier. Mais pour un mauvais coup on ne s'embarrasse pas d'une bête. Tout de même, j'ai eu un choc. On aurait dû me prévenir.

— Je vous demande pardon. »

Désarmée par tant d'humilité, elle tapota le crâne de Galoche.

« Brave chien, va ! On jurerait qu'il comprend. Moi, les animaux... »

Et elle se lança dans un récit si long, si confus, que Ludovic étouffa un bâillement.

« J'ai comme une impression que vous ne cracheriez pas sur un petit café, remarqua-t-elle.

— Si ce n'est pas abuser...

— Pensez-vous ! On n'est pas des sauvages. Renfilez votre pantalon, je vous attends à la cuisine. Voulez-vous que je vous dise ? Je ne les voyais pas comme vous les copains de la petite. Vous ne faites pas, comment dit-elle déjà ? minet, c'est ça. Pas minet pour deux sous. »

En s'habillant, Ludovic s'inventa un état civil plus conforme à son âge et à son allure. Lieutenant en permission lui parut convenir. Quand il se présenta à la femme de ménage, elle éprouva un second choc. Elle aimait encore plus l'armée que les animaux ! Figurez-vous que dans son enfance... Et elle entama un nouveau chapitre de sa vie. A la voir s'empresser autour de lui (« Une goutte de lait, mon lieutenant ? », « Une larme de rhum pour rincer la tasse ? »), gaver Galoche de macarons, courir chercher des cigarettes turques dans le fumoir du patron, il se rendit compte qu'il suffirait d'un mot, d'un geste, pour qu'elle lui tombe dans les bras.

Midi sonnait lorsqu'il repartit avec sa chienne.

« Tu m'as sauvé la mise, lui dit-il dès qu'ils se retrouvèrent seuls. Entre nous, maintenant, c'est à la vie, à la mort. »

Et, pour cacher son émotion, Galoche plongea le nez dans une poubelle.

Dessin extrait de « la Vie des bêtes » (série bête et méchante), de Reiser. Editions du Square.

Le destin littéraire d'Aix-en-Provence

PARIS mis à part, Aix-en-Provence est bien la seule ville française qui, après avoir retenu au cours des siècles tant de passants illustres, a constitué depuis plus de cinquante ans le cadre de nombreux romans d'amour.

Retrouver, dans notre littérature, à travers plus de mille ouvrages et articles, l'image d'Aix, de la fin du Moyen Age à 1955, était un travail de bénédictin. C'est ce qu'a réussi Mlle Marcelle Chirac (sans parenté avec le premier ministre), maître-assistant à l'université d'Aix-Marseille-III, dans sa thèse de doctorat d'Etat (1).

Les mille pages de ce travail nous entraînent dans la cité comtale, sur les pas des voyageurs et des mémorialistes du dix-septième et du dix-huitième siècle, de Mme de Sévigné, moins sensible que sa fille et *son gendre aux* mondanités aixoises, de Mme de Simiane, d'autres passants comme Papon et Bérenger et, plus tard, le comte polonais Moszynski et le marquis de Sade. Mlle Chirac nous révèle l'atmosphère mystique *de la capitale de* la Provence sous l'Ancien Régime, avec ses prédicateurs et ses bûchers. Vauvenargues boude la ville, mais le marquis d'Argens *y connaît* le grand amour et Casanova y rencontre des êtres singuliers.

Plus tard, Stendhal fait l'éloge du site ; les romanciers Louis Méry, Paul Alexis et Marius Roux nous livrent d'Aix une image déli*bérément réaliste*. Il faut attendre Zola pour trouver un tableau aussi puissant que lucide des intrigues politiques à la fin de la Seconde République. Quant à *la campagne* aixoise, elle est — particulièrement dans *la Faute de l'abbé Mouret* — magnifiée dans un jaillissement de romantisme panthéiste qui demeurera sans égal.

Et, brusquement, dans les toutes dernières années du dix-neuvième siècle surgit une floraison d'œuvres romanesques qui situent à Aix des histoires de passion, de rêve, de *folie. Cette* « *transfiguration* », dont H. de Régnier donne le signal en 1894, en pleine période *symboliste, comment* l'expliquer ? Elle coïncide avec la fondation de l'« Ecole romane » de Maurras et elle constitue aussi la réaction provinciale et humaniste contre les grandes villes tentaculaires et le nivellement imposé par Paris. Des auteurs comme Henri de Régnier, Edmond Jaloux, Emile Henriot, Jean-Louis Vaudoyer, Armand Lunel, etc., ont dès lors vu *dans* Aix un « paysage choisi » dont ils ont fait le cadre de leur évasion pathétique.

En même temps qu'ils peuplent *la* ville de leurs chimères, ces auteurs retiennent les traits essentiels du cadre aixois et de sa vie quotidienne. A partir de ces romans, Mlle Chirac brosse avec sympathie un tableau complet de la cité. Elle nous fait retrouver, *sur* les pavés pointus, dans les boutiques ou dans les vieux hôtels, l'étudiant désargenté, l'antiquaire, le négociant en amandes ou le *vieux noble légitimiste attendant* le retour du roi. L'envoûtement exercé par la ville rapproche des êtres séparés par deux ou trois siècles d'histoire : sujette de Louis XIV, la Madeleine Martin qu'exalte Henri Bremond est la sœur de Naïs, la pastourelle de Marie Gasquet. M. de la Pejaudie, dont Henri de Régnier raconte *les frasques* et les douleurs sous le règne de Louis XV, est le frère de Maurice de Cordouan, le héros de *Fumées dans la campagne*, qui *vit sous la III*e *République.*

Le sortilège aixois exerce le mystérieux pouvoir de susciter des êtres originaux dévorés par leurs manies ou leurs passions, des amoureux imprudents et fous, des femmes qui vivent en dehors du temps, sans songer à leur âge ou à leur milieu. C'est « une des villes les plus invraisemblables du monde » dira Edmond Jaloux en *parlant de ce cadre royal où règne* le parfum des amours défuntes et des rêves insaisissables.

P. M.

(1) Cette thèse a été soutenue à l'université Paul-Valéry devant un jury présidé par M. P. Guiral, professeur à l'université de Provence, et composé de MM. Jourda, doyen honoraire de la faculté des lettres de Montpellier, Moutote et Bessède, professeurs à l'université Paul-Valéry, et Colotte, professeur à l'université de Provence. Elle a obtenu la mention très honorable.

MICHEL BUTOR, professeur à Genève

Michel Butor, nous annonce notre correspondante à Genève, Isabelle Vichniac, a été nommé professeur à plein temps au département de langue et littérature françaises modernes de la faculté des lettres de l'université de Genève, à compter de la prochaine année universitaire.

C'est le 7 février 1973 que l'écrivain, alors professeur associé à l'université de Nice, avait soutenu « sur travaux » sa thèse de doctorat d'Etat devant la faculté des lettres de Tours. Jean Starobinsky était venu de Genève, Jean-Pierre Richard de Vincennes, *Michel Raymond* et *Louis* Cellier de Paris-IV, pour constituer le jury aux côtés de Jean Duvignaud. Un petit événement ! (1).

Depuis, aucune université française n'avait jugé bon d'ouvrir ses portes au critique-romancier de *la Modification* et des *Répertoires*, ni de lui assurer une chaire. L'université de Genève, où, comme « professeur invité » il enseignait déjà l'année dernière, en a fort heureusement décidé autrement.

(1) *Le Monde des Livres* du 15 février 1973

LIVRES RELIGIEUX

par Henri Fesquet

De Joseph Thomas à Marcel Légaut

PASSERELLES ET RETOUR AUX SOURCES

★ CROIRE AU VRAI DIEU, de Joseph Thomas. Edit. le Centurion, 186 pages, 22,50 F.

★ MUTATION DE L'EGLISE ET CONVERSION PERSONNELLE, de Marcel Légaut. Edit. Aubier, 313 pages, 30 F.

INCONFORTABLE situation que celle du chrétien aujourd'hui : alors qu'il est persuadé de la vertu du christianisme, seul capable à ses yeux de combler les aspirations les plus profondes de l'homme *et d'apporter une solution* aux maux dont souffre notre société, le voici dans l'incapacité de trouver un discours rendant compte de sa *foi et qui puisse réellement* toucher ses compagnons de route presque toujours indifférents en matière religieuse. Certes, *c'est aux actes* plutôt qu'aux paroles qu'on attend le croyant ; certes, la foi n'est pas transmissible. Mais l'orthopraxie ne *se suffit pas à elle-même et, si seule* la « grâce » convertit (voilà déjà un mot de tribu), nul ne saurait se dispenser d'articuler sa foi d'une manière cohérente. Il est d'expérience quotidienne que certaines paroles fortuites — tout autant que certains gestes — ont *changé le* cours de destinées.

Pourquoi, dans ces conditions, ce *tarissement des conversions* et, pis encore, cette hémorragie de la croyance ? Ce n'est pas le lieu de répondre à ces questions difficiles, mais de constater qu'une étude scientifique de l'incroyance devrait être la préoccupation numéro un des *chrétiens. Rien ne pourra être édifié* sans cette intelligence d'une situation inédite. La foi ne mord plus sur les individus ni sur la société, à tel point qu'on a pu comparer ce qui reste de la chrétienté à une île perdue dans le brouillard.

Au contraire de tant d'ouvrages naïfs, pédants, voire hermétiques, le petit livre de Joseph Thomas, jésuite *et directeur* des études du Centre pour l'intelligence de la foi (19, rue de Varenne, 75006 Paris), a su trouver un ton qui ne devrait pas laisser indifférent. Sobres, sérieuses, denses, ces réflexions balayent sans prétention l'horizon religieux. On peut *les comparer* à des passerelles jetées entre deux univers qui s'ignorent : celui de la foi et celui de l'incroyance. Il ne s'agit pas de convaincre ou de juger, mais de décrire et d'approfondir.

Sur la boucle des ceinturons

En fait ce livre est centré sur la foi et sur la conversion, sur Dieu et sur le sacré. Dieu : « *Il a fini sur la boucle des ceinturons* », note le Père Thomas. C'est le lieu de tous les malentendus, de toutes les confusions. Il devrait être un chemin ouvert ; on en a fait une barrière. Les chrétiens, les missionnaires en particulier, ont beaucoup parlé de conversion. Mais pour les autres... Or croire, c'est se convertir, c'est renoncer à son autosuffisance. Si utiles qu'elles soient, les théologies peuvent, si l'on n'y prend garde, faire « *mourir le Dieu vivant* ». Ce « Dieu » auquel 75 % *des Français disent encore croire*, c'est un pauvre résidu d'un vague déisme, le reflet des besoins de l'homme, la projection de ses manques, le fruit de discours tenus par trop de prêtres. Ce n'est plus nous qu'appartenons à Dieu, c'est lui qui nous appartient et que nous annexons.

« *Ce sera la tentation permanente de l'Eglise qu'elle peut tenir son Dieu. Ce ne sont plus les huttes de branchage que Pierre proposait de dresser au Thabor. Ce sont les églises de pierre et de marbre.* »

A l'évacuation de Dieu par le monde moderne correspond l'invasion de faux dieux. Le Dieu solitaire en est un. C'est l'homme séparé qui a choisi de se donner un *Dieu séparé. Mais le Dieu vivant* n'est pas solitaire : il est communion, il est « notre Père ». Il n'agit pas à côté, en plus, à la place de l'homme ; il passe par le cœur, la tête et les bras des hommes. Il est le Dieu qui vient et n'aura *jamais fini* de venir : c'est pourquoi il n'est pas conservateur.

Le Père Thomas regrette que trop de chrétiens ne soient pas sérieux et que l'Eglise risque de faire écran entre l'homme et Dieu séparés par des intermédiaires.

On ne se bat plus, remarque-t-il, autour de Dieu. Dieu est une « *question perdue* ». L'espace où il *se logeait se restreint sans cesse*. Or Dieu n'est pas dans les marges ; il sera au centre, ou il ne sera pas. *Certes, il est difficile de croire* en Dieu, la foi est fragile. Mais l'incroyance est-elle si aisée ? Et ne reconstitue-t-elle pas de l'absolu ? L'amour, la justice, la beauté, la science, la patrie ? En adorant des dieux qui ne peuvent sauver, l'idolâtre *ne fait que s'enfoncer plus profondément* en lui-même. En disant oui à la mort, le chrétien accepte la brèche qui peut conduire à la rencontre *de l'Autre. Il passe du « moi » au « tu »*. Il est attendu. Le croyant n'a rien de plus que le non-croyant : il ne vit pas une autre vie. Et pourtant tout est changé.

Mathématiques moutons et théologie

On reprochera peut-être *à ce livre de ne pas parler pratiquement* de Jésus-Christ, et, de fait, on peut souhaiter que l'auteur n'entreprenne *une étude ultérieure de cet ordre*. Mais, dès à présent, voici l'horizon balisé avec intelligence et doigté. A l'autre bout de la France, Marcel Légaut, un penseur-paysan agrégé de mathématiques et éleveur de moutons dans la Drôme, s'est engagé *depuis de longues années dans* la voie de la philosophie, de la théologie et surtout de la spiritualité. Il s'est déjà signalé en 1970 et 1971 par *l'Homme à la recherche de son humanité* et par une *Introduction à l'intelligence du passé et de l'avenir du christianisme*, analysée dans *le Monde*, par Bernard Guyon.

Cet écrivain trop peu connu et *difficile à classer* est un des meilleurs observateurs de l'évolution de l'Eglise. Son dernier ouvrage, *Mutation de l'Eglise et conversion personnelle*, en apporte une nouvelle preuve. Légaut dit des choses fortes et rudes. Son bon sens ne ménage personne. S'ils revenaient à notre époque, note-t-il, la plupart des chrétiens modernistes seraient considérés comme des « *conservateurs* » ; cette tendance relève de « *la grandeur de l'homme et non de son orgueil* ».

Souhaitant que l'Eglise soit davantage *celle qui « délie » que celle qui « lie »*, Légaut préconise, par exemple, de laisser à l'évêque, par-delà le droit canon, le droit de décider ce qui convient le mieux de faire en cas d'échecs matrimoniaux.

L'Eglise, poursuit l'auteur, a confondu « *l'immuabilité de la foi avec la sclérose de la doctrine et de la spiritualité* ». Sur la défensive depuis des siècles, elle n'a pas été à l'avant-garde de la recherche humaine et spirituelle. Ses structures ne sont plus adaptées. La *superficie des diocèses devrait* notamment être réduite pour permettre aux évêques d'accomplir leur rôle pastoral.

Pour Légaut, ce n'est pas d'un *aggiornamento* dont l'Eglise a besoin, mais d'une véritable mutation. Mutation qui ne saurait s'entendre comme un démantèlement subversif, ni comme une rupture de la tradition, mais comme une purification et un retour aux sources.

L'Eglise aura à vaincre sa médiocrité spirituelle qui est la cause principale de la crise actuelle. Légaut est un homme exigeant. Ses contestations ne sont ni *superficielles ni aigries*. Il va au cœur des difficultés. Intériorité, profondeur, spiritualité, autant de mots qui reviennent sans cesse sous la plume de ce méditatif farouchement indépendant, dont le mode d'existence révèle la force d'âme et l'originalité.

Du nouveau sur Teilhard de Chardin

LE colloque annuel Teilhard de Chardin coïncide, en 1975, avec la célébration du vingtième anniversaire de la mort du jésuite. Il se tiendra à Chartres du 8 au 14 septembre, 1, rue Saint-Eman. Parmi les invités à prendre la parole, Roger Garaudy et le Père Gustave Martelet.

Aux nombreuses publications antérieures vient de s'ajouter le « Journal » de Teilhard. Tenu du 26 août 1915 au 4 janvier 1919 (édit. Fayard, 396 pages, 75 F). Autant dire un journal de guerre. Commencé « pour tromper l'ennui d'un cantonnement », continué dans les tranchées, il se poursuit en Chine à la recherche de fossiles. Infirmier-brancardier, Teilhard a eu une expérience brutale de la mort. Pris dans la tourmente de la première guerre mondiale, le religieux y a vu mourir sa vocation religieuse et ses grandes intuitions cosmiques. Il ambitionnait d'être « non l'huile qui apaise, mais le foret qui creuse ».

Cette lecture directe de Teilhard sera heureusement complétée par l'ouvrage de Bernard Pierrat, Réflexions d'un teilhardien *(édit. Le Hameau, 220 pages, 32 F). Il s'agit d'une synthèse originale. La pensée généreuse de l'évolutionniste chrétien est comparée avec d'autres éthiques complémentaires ou opposées. L'auteur croit discerner une convergence entre la psychologie des profondeurs de Freud et la « psychologie des sommets » de Teilhard.*

UN LIVRE DE MICHEL VIOT

Haro sur le néo-christianisme

★ CHRETIENS SANS RELIGION, de Michel Viot. Edit. Albatros, 193 pages, 30 F.

DE par leur attachement au passé, les traditionalistes présentent l'incontestable avantage de sauver de l'oubli des textes anciens. Ce n'est pas le moindre paradoxe du livre *Chrétiens sans religion*, de Michel Viot, que d'y voir un pasteur luthérien ressusciter des documents pontificaux anti-socialistes pour justifier et alimenter ses propres convictions. Oui, Jean XXIII dans *Mater et Magistra défend la propriété privée* des moyens de production. Et, avant lui, Pie XI. Oui, Pie X a reproché au Sillon de « *convoyer le socialisme et ces doctrines délétères qui ne devraient pas séduire des esprits clairvoyants* ».

Mais, depuis, l'épiscopat français a affirmé qu'il n'y avait « *pas d'incompatibilité entre l'Evangile et un système économique et politique de type socialiste* », pourvu que certaines conditions soient respectées (droits de la personne humaine et vocation surnaturelle). Tel n'est pas l'avis de l'auteur qui affirme que pour soutenir la compatibilité de l'Evangile et des systèmes économiques et politique de type socialiste, « *il faut ou bien admettre le néo-christianisme, ou bien être inconscient* ».

Ce néo-christianisme chargé de tous les maux serait le produit de théologiens tels que Karl Barth, Paul Tillich, Bonhoeffer, l'évêque anglican Robinson, etc.

Michel Viot renchérit : le néo-christianisme est foncièrement antisémite. Il croit s'attaquer au *sionisme, alors qu'en fait il s'attaque* au judaïsme lui-même ; il aboutit d'ailleurs à reconstituer une Eglise intransgeante et autoritaire où les dogmes politiques auront remplacé les dogmes religieux. Bien qu'il ne reconnaisse *pas, en tant que protestant*, la légitimité de la papauté, Michel Viot constate que le danger de modernisation est moins grand chez les catholiques que chez les réformés, grâce aux papes. Il renâcle devant la collégialité *épiscopale, car elle favorise*, à ses yeux, la politisation de l'Eglise. Responsable du dénigrement du ministère et de la « sinistrose » (Louis Pauwels) pastorale, le néo-christianisme crée « *un climat propice aux démissions fracassantes* ».

Les néo-chrétiens, ces « manipulateurs », comme pratiquement *tous les gauchistes*, assure Michel Viot, « *se moquent éperdument du vrai peuple* » qui ne semble être là que pour payer leurs expériences. « *Malhonnêtes* » vis-à-vis des textes bibliques, ils le sont également à l'égard du catéchisme. Le « fonds obligatoire » adopté par l'épiscopat français en 1967 est « dangereux ». D'autre part, l'abandon du latin en liturgie est nuisible à la culture et à la spiritualité occidentales.

Voilà quelques-unes des idées directrices de cet ouvrage de polémique « *électrisé par une douleur et une fureur sacrées* », pour reprendre l'expression de Louis Pauwels dans la préface où l'on lit encore : « *Les néo-chrétiens font de vous un chrétien souffrant, déchiré, angoissé. Ils ont fait de moi un non-chrétien. Je me demande finalement si cela constitue une bien grande différence...* »

Notes de lecture

MAURICE BELLET : *Naissance de Dieu.* (Edit. Desclée de Brouwer, 590 pages, 55 F). — Un livre ardu, particulièrement long à lire, qui n'apportera rien aux lecteurs impatients. Aux autres, il invitera à réfléchir à la possibilité de repenser de fond en comble le christianisme. « *Dieu, le déconcertant absolu, absolument insaisissable à partir duquel se constitue la vie possible.* » Un ouvrage important, en dehors des sentiers battus.

PIERRE-ANDRE LIEGE : *L'être-ensemble des chrétiens.* (Edit. du Centurion, 146 pages, 15 F). — L'Eglise pyramidale est morte. Comment sera-t-elle *remplacée ? L'effervescence communautaire* actuellement constatée conduit à penser que l'assemblée chrétienne va se diversifier et se singula*riser à l'extrême, sans qu'il soit* possible pour autant d'envisager une poussière de communautés n'ayant pas de liens entre elles. Dans la préface, Mgr P.-J. Schmitt évoque le vertige qui peut saisir certains devant l'ampleur des révisions qui s'esquissent.

RAYONNEMENT D'ALBERT SCHWEITZER : *Etudes et témoignages*, publiés sous la direction de Robert Minder. (Edit. Alsatia (Colmar) 300 pages). — Œuvre de cent trente-quatre personnes, ce livre est un hommage au docteur Schweitzer, dont le centenaire de la naissance vient d'être commémoré. Le professeur Alfred Kastler, prix Nobel de physique, estime dans la préface que « *la voie tracée par Albert Schweitzer est la seule qui puisse sauver l'humanité du désastre qu'elle se prépare* ».

CARNET

Naissances

— M. et Mme de Kerviler laissent à Priscilla la joie d'annoncer la naissance de sa sœur.
Gwarlann.
Paris, le 2 août 1975.

Mariages

— Connie et Roger Billard-Ragunather,
Judith et Samuel Katinké-Zweig,
sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants
Hélène et Doron,
le 8 août 1975, à Nanterre.

— M. et Mme Jean-Baptiste Renondin,
M. et Mme Pierre Arpaillange,
sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants,
Catherine et Jacques,
qui a été célébré dans l'intimité, le 21 juillet 1975, à Sarlat (Dordogne).
9, rue Oswaldo-Cruz,
75016 Paris.
1, square La Fontaine,
75016 Paris.

Décès

Henry JACOMY

Mme Henry Jacomy,
Le docteur et Mme Pierre Charbonneau,
Le lieutenant-colonel et Mme Robert Jacomy,
Mme Anne-Marie Jacomy-Millette,
Le comte et la comtesse Jacques de Percin,
leurs enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du décès du
général Henry JACOMY,
commandeur de la Légion d'honneur,
membre de l'Académie des sciences d'outre-mer,
rappelé à Dieu le 9 août 1975.
66500 Prades.

[Né en 1888 à Montauban, sorti de Saint-Cyr (1908-1911), Henry Jacomy fut commandant supérieur des troupes françaises de Chine (1937-1938). Promu général en 1941, il appartient aux Forces françaises libres des Antilles-Guyane durant la deuxième guerre mondiale. Auteur de nombreux contes, romans, nouvelles, il était membre de l'Académie des sciences d'outre-mer depuis 1960, membre de l'Académie de la Méditerranée (italienne) et membre de l'Académie romaine Léonard de Vinci.]

— M. et Mme Gilbert Lai-Cong-Phuoc et leurs enfants Christian et Denis,
ont la douleur de faire part du décès de
Chantal LAI-CONG-PHUOC,
leur fille et leur sœur, rappelée à Dieu le 7 août 1975, dans sa dix-septième année.
La cérémonie religieuse et l'inhumation au cimetière du Kremlin-Bicêtre (Val-de-Marne) ont eu lieu le 13 août 1975 dans l'intimité.

— Mme Raymond Litvac,
Ses enfants et petits-enfants,
Sa famille et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Raymond LITVAC,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,
survenu le 11 août, à l'âge de soixante-huit ans.
Les obsèques auront lieu à Paris, le mardi 19 courant, à 10 heures, entrée principale du cimetière Montparnasse.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— Sauvian - Sérignan - Paris.
M. René Prax,
M. Pierre Prax (dit Plessis), Mme et leurs enfants,
M. et Mme Guy Prax et leurs enfants,
Les familles Asperges et Vidal,
ont la douleur de faire part du décès de
Mme René PRAX,
née Yvonne Delmas,
survenu le 9 août 1975.
Les obsèques religieuses et l'inhumation, dans le caveau de famille, ont eu lieu à Sauvian, le 11 août 1975.
5, rue Française, Sauvian,
34410 Sérignan.

Remerciements

— La famille Lai-Cong-Phuoc prie toutes les personnes qui lui ont manifesté la part qu'elle prenaient à sa douleur, lors du décès de Chantal, de trouver ici l'expression de sa reconnaissance.

Anniversaires

— Romain, Emmanuel, Bertille et Nanou Lanniau remercient tous ceux qui auront une pensée pour leur
Pierre,
inhumé à Solliès-Ville le 16 août 1974.

— Pour le troisième anniversaire de sa mort une pensée est demandée à tous ceux qui sont restés fidèles au souvenir de
Charles RABEAU.
En union avec les messes qui seront célébrées le 15 août.

Visites et conférences

VENDREDI 15 AOUT

VISITES GUIDEES ET PROMENADES. — Caisse nationale des monuments historiques. — 15 h., pied de la colonne Vendôme, Mme Lemarchand : « De la place Vendôme à la place Gaillon ». — 15 h., métro Passy, Mme Pajot : « Le village de Passy ». — 15 h., façade Panthéon, Mme Thibaut : « Dans les pas de Rabelais et de Ronsard au quartier Latin ». — 15 h., métro Saint-Paul : « Les restaurations du Marais » (Association française des arts). — *15 h., 1, rue Saint-Louis-en-l'Ile* : « Les hôtels de l'île Saint-Louis » (A travers Paris). — 15 h. 15, 22, rue de Beautreillis : « Le Marais » (Mme Barbier). — 15 h., 93, rue de Rivoli : « Les salons du ministère des finances » (Mme Ferrand) (entrées limitées). — 15 h., angles rues de Vaugirard et de Condé : « Le palais du Luxembourg » (Paris et son histoire). — 16 h., hôpital Cochin-Maternité, 123, boul. de Port-Royal : « Port-Royal de Paris » (Mme Rouch-Gain).

ÉDUCATION

A SAINT-DIÉ (VOSGES)

Des parents d'élèves contestent les résultats du baccalauréat

De notre correspondant

Epinal. — Sept parents d'élèves du lycée technique Saint-Roch de Saint-Dié (Vosges) contestent les conditions dans lesquelles se sont déroulées les épreuves orales du baccalauréat (série E), le 3 juillet, à Epinal. Ils viennent d'écrire au ministre de l'éducation, lui demandant que les candidats recalés subissent un nouvel oral « *qui puisse réparer le préjudice causé* ». Cette démarche fait suite à une autre, auprès du recteur de l'académie de Nancy, qui s'était soldée, après enquête des services rectoraux, par une fin de non-recevoir. Le lycée technique Saint-Roch avait présenté en série E vingt-quatre élèves. A l'issue de la première série d'épreuves, onze ont été refusés et treize autorisés à se présenter à l'oral, à l'issue duquel trois élèves ont été déclarés admis.

Pour les parents d'élèves signataires de la lettre, ces mauvais résultats sont la conséquence d'une « *animosité* » que le jury a manifestée à l'égard des candidats, ou encore de « *représailles consécutives à des querelles d'adultes* ». Ils estiment, en effet, que leurs « *enfants ont été brimés parce qu'ils appartiennent à un établissement scolaire dont le proviseur a des idées politiques opposées à celles de certains professeurs syndicalistes de gauche* ».

L'enquête administrative n'a pu constater d'irrégularités dans le déroulement de l'épreuve orale que contestent les parents d'élèves.

On fait en particulier remarquer, au rectorat, que les oraux du baccalauréat sont publics, et que les reproches formulés par les parents — un examinateur aurait « *conversé avec son jeune enfant pendant l'interrogation* » ; un autre aurait déclaré à un candidat : « *Vous êtes de Saint-Roch, vous ne pouvez pas obtenir plus qu'à l'écrit* » — ne sont étayés d'aucun témoignage autre que les propos rapportés par les candidats eux-mêmes.

Justifiant sa décision, le recteur de l'académie écrivait d'autre part : « *Des rapports établis (...) il ressort que le niveau de cette classe était très moyen. Sur vingt-quatre livrets scolaires un seul portait un avis très favorable, six avaient un avis favorable, ce qui montre la réserve du conseil des professeurs. Les candidats ayant été refusés réglementairement par les jurys, qui sont souverains, après examen de leur dossier scolaire et délibération, les décisions d'ajournement doivent être considérées comme définitives.* »

ADMISSIONS AUX AGRÉGATIONS

SCIENCES NATURELLES (option sciences de la Terre) :

Mme Bonhoure née Riche (2e), M. Daniel Breton (5e), Mlle Cardon (6e), Mme Dartout née Rousselle (10e), M. Delfosse (15e), Mme Dommanget née Vergnon (8e), MM. Langer (11e), Liotard (16e), Mlle Mamecier (7e), MM. Michel Mathieu (3e), Pélissard (12e), Christian Robert (13e), Alain Rocher (14e), Mme Sicard née Lefavrais (1re), MM. Jean-Luc Vial (9e), Wozniak (4e).

FAITS DIVERS

L'incendie de Basse-Saxe

LES TOURBIÈRES DE LA LANDE DE LUNEBURG RISQUENT DE BRULER ENCORE PLUSIEURS MOIS

Malgré l'accroissement constant des moyens mis en œuvre, l'incendie de la lande de Lüneburg (Basse-Saxe) ne connaît, à son septième jour, pas d'amélioration. Dans la journée du mercredi 13 août, deux cents hommes de troupe britanniques se sont joints aux sauveteurs. Douze hélicoptères lourds de la Bundeswehr, pouvant déverser chacun 4 000 litres d'eau, sont entrés en action. L'armée américaine a mis à la disposition des sauveteurs des avions qui répandent de la mousse ignifuge. Quelques foyers ont pu être maîtrisés, mais l'incendie continue à faire rage au nord de Celle (57 000 habitants) et à proximité de la frontière est-allemande (forêt de Gorleben-Gartower) sur une surface totale de 50 kilomètres carrés.

La canicule et les vents tournants font obstacle aux forces d'intervention. Les dégâts sont considérables : un grand magasin de la ville de Goslar et une usine de cartonnage ont été détruits par le feu. Un dépôt de munitions de l'armée britannique a dû être évacué d'urgence. Deux millions d'arbres et huit mille hectares de terrains ont été anéantis, dont certains, comme les tourbières, brûleront encore pendant de longs mois ; 90 % de la faune locale ont disparu. L'ensemble des dégâts s'élève à 100 millions de deutschemarks (140 millions de francs).

LES POLICIERS DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE ENQUÊTENT SUR LA MORT D'UN LYCÉEN FRANÇAIS

Aschaffenburg (Reuter). — La police ouest-allemande vient d'offrir une récompense de 3 000 deutschemarks pour tout renseignement qui permettrait d'élucider le mystère de la mort de Pascal Henry, un lycéen français âgé de seize ans, dont on avait découvert le cadavre en décomposition le 5 août dernier dans un champ de blé, à proximité d'Aschaffenburg, en Bavière.

Un homme d'âge moyen est la dernière personne qu'on ait vue en compagnie du lycéen, a déclaré le chef du parquet de la ville, M. Karl Stenger. Cet homme est détenu actuellement par la police de Rhénanie du Nord-Westphalie, pour un autre délit criminel sur lequel une enquête est en cours.

M. Stenger a précisé que l'on a vu le suspect monter dans un train en partance pour Aschaffenburg, le 16 juillet dernier, avec Pascal Henry, à la gare de Hanau, dans la Hesse.

Pascal Henry, qui venait de Stenay, dans le département de la Meuse, fréquentait une école de la ville bavaroise de Muennerstadt dans le cadre d'un programme d'échanges culturels franco-allemands. Le 16 juillet, il avait téléphoné, de la gare de Hanau, à son école. C'est la dernière fois que l'établissement eut de ses nouvelles. Trois semaines plus tard, un agriculteur labourant un champ de blé aperçut le cadavre du jeune homme en état de décomposition avancée. Les parents du lycéen ont pu l'identifier grâce à ses vêtements.

● *Hold-up avec prise d'otages à Montpellier : un malfaiteur grièvement blessé.* — Alors qu'ils sortaient de la banque Crédit du Nord et Union parisienne, route de Toulouse à Montpellier, où ils venaient de s'emparer d'une sacoche contenant 43 000 francs, deux malfaiteurs armés et masqués se sont trouvés, mercredi 13 août, en face d'un groupe de policiers prévenus par un témoin. Après une brève fusillade, les gangsters, abandonnant leur sacoche, contraignaient deux automobilistes, MM. Canitrot et Bouton, à les suivre. Ces deux otages devaient être libérés peu après. Dans l'après-midi, un des deux malfaiteurs, qui avait été grièvement blessé d'une balle dans le ventre par les policiers, se présentait à l'hôpital de Montpellier.

● *Une adolescente, Mlle Jacqueline Collignon, âgée de quinze ans,* et demeurant 77, avenue de la République, à Courbevoie (Hauts-de-Seine), qui se trouvait en vacances aux Houches (Haute-Savoie), a, le mardi 12 août, fait une chute mortelle alors qu'elle se trouvait sur un sentier dominant un rocher d'escalade.

● *Attentats contre deux banques espagnoles à Paris.* — Des engins incendiaires ont été lancés pendant la nuit du 13 au 14 août contre les locaux de deux banques espagnoles à Paris : vers 3 h. 10, au siège de la Banco Central, 1, boulevard Montmartre (2e) où un début d'incendie a été rapidement maîtrisé, et quelques minutes plus tard à la Banco de Santander, 30, avenue de l'Opéra (2e) où l'engin, qui n'a pas pris feu, a cependant déclenché le signal d'alarme de l'établissement. Dans les deux cas il n'y a pas eu de dégâts : les auteurs des attentats ont inscrit sur les murs des banques, à la peinture rouge, des slogans hostiles au général Franco.

● *Un malfaiteur* s'est emparé, mercredi 13 août, dans l'après-midi, sous la menace de son arme, d'une somme de 73 000 F dans une banque située 125, avenue des Champs-Elysées. Peu après, le bandit, Jean-Claude Guitard, vingt-six ans, devait être arrêté après un autre hold-up, raté, commis dans une banque, 16, rue du Pont-Neuf, dans le premier arrondissement.

SOCIÉTÉ

● *Les comités de lutte des objecteurs de Beauvais et de Compiègne* et le groupe Objection de l'Oise organisent du 29 août au 7 septembre un tour cycliste dans la région picarde afin d'y populariser l'objection à l'armée. Villes *traversées* : Saint-Quentin, Chauny, Compiègne, Pont-Sainte-Maxence, Creil, Clermont, Beauvais, Breteuil et Amiens. (Renseignements : Ch. Février, B.P. 169, 60007 Beauvais).

SPORTS

FOOTBALL

DEUXIÈME JOURNÉE DU CHAMPIONNAT DE FRANCE

La leçon des Niçois aux nouveaux promus avignonnais

Avignon. — Les douze mille spectateurs, venus assister avec une curiosité mêlée d'espoir aux grands débuts de l'Olympique avignonais parmi l'élite, n'ont pas gardé longtemps leurs illusions : cette première division, volontiers présentée comme le paradis des footballeurs, risque d'être souvent, cette saison, un purgatoire pour les Avignonnais.

Premiers leaders du championnat, les Niçois ont, en effet, donné la leçon aux nouveaux promus. A la mi-temps, les Azuréens comptaient déjà cinq buts grâce à Huck (15e minute), Musemic (26e), Jouve (30e), Sanchez (34e) et Guillou (36e). Il faudra un penalty généreusement accordé par l'arbitre du match, M. Verbeke, pour que les Avignonnais réduisent le score à 5 à 1 à la 63e minute du match.

Depuis dix ans que l'Olympique avignonnais a adhéré au professionnalisme, son président M. Sauget, n'avait qu'une ambition : faire accéder son club à la première division. Après plusieurs occasions manquées de fort peu, ce rêve devint réalité au mois de juin, quand Avignon battit Rouen au terme de deux matches de barrage. Pour M. Sauget, cette accession était

De notre envoyé spécial

un « *permis de construire* », il allait enfin pouvoir « *bâtir quelque chose de solide* ».

Dans une ville de cent mille habitants, qui possède déjà deux équipes de rugby et de jeu à treize en première division, le professionnalisme n'était pas viable à l'échelon inférieur. Concurrence par Nîmes (à 40 kilomètres) et par Marseille (90 kilomètres), le football n'attira que mille deux cents spectateurs en moyenne au parc des sports, la saison dernière.

Même s'il n'a pas l'intention de tout bâtir en un jour, M. Sauget compte beaucoup sur l'aide municipale pour réaliser son projet. La municipalité — socialiste — d'Avignon, qui fait un effort exceptionnel pour la promotion du sport (subventions importantes aux clubs, affectation d'entraîneurs ou de conseillers techniques renommés comme Christophe en natation, Duhamel en aviron, Allemand et Dimont en escrime), a déjà porté la capacité du stade à douze mille places assises, par la construction de trois nouvelles tribunes, et accordé 1 million au football pour le renforcement de l'équipe. Avec les 300 000 francs du conseil général du Vaucluse, Avignon est désormais le club le plus subventionné de France.

Pour acquérir et entretenir un effectif de première division, M. Sauget a dû faire passer le budget annuel du club de 2 à 5 millions de francs. Cinq nouveaux footballeurs sont venus renforcer l'effectif avignonnais : le gardien de but Gallina, de Bordeaux ; l'arrière Joly, de Valenciennes ; le demi Pech, de Nantes ; l'international argentin Chazaretta et l'ailier Giordani, de Bastia. Ces derniers seront surtout épaulés par quelques bons joueurs formés au club comme Galateau, Gilles, Jean, Louis et Perles.

Les absences pour blessures de Chazaretta, Galateau et Giordani, le manque de cohésion de l'ensemble et surtout la faiblesse de l'attaque, expliquent le mauvais comportement d'Avignon face à Nice. Transformés par l'arrivée de Guillou en demi, les Azuréens se sont imposés de façon magistrale, en alternant un jeu latéral très fouillé au centre du terrain et de brusques accélérations pour surprendre les défenseurs adverses.

Quelque peu abasourdi par ce festival de football, le public avignonnais, qui, comme beaucoup d'autres, n'aime pas voir son équipe dominée de la sorte, n'a pas réagi. Saura-t-il faire preuve d'assez de patience et de philosophie pour continuer à prendre le chemin du Parc des Sports dans l'attente de jours meilleurs ?

GÉRARD ALBOUY.

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE PREMIERE DIVISION

Marseille b. *Lens	3-2
*Bastia et Lille	1-1
Nice b. *Avignon	5-1
*Metz et Saint-Etienne	1-1
*Lyon et Valenciennes	1-1
*Nantes et Troyes	2-2
Nîmes b. *Strasbourg	1-0
*Sochaux b. Nancy	3-0
*Reims et Paris-S.-G.	1-1

Classement. — 1. Nice, 6 pts ; 2. *Bastia et Marseille*, 4 ; 4. Lens, Lyon, Saint-Etienne, Nîmes et Sochaux, 3 ; 9. Valenciennes, Lille et Nantes, 2 ; 12. Nancy, Bordeaux, Monaco, Reims, Troyes, Metz, Paris-S.-G. et Strasbourg, 1 ; 20. Avignon, 0.

Le match Monaco-Bordeaux devait être disputé ce jeudi 14 août.

VOILE

VICTOIRE NÉERLANDAISE EN TEMPS COMPENSÉ DANS LA COURSE DU FASTNET

Plymouth (*A.F.P., Reuter.*). — — Les dernières nouvelles en provenance de Plymouth faisaient état de la victoire, en temps compensé, du voilier néerlandais *Goodwin* dans la course du Fastnet. L'architecte néerlandais Maas, à qui l'on doit les dessins de ce bateau, se classe troisième sur une autre de ses créations, *Standfast* ; le second, toujours au temps compensé, étant le voilier espagnol *Flamenco*, dû au crayon de Stephens.

Le vent particulièrement faible a favorisé les petits bateaux. Les trois premiers mesurent, en effet, respectivement 30,7, 30,5 et 31,7 pieds de rating, alors que l'Américain *Kialoa*, vainqueur en temps réel, fait 67,4 pieds.

Pour l'Admiral's cup, compétition par équipes de trois bateaux, il y a de fortes chances que les résultats définitifs confirment la victoire de la Grande-Bretagne, devant l'Allemagne fédérale et les Etats-Unis.

PRESSE

A l'appel de la Fédération française du Livre C.G.T.

AUCUN QUOTIDIEN NE DEVRAIT PARAITRE LE 21 AOUT

Le bureau de la Fédération française des travailleurs du Livre C.G.T. rappelle dans un communiqué que « *conformément aux décisions prises le 1er août par le comité exécutif, une journée nationale d'action se déroulera le mercredi 20 août 1975.*

» *La grève de vingt-quatre heures qui aura lieu ce même jour, dans la presse et le labeur, avec une manifestation centrale organisée à Paris de l'Opéra à la rue des Petites-Ecuries, témoigne que les salariés du Livre ne sont pas enclins à accepter d'être les victimes de la crise qui frappe durement leur profession, leurs conditions de travail et leur emploi.*

» *C'est pour obtenir l'ouverture de discussions, et imposer une solution négociée aux conflits en cours, que les travailleurs de la presse et du labeur, et leurs fédérations, sont contraints de mener des actions toujours plus nombreuses et plus dures.*

» *Le bureau de la F.F.T.L.-C.G.T. félicite ses organisations pour le soin apporté à la préparation de la journée nationale du 20 août. Il rappelle, par ailleurs, qu'aucun quotidien ne devra paraître le jeudi 21* ».

Pour sa part, le Comité intersyndical du Livre parisien C.G.T. devait se réunir, ce jeudi 14 août, à 14 heures, pour décider de quelle façon il appellera ses adhérents à s'associer au mouvement.

AUJOURD'HUI

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1 226

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I					■				
II							■		
III			■		■				
IV									
V		■					■		
VI					■			■	
VII	■						■		
VIII				■	■				
IX							■		
X						■			
XI		■	■						■

HORIZONTALEMENT

I. Reste nue par décence ; Sur un chemin de Damas. — II. Auxiliaires bénévoles de la voirie sud-américaine ; Symbole chimique. — *III. Demi-tour ; Sans addition.* — IV. Détermineras la valeur d'une chose. — V. Crier comme une bête ; Désigne un caustique. — VI. Trouble le silence relatif de la forêt ; Quitta vachement les siens. — VII. Abusent peut-être ; Terme musical. — VIII. L'amour que l'on a pour lui semble désintéressé ; Titre étranger. — IX. A qui l'on a fait confiance (plutôt deux fois qu'une !) ; Fin de participe. — X. Célèbre chevalier ; Premières apparences des grandes rivières. — XI. Faire des gestes indispensables au recueillement.

VERTICALEMENT

1. Doit rendre des comptes à la majorité ; Ont de jolies couleurs. — 2. Les personnes froides devaient rendre sa tâche plus difficile ; Région lointaine. — 3. Pas divulgué ; Comme des jours de pluie. — 4. Indice de coups répétés ; Marque de désenchantement. — 5. Pronom ; Bien fatigué. — 6. Certains s'y accrochent avec l'énergie du désespoir. — 7. *D'où partit un patriarche* ; Terme musical. — 8. Nous en fait voir de toutes les couleurs ; Recrue de choix pour un polémiste. — 9. Ne durent donc qu'un temps.

Solution du problème n° 1 225

Horizontalement

I. Insectes. — II. Râ ; Or. — III. Otaries. — IV. Numismate. — V. Irénée ; In. — VI. Ee ; Sesia. — VII. Ure. — VIII. Evangiles. — IX. Nord-Ouest. — X. Nis ; Al. — XI. Enlever.

Verticalement

1. Ironie ; Enns. — 2. Nature ; Voi. — 3. Ame ; Tarse. — 4. Ecrins ; ND. — 5. Isée ; Goal. — 6. Thèmes ; Iule. — 7. Sa ; Iule. — 8. SO ; Tiares. — 9. Rien ; Ester.

GUY BROUTY.

Journal officiel

Sont publiés au *Journal officiel* du 14 août 1975 :

DES DECRETS

● Modifiant le décret n° 69-836 du 29 août 1969 relatif à la comptabilité des entreprises d'assurances de toute nature et de capitalisation ;

● Portant organisation de l'administration centrale du secrétariat d'Etat aux universités.

DES ARRETES

● *Portant inscription* à des tableaux d'avancement, promotion, réintégration et affectation (administrateurs civils) ;

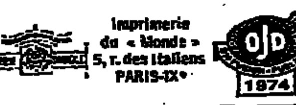
● *Fixant les effectifs de* certains personnels hospitaliers et universitaires des centres hospitaliers et universitaires.

UNE LISTE

● D'admissibilité au concours de recrutement d'officiers féminins navigants de l'armée de l'air.

D'autre part, le *Bulletin officiel des décorations, médailles et récompenses* du 14 août publie des *décrets* conférant la médaille pénitentiaire, portant promotions et nominations dans l'ordre des Palmes académiques, promotions et nominations dans l'ordre du Mérite maritime ; des *arrêtés* attribuant la médaille et le diplôme d'honneur des conseils des prud'hommes, conférant la médaille de la gendarmerie nationale, portant attribution de la médaille de l'enseignement technique, portant *nomination dans l'ordre du mérite* agricole, portant attribution de la médaille d'honneur des eaux et forêts, portant attribution de la médaille d'honneur du travail, de la *médaille* d'honneur des sociétés musicales et chorales, portant promotion et nomination dans l'ordre des Arts et Lettres ; des *citations* à l'ordre de l'armée ; des *décisions* portant attribution de récompenses pour actes de courage et de dévouement.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*.
Gérants :
Jacques Fauvet, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.



Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

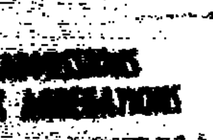
1974

loterie nationale — Liste officielle des sommes à payer, tous cumuls compris, aux billets entiers

Terminaison	Finales et numéros	Groupes	Sommes à payer
			F.
1	61	tous groupes	100
	071	tous groupes	200
	581	tous groupes	200
	971	tous groupes	200
	9 421	groupe 4	5 000
		autres groupes	500
	9 711	groupe 4	5 000
		autres groupes	500
	17 401	tous groupes	5 000
	87 611	groupe 2	100 000
		autres groupes	10 000
2	12	tous groupes	100
	0 442	groupe 1	5 000
		autres groupes	500
	3 112	groupe 4	5 100
		autres groupes	600
	9 682	groupe 4	5 000
		autres groupes	500
	17 402	tous groupes	5 000
	30 682	groupe 5	100 000
		autres groupes	10 000
3	3 083	groupe 5	5 000
		autres groupes	500
	4 083	groupe 1	5 000
		autres groupes	500
	17 403	tous groupes	5 000
4	4	tous groupes	50
	814	tous groupes	550
	1 714	groupe 1	5 050
		autres groupes	550
	6 624	groupe 1	5 050
		autres groupes	550
	7 684	groupe 1	5 050
		autres groupes	550
	9 254	groupe 4	5 050
		autres groupes	550
	17 404	tous groupes	5 050
	97 954	groupe 1	100 050
		autres groupes	10 050
5	35	tous groupes	100
	45	tous groupes	100
	715	tous groupes	200
	1 985	groupe 4	5 000
		autres groupes	500
	17 405	groupe 1	1 500 000
		autres groupes	15 000
6	826	tous groupes	500
	1 896	groupe 2	5 000
		autres groupes	500
	9 506	groupe 5	5 000
		autres groupes	500
	17 406	tous groupes	5 000
	19 946	groupe 3	100 000
		autres groupes	10 000
7	7	tous groupes	50
	167	tous groupes	250
	4 877	groupe 5	5 050
		autres groupes	550
	17 407	tous groupes	5 050
8	268	tous groupes	200
	3 988	groupe 4	5 000
		autres groupes	500
	6 668	groupe 5	5 000
		autres groupes	500
	17 408	tous groupes	5 000
9	29	tous groupes	100
	679	tous groupes	200
	4 029	groupe 1	5 100
		autres groupes	600
	8 169	groupe 1	5 000
		autres groupes	500
	8 219	groupe 3	5 000
		autres groupes	500
	9 059	groupe 3	5 000
		autres groupes	500
	17 409	tous groupes	5 000
0	5 310	groupe 3	5 000
		autres groupes	500
	7 440	groupe 1	5 000
		autres groupes	500
	7 750	groupe 5	5 000
		autres groupes	500
	9 200	groupe 3	5 000
		autres groupes	500
	17 400	tous groupes	5 000
	0 460	groupe 1	10 000
		autres groupes	1 000
	9 680	groupe 3	10 000
		autres groupes	1 000
	62 430	groupe 2	100 000
		autres groupes	10 000

Liste établie par le Secrétariat Général de la Loterie Nationale

TRANCHE DU PLEIN AIR
TIRAGE DU 13 AOUT 1975
75 — PROCHAIN TIRAGE LE 20 AOUT 1975 à SAINT-AULAYE (Dordogne) — 38e



RADIO-TÉLÉVISION

— VU —

Comédies macabres

Les chaînes de télévision poussent très loin le souci de se faire concurrence : mercredi soir, TF 1 et A 2 présentaient, chacune, une comédie macabre.

Sur TF 1, c'était Alouka, ou la Comédie des morts, adaptée de Jean-Louis Bouquet par Francis Lacassin sur des images de Pierre Cavassilas, une histoire de famille frappée de malédiction dans le décor d'un hôtel particulier « visité » par les gisants d'un cimetière abandonné.

Des comédiens sans emploi acceptent de jouer la comédie du temps passé, revêtant l'apparence des anciens maîtres de céans, pour satisfaire au caprice démoniaque (et rémunérateur) d'un médium retiré des affaires, très naturellement interprété par Jean Martin : de Belphégor à cette dramatique, voici un comédien qui a le don de l'outrance et du Grand-Guignol — dons reconnus de l'autre côté des Alpes par les maîtres du western italien qui l'emploient fréquemment, — c'est lui qui donne le ton, c'est lui qui installe la théâtralité de l'invraisemblance, et les caméras de Pierre Cavassilas (dont les trucages sont, cette fois, fort anodins) s'accommodent aussi bien de cette démesure que de celle du Christophe Colomb de Kazantzakis, diffusé lundi dernier sur A 2.

On est loin de la perfection, mais Cavassilas est un cinéaste qui ose — dans le lyrisme, dans le mélo ; cela nous change des follesses intimistes et psychologiques dont raffolent certains « auteurs » de télévision.

Sur A 2, nous parlerons, hélas ! d'un documentaire : une de ces « histoires vraies » que Jeannesson a filmées, en « réfléchissant » sur le genre (le terme est approprié : il apparaît de plus en plus clairement qu'on se trouve en face d'une télévision-reflet). On cherche vainement dans la pratique du tournage et du montage le point de vue de l'auteur sur son sujet d'enquête ; qu'il s'agisse de la mort d'un ouvrier métallurgiste ou du « phénomène » Martin Gray (cet auteur à succès devenu le propagandiste de sa philosophie d'éternel survivant).

Du ghetto de Varsovie, à l'incendie de sa maison où ses proches ont disparu, Martin Gray s'est fait un charisme de ce que d'autres appelleraient la fatalité ou le désordre des choses.

Pour affirmer sor optimisme, Martin Gray plante des arbres devant sa belle demeure toute remplie des photos des « chers disparus » ; il répond avec la sérénité du sage — du prophète, diront certains — aux questions incisives de Catherine Dreyfus. Mais, étrangement, la caméra se fige, comme fascinée, de la même manière que les fidèles d'une assemblée chrétienne vus quelques images plus tôt : le « documentaire », sous prétexte de s'en tenir au constat, ne démontera décidément pas la mécanique du « phénomène ». Pire, la connivence du gros plan, et du filmé pas à pas, confine parfois au « sensationnel ». Adieu l'esprit critique !...

Pour rester à l'unisson, le dernier journal d'Antenne 2 consacrait bien trois minutes à une « miraculée » que, même à Lourdes, on hésite à reconnaître. Il ne s'agit plus ici de religion, mais de ce goût de surnaturel cultivé, naguère, par Nostradamus et les siens qui étaient, on le sait, les contemporains des prêtres inquisiteurs. Le Portugal du Nord a, depuis longtemps, des correspondances secrètes avec la rue Cognacq-Jay. — M. E.

ERRATUM. — Il fallait lire, à la dernière phrase de l'antépénultième paragraphe, dans le compte rendu de *Christophe Colomb*, devenu incompréhensible à la suite d'une faute de transcription (*le Monde* du 12 août) : « *Même pour un matérialiste, c'est une erreur* ». D'autre part, le « Vu » consacré à Hélène Vida dans *le Monde* du 14 août ne demandait pas, parlant du « style » de l'information, « *pourquoi ces attardés* », mais « *pourquoi s'y attarder ?* »

LES PROGRAMMES

« Le Monde » publie tous les samedis, numéro daté du dimanche-lundi, un supplément radio-télévision avec les programmes complets de la semaine.

JEUDI 14 AOUT

CHAINE I : TF 1

20 h. 30, Série : L'homme sans visage, de J. Champreux. Réal. G. Franju. « *La Marche des spectres* » ; 21 h. 30, Des faits et des hommes : Le bonheur sans objet, de L. Bériot. Réal. J.-P. Gallo.

Le gaspillage, activité de substitution ?

22 h. 30, Emission musicale : le chef d'orchestre Sergiu Celibidache.

Présentation du concert, diffusé le 15 août, à 16 h. 45.

23 h. 5, IT 1 journal.

CHAINE II (couleur) : A 2

20 h. 35, Dramatique : « la Dame de l'aube », de A. Casona. Réal. A. Altit. Avec E. Riva, V. Billetdoux, A. Rignault, G. Delbat.

Depuis la disparition d'Angélique, survenue trois jours après son mariage avec Martin de Mariès, la mort règne dans la famille.

22 h. 5, Ballet indépendant du Mexique ; 22 h. 35, Journal de l'A 2.

CHAINE III (couleur) : FR 3

20 h. 30, Un film, un auteur : « Rude journée pour la reine », de R. Allio (1973), avec S. Signoret, J. Debary, O. Perrier, O. Demazis.

Les fantasmes d'une femme de ménage d'Aubervilliers qui, jouant dans sa vie le rôle d'une héroïne de faits divers, prend conscience de son aliénation familiale et sociale.

22 h. 10, FR 3 actualités.

FRANCE-CULTURE

20 h., Théâtre ouvert à Avignon, « Histoires », de Terrigiani, par H. Guillemard ; 22 h. 30 (R.), *Mémoires improvisés de Paul Claudel*, par Jean Amrouche ; 23 h., « De la nuit » ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30, (S.) Anthologie des orchestres de Radio-France, par C. Guy : Orchestre national du Théâtre des Champs-Elysées (1968), Concerto n° 2, pour piano et orchestre (Brahms), Symphonie n° 6 « Pastorale » (Beethoven) ; 22 h. 15, (S.), Autour d'un quatuor, par E. Chevalley (Bartok, Bach, Vivaldi, Debussy, Honegger, Ravel, Janacek) ; 24 h. (S.), Anonymes et sentimentales, par J. Markovitz et S. Darmagnac.

VENDREDI 15 AOUT

CHAINE I : TF 1

13 h. 30 (R.), « les Dernières Vacances », de R. Leenhardt (1947). Avec O. Versois, M. François, R. Devillers, P. Dux, B. Bovy.

Le dernier été d'un domaine familial du Gard, qui va être vendu. Au cours de ces vacances, un adolescent s'aperçoit qu'il est épris de sa cousine, déjà passée, elle, à 15 ans, dans le clan des « grandes personnes ».

20 h. 30 (R.), Au théâtre ce soir : « Mademoiselle », de J. Deval, avec J. Morel, L. Delamare, J. Darche.

Une jeune fille de bonne famille doit dissimuler qu'elle attend un enfant ; son « chaperon » — une vieille fille apparemment revêche — lui trouvera un alibi.

22 h. 25, IT 1 journal.

CHAINE II (couleur) : A 2

20 h. 35, Documentaire : L'odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau. « Le trésor englouti » ; 21 h. 25, *Dramatique* : « Ce soir, on improvise », de Pirandello. Mise en scène J. Destoop. Réal. J.-M. Coldefy. Avec G. Fontanel, J. Destoop, J.-Cl. Arnaud.

A travers un spectacle improvisé sur scène par des comédiens, un metteur en scène intervient sans cesse — interpellant le public — pour expliquer ce qu'est la création théâtrale. Du théâtre dans le théâtre.

23 h. 35, Journal de l'A 2.

CHAINE III (couleur) : FR 3

20 h. 30, La vie filmée (1936-1940), de J.-P. Alessandri et J. Baronnet ; 21 h. 25 (R.), Les dossiers noirs : « Conrad Killian », réal. J. Lefèvre.

22 h. 10, FR 3 actualités.

FRANCE-CULTURE

20 h., Ce qu'on n'entend pas dans les opéras de Mozart, par R. Stricker ; 22 h. 30 (R.), Mémoires improvisés de Paul Claudel, par J. Amrouche ; 23 h., De la nuit ; 23 h. 50, Poésie.

FRANCE-MUSIQUE

20 h. 30, Anthologie des orchestres de Radio-France, par C. Guy : septembre 1968, l'Orchestre national interprète, au Festival de Stresa, « les Biches » (Poulenc), « Symphonie en ut » (Bizet), « Boléro » (Ravel), « Symphonie n° 7 en ré mineur opus 70 » (Dvorak) ; 22 h. 15 (S.), Autour d'un quatuor, par E. Chevalley (Ravel, Turina, Gerardo Gombo Guerra, Halffter, Britten, Loucheur, Moussorgsky) ; 24 h. (S.), Anonymes et sentimentales, par J. Markovitz et S. Darmagnac.

D'une chaîne à l'autre

ACCORD TF 1-CINEMA

● La première chaîne de télévision, TF 1, vient de conclure, à son tour, un accord avec la profession cinématographique, où elle s'engage à ne pas diffuser plus de cent vingt-cinq films par an (près de trois par semaine), dont la moitié seront français ; les prix d'acquisition des productions françaises inédites au petit écran seront augmentés ; une émission régulière assurera la promotion des films nouveaux à partir du mois de septembre ; TF 1 participera, enfin, sous des formes diverses, à la production de films français.

M. Jean-Louis Guillaud, directeur général de TF 1, commentant cet accord, a déclaré que c'est « *le résultat de négociations prolongées pendant plusieurs mois au cours desquelles TF 1 a eu le souci des téléspectateurs qui apprécient beaucoup les films, mais, en même temps, celui de protéger les intérêts de l'industrie cinématographique française* ».

LA RENTREE A INTER FEMMES

● *Anne Gaillard* consacrera ses émissions (11 h. 30, France Inter) à la *rentrée scolaire* : dans les maternelles (1er septembre), à l'école élémentaire (*le 2*), à l'entrée dans le premier cycle (le 3), *au second cycle (le 4) et* au technique (le 5) ; des spécialistes répondront aux auditeurs appelant le 525-42-42 avant 10 heures.

L'EUROPE POURRAIT ÊTRE PRIVÉE DE LA RETRANSMISSION DES JEUX DE MONTRÉAL

Les Jeux olympiques de 1976 à Montréal pourraient ne pas être *retransmis sur les chaînes de télévision* en Europe. Un communiqué de l'Union européenne de radiodiffusion (U.E.R.), publié le 13 août à Genève, indique que les exigences financières du comité d'organisation canadien sont à l'origine des difficultés actuelles.

Les organisateurs des Jeux de Montréal exigeaient de tous les organismes de télévision — en dehors de ceux de l'Amérique du Nord — une somme globale de 18 millions de dollars (environ 73 millions de francs). Celles-ci ont arrêté leur offre à la moitié de cette somme.

SPECTACLES

théâtres

Les salles municipales

Châtelet, 20 h. 30 : Valses de Vienne.
Nouveau Carré, 20 h. : *Cirque à l'ancienne.*

Les autres salles

Charles-de-Rochefort, 20 h. 45 : le Troisième Témoin.
Comédie Caumartin, 21 h. 10 : Boeing-Boeing.
Comédie des Champs-Elysées, 20 h. 45 : Viens chez moi, j'habite chez une copine.
Cour des Miracles, 20 h. 30 : La golden est souvent farineuse ; 22 h. : Elle, elle et elle.
Gymnase, 20 h. 30 : le Saut du lit.
Hébertot, 21 h. : l'Amour fou.
Huchette, 20 h. 45 : la Cantatrice chauve ; la Leçon.
Lucernaire, 19 h. 30 : Arrabal ; 20 h. 30 : les Chaises ; 22 h. 15 : Sade.
Michel, 21 h. 10 : Duos sur canapé.
Théâtre Présent, 20 h. 30 : Ah bon !
Théâtre Campagne-Première, 19 h. : 1 m. 80, 95 kilos, et ça cause ; 20 h. 30 : le Presse-Purée des Destaing ; 22 h. : *Loretta Strong* ; 23 h. : Argentine Show.
Troglodyte, 22 h. : l'Inconfortable.

Les cafés-théâtres

L'Abbaye, 20 h. : Kennedy's Children.
Le Fanal, 21 h. et 22 h. 30 : Monsieur Barnett.
Pizza du Marais, 21 h. : le Regard à genoux ; 22 h. 30 : Qué fada !
Sélénite, *20 h. 30 : la Jacassière* ; 21 h. : C'est comme si vous vous promeniez... ; 22 h. 30 : J'ai aucune idée ; *23 h. 30 : Peau d'homme.*

La danse

Tuileries, 21 h. 30 : Ballets Maurice Béjart (Roméo et Juliette).

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Jeudi 14 août

Les cabarets

Crazy Horse Saloon, 22 h. et 0 h. 30 : Revue.
Mayol, 16 h. 15 et 21 h. 15 : Nu..., etc., etc.
Tour Eiffel, 20 h. : Bonjour, Tahiti.

Le music-hall

Casino de Paris, 20 h. 45 : Revue Roland Petit.
Elysée-Montmartre, 20 h. 45 : *Histoire d'oser.*
Olympia, 20 h. 45 : la Magie.
Taverne de l'Olympia, 21 h. 30 : *Lève-toi et viens.*

Festival estival

Bateaux-Mouches, 18 h. : Ensemble *de cuivres de Prague.*
Jardin d'acclimatation, 15 h. 30 : L. Shankar.
Jardins du Palais-Royal, 20 h. 45 : Artisanat vivant.
Musée Guimet, 18 h. 30 : Films.
Musée de Cluny, 18 h. 30 : Orchestre J.-F. Paillard (Lulli, Bach, Debussy, Bartok).
Eglise Saint-Séverin, *21 h.* : Orchestre J.-F. Paillard et G. Jarry (Bach, Leclair).

cinémas

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

Chaillot, 15 h. : Avant-Garde : de *Méliès au surréalisme* ; 18 h. 30 : Tout va bien, de J.-L. Godard ; 20 h. 30 : Vertigo, d'A. Hitchcock ; 22 h. 30 : l'Age d'or, de L. Bunuel ; 0 h. 30 : la Danse des sept voiles.

Les exclusivités

AGUIRRE, LA COLERE DE DIEU (All., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (033-39-19).
ALLONSANFAN (It., v.o.) : Quintette, 5e (033-35-40), Marais, 4e (278-47-86).
L'ANGE NOIR (All., v.o.) : Olympic-Entrepôt, 14e (783-67-42), Ven., L.
L'AIGLE AVAIT DEUX TETES (All., v.o.) : Olympic-Entrepôt, 14e (783-67-42).
LA BALLADE SAUVAGE (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38).
CAPONE (A., v.f.) : La Rotonde, 6e (633-08-22).
C'EST DUR POUR TOUT LE MONDE (Fr.) : Quintette, 5e (033-35-40), U.G.C.-Marbeuf, 8e (225-47-19).
LE DEMON AUX TRIPES (**) (It., v.f.) : Gaumont-Opéra, 9e (073-95-48), Montparnasse 83, 6e (544-14-27), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16).
EFFI BRIEST (All., v.o.) : Olympic-Pigozzi, 14e (783-67-42), J.
EXHIBITION (**) (Fr.) : La Clef, 5e (337-90-90), Miramar, 14e (326-41-02), Clichy-Pathé, 18e (522-37-41), *U.G.C.-Odéon*, 6e (325-71-08), Napoléon, 17e (380-41-46), Marotte, 2e (231-41-39), Helder, 9e (770-11-24), Ermitage, 8e (359-15-71).
FRANKENSTEIN JUNIOR (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82), Quintette, 5e (033-35-40) ; v.f. : Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27).
FRENCH CONNECTION II (A., v.o.) : Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23), Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; v.f. : Ermitage, 8e (359-15-71), Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), Max-Linder, 9e (770-40-04), Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17), Moulin-Rouge, 18e (606-34-25), Boul'Mich, 5e (033-48-29), Magic-Convention, 15e (828-20-64), Paramount-Orléans, 14e (580-03-75), Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28), Paramount-Maillot, 17e (758-24-24), Passy, 16e (288-62-84), Lux-Bastille, 12e (343-79-17).
LE FUTUR AUX TROUSSES (Fr.) : U.G.C.-Marbeuf (8e) (225-47-19) ; Studio Médicis (5e) (633-25-97).
LA GRANDE CASSE (A., v.o.) : Ambassade (8e) (359-19-08) ; v.f. : Berlitz (2e) (742-60-33) ; Montparnasse-Pathé (14e) (326-65-13) ; Clichy-Pathé (18e) (522-37-41) ; Gaumont-Sud (14e) (331-51-16) ; *Murat (16e) (288-99-75).*
L'INDE FANTOME (Fr.), première partie : Olympic (14e) (783-67-42) ; deuxième partie : Olympic-Entrepôt.
INDIA SONG (Fr.) : Hautefeuille *(6e) (633-79-38)* ; le Seine (5e) (325-92-46).
LENNY (A., v.o.) : P.L.M.-Saint-Jacques (14e) (580-68-42) ; Gaumont-Champs-Elysées (8e) (359-04-67) ; Hautefeuille (6e) (633-79-38).
LILY AIME-MOI (Fr.) : Hautefeuille (6e) (633-79-38).
OPERATION LADY MARLENE (Fr.) : Murat (16e) (288-99-75) ; Fauvette (13e) (331-56-86) ; Clichy-Palace (17e) (287-77-29) ; Bretagne (6e) (222-57-97) ; Mistral (14e) (734-20-70) ; Normandie (8e) (359-41-18) ; Rex (2e) (236-83-93) ; U.G.C.-Odéon (6e) (325-71-08) ; Magic-Convention (15e) (828-20-64).
PAS DE PROBLEME (Fr.) : Mercury (8e) (225-75-90) ; Montparnasse-Pathé (14e) (326-65-13) ; Gaumont-Convention (15e) (343-04-67) ; Lumière (9e) (770-84-64) ; Clichy-Pathé (18e) (522-37-41) ; Le Paris (8e) (359-53-99) ; Cluny-Palace (5e) (033-07-76).
PEUR SUR LA VILLE (Fr.) : Bretagne (6e) (222-57-97) ; Normandie (8e) (359-41-18).
PROFESSION : REPORTER (It.) : Concorde (8e) (359-92-84) ; Saint-Michel (5e) (326-79-17), v.f. : Impérial (2e) (742-72-52).
QUE LA FETE COMMENCE (Fr.) : Cinoche-Saint-Germain (6e) (633-10-82) ; Marignan (8e) (359-92-82).
LE SHERIFF EST EN PRISON (A., v.o.) : Studio Galande (5e) (033-72-71) ; Elysées-Point-Show (8e) (225-67-29).
LA TENDRESSE DES LOUPS (All., v.o.) : Olympic (14e) (783-67-42), sauf mardi.
THE GROOVE TUBE (A.) (X) (v.o.) : Biarritz (8e) (359-42-33) ; Bienvenüe-Montparnasse (15e) (544-25-02) ; Studio J.-Cocteau (5e) (033-47-62).
TITI SUPERSTAR (A., v.f.) : Gaumont-Madeleine (8e) (073-56-03), de 14 h. à 17 h. 20 ; Gaumont-Rive-Gauche (6e) (548-26-36), matinée.
TOMMY (A., v.o.) : U.G.C.-Marbeuf (8e) (225-47-19) ; Paramount-Opéra (9e) (073-34-37) ; Studio Alpha (5e) (033-39-47).
UNE ANGLAISE ROMANTIQUE (Angl., v.o.) : Concorde (8e) (359-92-84) ; Saint-Germain-Village (5e) (633-87-59), v.f. : Montparnasse-Pathé (14e) (326-65-13) ; Gaumont-Madeleine (8e) (073-56-03), en soirée ; Mayfair (16e) (525-27-06).
VA TRAVAILLER VAGABOND (It., v.o.) : Saint-André-des-Arts (6e) (326-48-18).
VILLA DES DUNES (Fr.) : Olympic-Entrepôt (14e) (783-67-43), mer. et dim.
VIOLENCE ET PASSION (It., v.o.) : Cinoche de Saint-Germain (6e) (633-10-82).

Les films nouveaux

LE BAGARREUR, film américain de Walter Hill, avec C. Bronson et J. Coburn, V.O. : Saint-Germain-Village, 5e (633-87-59), Marignan, 8e (359-92-82), v.f. : Gaumont-Richelieu, 2e (233-56-70), Montparnasse 83, 6e (544-14-27), Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74), Gaumont-Sud, 14e (331-51-16), Cambronne, 15e (734-42-96), Caravelle, 18e (387-50-70), Gumont-Bosquet, 7e (551-44-11).
LE RETOUR DU DRAGON, film américain de Norman Foster, avec Bruce Lee. V.F. : Hollywood-Boulevard, 9e (770-10-41), Marignan, 8e (359-92-82), Wepler, 18e (387-50-70), Montparnasse-Pathé, 14e (326-65-13), Danton, 6e (326-08-18), Gaumont-Convention, 15e (828-42-27), Gaumont-Gambetta, 20e (797-02-74), Fauvette, 13e (331-56-86).
QUI ETES-VOUS, INSPECTEUR CHANDLER ? film français de Michele Lupo, avec Claudio Brook, George-V, 8e (225-41-46), Paramount-Opéra, 9e (073-34-37), Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80), Paramount-Montparnasse, 14e (326-22-17), Paramount-Maillot, (758-24-24).
POPULATION ZERO, film américain de M. Campus, avec Oliver Reed et Géraldine Chaplin V.O. : Publicis-Matignon, 8e (359-31-97).

Les grandes reprises

ALEXANDRE NEWSKI (Sov., v.o.) : Actua-Champo (5e) (033-51-60).
AU CŒUR DE LA NUIT (An., v.o.) : *Arlequin (6e)* (548-62-25).
BAS LES MASQUES (A., v.o.) : Action-Christine (6e) (325-85-78).
DROLE DE DRAME (Fr.) : *Studio* de la Harpe (5e) (033-34-83).
LE DICTATEUR (A., v.o.) : Champollion (5e) (033-51-60).
SENSO (It., v.o.) : Elysées-Lincoln (8e) (359-36-14) ; Quintette (033-35-40) ; v.f. : Studio Raspail (14e) (326-38-98).
SPARTACUS (A., v.o.) : Gaumont-Rive gauche (6e) (548-26-36), en soirée.
SHERLOCK JUNIOR (A.) : Quintette (5e) (033-35-40), Elysées-Lincoln (8e) (359-36-14).

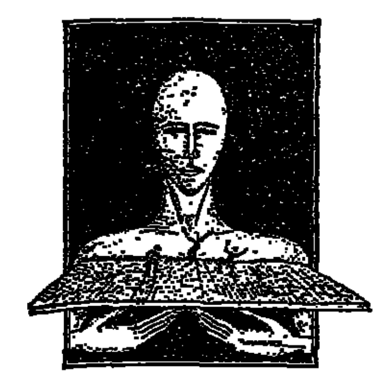
Les festivals

AFRO-AMERICAIN (v.f.) : Palais des glaces (10e) (607-49-93) ; les Quatre de l'Ave-Maria.
WESTERNS (v.o.) : Action Lafayette (9e) (878-80-50), J. : la Bataille de la vallée du Diable ; Châtelet Victoria (1er) (508-94-14), J. : les Quatre de l'Ave-Maria.
A. HITCHCOCK (v.o.) : Action République (11e) (805-51-33), J. : Le crime était presque parfait.
H. BOGART (v.o.) : Grands-Augustins (6e) (633-22-13), J. : les Anges aux figures sales.
A. BAZIN (13e) (337-74-39), J. : Deep End (v.o.).
ETE 75 : Le Marais (4e) (278-47-86), I : J. : Dialogue d'exilés ; II : J. : A travers l'orage.
CINEMA INTERNATIONAL (v.o.), Studio Git-le-Cœur (6e) (326-80-25), J : Dieu noir et Diable blond.
A. CHRISTIE (v.o.), Noctambules (5e) (033-42-34), J. : le Train de 16 h. 50.
VARIATIONS SUR L'HOMOSEXUALITE (v.o.), Studio Parnasse (6e) (326-58-00) : Partner.
QUARANTE CHEFS-D'ŒUVRE DU CINEMA FRANÇAIS : Artistic Voltaire (11e) (700-19-15), J. : la Collectionneuse.
I. BERGMAN (v.o.), Racine (6e) (633-43-71), J. : le Visage.
W. ALLEN (v.o.), Studio Logos (5e) (033-26-42), J. : Prends l'oseille et tire-toi.

ARTS ET SPECTACLES



Festivals



Les trois tendances du Haut-Quercy

● « Il y a trop de festivals. On n'a pas encore trouvé la bonne formule. » M. René Yronde, maire-adjoint de Souillac (Lot), ne déplore nullement l'afflux de manifestations culturelles dans sa région mais plutôt le vide qui leur succède.

Depuis 1971, le Festival international de Gourdon, organise, en collaboration avec les Soirées musicales de Martel et le Quercy blanc, des soirées musicales où se produisent des solistes et des ensembles renommés (« I Musici », Ella Fitzgerald) dont certains font parfois défaut au dernier moment — comme Joan Baez cette année. Quelques habitants de la région ont ressenti ce festival comme « une opération de prestige au profit de la municipalité de Gourdon » et créé l'année suivante un « contre-festival ». Devenu, depuis, le « Festival populaire du Gourdonnais », celui-ci présente à Gourdon et dans les villages environnants des pièces de théâtre, des films-débats et des récitals de *chanteurs occitans*.

● A côté du festival « international » et du festival « militant », le festival Roger Vitrac créé par l'Association pour l'animation du Haut-Quercy représente la tendance « régionaliste ».

« Les *Esclos* » (les « sabots » en *patois* quercynois), montage audiovisuel sur le Quercy d'hier *et d'aujourd'hui* réalisé sur place à l'aide de cartes postales anciennes et d'interviews, a pour objectif d'informer les spectateurs sur les problèmes régionaux.

Grâce à un procédé de « fondu-enchaîné », on passe aisément d'une époque à l'autre sans presque s'en apercevoir tant certaines activités comme la recherche des truffes, le gavage des oies, la saignée du cochon, les vendanges et la foire aux bestiaux restent intemporelles.

● « La période estivale fausse tout », dit M. Patrick Cazals, directeur de l'Association pour l'animation du Haut-Quercy. « On offre aux gens des distractions auxquelles ils ne peuvent participer car ils sont trop occupés à gagner de quoi subsister pendant l'hiver. » Agriculteurs et commerçants — majoritaires dans cette région peu industrialisée — n'ont guère le temps de fréquenter les festivals. Ceux-ci sont envahis par les touristes soucieux d'occuper leurs soirées autrement qu'en restant assis à la terrasse des cafés, seuls lieux où règne quelque activité.

Sacrifiant à la tradition, l'animation du Haut-Quercy présente un autre spectacle, « le Soleil en bouillie », qui permet à une jeune troupe parisienne, « le Théâtre du Fil d'Ariane », de « roder sa pièce ». Adaptation très libre de « la Paix » d'Aristophane, « le Soleil en bouillie » est un réquisitoire contre la guerre éternelle.

Sur une scène qui tient à la fois d'une arène et de « la Piste aux étoiles », les acteurs rampent dans les tranchées, sautent sur des mines et succombent sous les balles au son des mitraillettes et des canons, tandis que les survivants se livrent à la danse des éclopés. En temps de paix ils s'adonnent joyeusement au libertinage et au culte de Bacchus jusqu'à ce que reviennent rôder « les grands oiseaux froids et colorés chargés de mort dans les entrailles ». Le langage est parfois trivial, le jeu outré à dessein. Respectant la tradition antique, les comédiens interpellent le public. Beaucoup applaudissent. Certains, choqués par cette « trahison d'Aristophane », quittent la salle. « le Soleil en bouillie » sera joué en novembre à l'hôtel des Francs-Bourgeois dans le quartier du Marais.

MICHAËLA BOBASCH.

Fête à l'ancienne à Talmont-sur-Gironde

Un vent incisif a chassé les nuages du matin. Il découpe les petites maisons basses et blanches, alignées sur un ciel bleu d'acier, irise de gouttes transparentes la surface glauque de la Gironde, soulève les jupes, emporte les sons. Les touristes qui déambulent depuis 15 heures dans les rues de Talmont — ces rues coupées au carré où l'on ne peut circuler qu'à pied et qui sont toutes bordées d'herbe et de roses trémières — reçoivent par giclées des sons différents. Voix lumineuses des Scholars de Londres qui s'échappent de l'église Sainte-Radegonde, en haut du bourg, *musique paysanne qui* vient du centre avec des bruits de voix et des applaudissements, musique de cirque, fellinienne, qui descend de la tour blanche, fanfares, chants et déclamations. Les touristes suivent un son comme on remonte une odeur, débouchent sur une place où il y a bal, sur une pelouse où se tient un étrange décor jaune pailleté d'or, que l'on dirait en carton, avec des rideaux de velours, ou sur le promontoire, devant des tréteaux.

Un village qui se vide

« *Talmont en fête.* » Des affiches collées dans la région avertissaient les habitants depuis plusieurs jours que du théâtre, de la musique, des jeux, auraient *lieu gratuitement tout l'après*-midi du 9 août. C'est la cinquième « *opération signal* » en un peu plus d'un mois, lancée par l'association Année romane, en préfiguration de l'animation de longue haleine qui sera menée pendant un an, dans les cinq départements de la région Poitou-Charentes-Vendée. *A la fois un* test et un exemple de ce que sera l' « *année romane 1976* » : il s'agit de redonner vie à un pays, de faire découvrir à une population ses propres richesses artistiques et culturelles.

Ancien lieu de pèlerinage, ancien port fortifié surplombant l'estuaire de la Gironde, Talmont n'est plus aujourd'hui qu'un village qui se vide peu à peu — il compte, en hiver, vingt-sept habitants. Vivant encore un peu de pêche et du tourisme en été, il voit son avenir menacé par le projet de construction d'une centrale nucléaire et d'un complexe pétrochimique sur l'autre rive de la Gironde, au Verdon. La très *active Société des amis* de Talmont a réussi à faire classer le site, restaurer les maisons et l'église (Talmont a obtenu le premier prix régional des villes d'art en 1974) : elle a ouvert un intelligent musée où elle fait signer des pétitions : elle participait, avec l'appui de la municipalité et du comité des fêtes, à l'organisation et à la conception de cette journée. « *On a essayé de donner une idée de ce que pouvaient être les fêtes anciennes du Moyen Age,* explique Bernard Mounier, l'un des organisateurs. *On a essayé de rassembler des types de spectacles populaires — spectacles de place, de rue — avec des troupes venues de la région mais aussi d'ailleurs.* » Le chevauchement de ces spectacles (on passait de l'un à l'autre, ce qui amenait une circulation dans ces rues habituellement désertes) et le parti pris de simplicité, de naïveté, qui coïncidait avec la dimension des maisons de pêcheurs, avec les places et les placettes, le cimetière, l'église romane, constituaient le fondement de cette manifestation.

Le groupe de musique et danses populaires des pays d'Ouest n'auraient d'ailleurs pas eu besoin d'une estrade (elle était beaucoup trop grande) pour faire danser des rondes, des valses et des bourrées sous le tilleul. Le petit cirque familial de Combellas avec ses numéros transmis de père en *fils* (sauts simples et périlleux, Erico dans ses plongeons mortels) avait quelque chose d'émouvant sous cette minuscule tente ouverte où s'entassait le public. Le spectacle du Puits aux images aussi. La troupe, dirigée par Christian Taguet, et composée de mimes, de jongleurs, d'acrobates et de musiciens, joue *le Médecin volant*, de Molière, dans la tradition des bateleurs : le jeu de théâtre est pour eux prétexte à des acrobaties, à des parades de foire, à des plaisanteries sans façon qui s'accommodent très bien d'un public bavard et à demi couché dans l'herbe.

Une histoire de paysans pauvres

Sur le promontoire où les comédiens de La Courneuve interprétaient *le Jeu de Robin et Marion*, face à la mer, les costumes lourds des paysans, soulevés en tous sens par le vent, prenaient, avec le soleil que l'on avait dans l'œil et qui noyait les couleurs, des dimensions irréelles et un peu cosmiques. *Le Jeu de Robin et Marion* est l'histoire, écrite vers 1284 par Adam de la Halle, d'un groupe de paysans pauvres en butte aux tracasseries des « seigneurs » de l'époque. Sorte de comédie musicale avant l'heure, truculente, la pièce se termine par une fête énorme que la troupe mène avec santé et vigueur.

Seule l'église Sainte-Radegonde abritait un concert vocal d'un autre genre. Très connus en Angleterre, les Scholars de Londres, que l'on a entendus pour la première fois en France à l'occasion du Festival de Saintes, chantent des madrigaux italiens ou anglais, des œuvres sacrées des seizième et dix-septième siècles, des chansons populaires anciennes. Voix pures, agiles, sans faille, qui frôlent la perfection. *Trop peut-être. C'était magnifique*, d'une qualité rare (ils ne devraient cependant pas s'essayer à chanter la musique noire américaine !), mais il y manquait parfois une émotion, ces irrégularités que l'on retrouve justement dans les chapiteaux romans de l'église. Et que l'on se prenait *à préférer — cela est étrange*, sans doute injustifiable — comme les spectacles imparfaits, plus bruts, qui se donnaient au-dehors.

CATHERINE HUMBLOT.

CORRESPONDANCE

« Roméo et Juliette » et l'acoustique

M. Alain Lombard, directeur de l'orchestre du Rhin, nous écrit : l'Orchestre du Rhin, nous écrit : sur *Roméo et Juliette* parue dans *le Monde* du 30 juillet, et je tiens à vous en remercier.

Je voudrais aussi porter à votre connaissance quelques détails qui *ont abouti au concert que vous* avez entendu.

Dès les premières mesures de la seule répétition que M. Bernard Lefort m'a octroyée à la cathédrale, j'ai demandé que le lieu du concert soit changé. Je n'ai, malheureusement, pu joindre aucun responsable du Festival. Seulement une heure plus tard j'ai pu joindre M. Bernard Lefort, qui m'a menacé d'un procès en cas de refus de ma part de diriger ce *concert*.

Inutile de vous dire que je partage absolument votre avis quant à l'acoustique. J'ajoute que ce fut une bien dure épreuve pour moi car *Roméo et Juliette* est précisément l'une de mes partitions favorites et j'ai énormément travaillé cette œuvre avec l'Or*chestre philharmonique* de Strasbourg. Dans un lieu approprié, l'interprétation en est, je puis vous l'assurer, tout à fait remarquable. (...)

En ce qui concerne la coupure dont vous faites état, elle est, en effet, absurde. Cependant, à vouloir suivre à la lettre ce que demande Berlioz, dans la préface de *Roméo*, il faudrait en réalité que le chœur, avant la scène d'amour, se passe dans une autre *salle, ce qui* est bien sûr impossible à la cathédrale.

P.S. Je pense ouvrir le Festival de musique de Strasbourg 1976 avec l'exécution intégrale de cette œuvre.

Albi, deuxième année

Sur le parvis de la cathédrale, deux jeunes flûtistes de l'académie d'été déchiffrent des duos de Telemann : les passants s'arrêtent, *écoutent attendris et jettent une* pièce avant de s'en aller.

Ainsi, pendant les trois semaines que dure le festival, la musique *n'est-elle pas seulement à la* collégiale Saint-Salvi, au palais de la Berbie, ou à la cathédrale : avec un peu de chance, on peut la rencontrer au détour d'une rue ou sur une petite place de la vieille ville : cinq concerts gratuits — dont un donné par les stagiaires — viennent d'ailleurs compléter cette animation « sauvage ».

Temps *fort* du Festival 1975 : la reprise d'un opéra comique de Dauvergne sur un livret de Favart, *la Coquette trompée*, oublié depuis sa création en 1753, et qui sera redonné l'an prochain en raison du succès qu'il a rencontré. Sur un canevas plus proche des romans libertins que des sujets d'opéra de l'époque — une jeune femme se déguise en garçon pour séduire et perdre la coquette qui a pris sa place dans le cœur de son amant — Dauvergne a composé une musique pleine d'esprit, davantage *dans le style de Rameau, Mondonville ou Campra que dans celui*, plus « moderne » et volontairement simplifié, de Monsigny et de Grétry. C'était pour Jean-Pierre Wallez, *fondateur* et directeur artistique du Festival, l'occasion de tâter le terrain dans le domaine de l'opéra, et tout laisse à penser que des projets plus ambitieux ne manquent pas pour l'avenir.

A côté des concerts que l'on retrouve un peu partout chaque été — récital orgue et trompette, Quatuor Amadeus, Octuor de Paris, les sonates de Bach par J.-P. Rampal et R. Veyron-Lacroix et l'inévitable « journée Ravel » — on notera avec intérêt la soirée Olivier Messiaen, première tentative d'ouverture vers une musique moins traditionnelle, et *que le public n'a nullement boudée — mais il faudrait* aller plus loin à présent — et la jeune maîtrise Gabriel Fauré, de Marseille.

Cédant à la vogue éminemment discutable des « intégrales », l'Ensemble instrumental de France a permis d'entendre la totalité des *concerti pour instruments à vent (à* l'exception du concerto K. 191 pour basson) de Mozart en deux soirées, mais, surtout, et c'est là une justifi*cation suffisante il a permis* aux Albigeois de découvrir des solistes de premier plan dont les noms ne sont pas encore familiers du grand *public*.

Si la lecture du programme révèle une prédilection pour les instrumentistes français (le fait est trop rare *pour qu'on puisse parler de chauvinisme*), le Festival — ouvert avec la version originale du *Messie*, sous la direction de Roger Norrington, l'un des *meilleurs spécialistes anglais* pour la musique baroque — s'est achevé très brillamment sur un concert Monteverdi donné par la célèbre Societa cameristica di Lugano. Son chef, Edwin Loehrer, sculpte la musique dans l'espace comme Picasso traça un jour, d'un seul trait, le visage de Stravinsky pendant l'audition de son *Rag-time*. D'un tel degré d'intimité entre l'œuvre et l'interprétation naît cette dimension, essentielle et pourtant rare, difficile à définir et si simple à la fois : l'authenticité.

GÉRARD CONDÉ.

■ **MISE AU POINT.** — A la suite de l'article de Louis Marcorelles intitulé « Le Royal Court redécouvre un auteur noir » (« le Monde » du 8 août), M. Paul Vervisch nous signale que la pièce « Entertaining Mr. Sloane » a été présentée à Paris sous le titre « le Locataire ». « Elle a été créée au *Théâtre Moderne*, je pense, en automne 1972, le frère et la sœur étaient respectivement joués par Paul Crauchet et Madeleine Robinson. » La mise en scène était de Jacques Mauclair.

Danse

Les Nuits de Lérins

Dans la journée, l'île Sainte-Marguerite appartient aux jeunes. L'Office municipal de la jeunesse *de Cannes y a ouvert un chantier* international d'été où, depuis trois ans, des équipes restaurent le fort de Vauban, entreprennent des *fouilles archéologiques et s'initient* à la connaissance de la faune et de la flore.

La nuit, l'île retrouve sa vocation touristique. Depuis deux ans, la ville de Cannes organise dans ce site extraordinaire une série de représentations théâtrales en plein air. Estivants et Cannois y viennent en famille d'autant plus volontiers qu'une équipe d'animateurs prend en charge les enfants de moins de dix ans. On accède au fort par un chemin balisé de lumières rouges et vertes, bordé d'arbousiers, de lentisques et de lauriers — celui qu'emprunta peut-être le Masque de Fer — et l'on débouche sur l'esplanade, face à la baie scintillante de lumière où est installé un dispositif pouvant recevoir mille huit cents personnes.

Rosella Hightower, ancienne étoile des ballets du marquis de Cuevas, qui a implanté à Cannes un centre de danse désormais réputé, assure la direction artistique des Nuits chorégraphiques. La première, consacrée à « la Sylphide », avec Maïna Gielgud et Adam Luders du London's Festival Ballet, a été un beau succès. La seconde, le 9 août, était moins réussie.

La pièce maîtresse du programme, une paraphrase gesticulée d' « Otello », aurait été sifflée partout ailleurs qu'ici, où le public s'est ennuyé poliment en parlant à mi-voix et en regardant le ciel rempli d'étoiles. Seul divertissement — involontaire, — les nombreuses scènes de libation avec jets de gobelets qui transformèrent le parcours des danseurs en un hasardeux gymkana. L'auteur de cette invraisemblable production, Gabriel Popesco, est maître de ballet à l'Opéra de Zurich. On peut être un bon professeur sans être pour autant chorégraphe.

La suite de pas de deux, dans la meilleure tradition des divertissements pour paquebots de croisière, ferait tirer un trait sur cette Nuit de la danse si elle n'avait été pour Anton Dolin l'occasion de créer un petit chef-d'œuvre, « Mort à Venise ».

Anton Dolin a été danseur étoile des ballets de Diaghilev et s'est surtout attaché à reconstituer de grands classiques du répertoire, *comme le fameux « pas de quatre »*. Emu, inspiré par le film de Visconti, il a composé une version dansée de la séquence de la *plage du Lido, sur la musique de* Mahler, qui en est désormais inséparable. En scène lui-même, dos au public, accoudé à son siège avec une nonchalance proustienne, il assiste aux ébats de deux jeunes garçons. Les pas qu'il a conçus pour Mohamed Bahire et Jean-Claude *Maillot* (treize ans) sont d'une délicatesse et d'une justesse extrêmes. Ils ont l'inachevé et la gaucherie des gestes de l'adolescence. A soixante-dix ans, Dolin a composé le ballet le plus jeune et le plus libéré de cette ennuyeuse soirée.

Cette Nuit manquée devra faire réfléchir les organisateurs sur le style qu'ils entendent donner à leur manifestation. Car il est évident que Lérins ne pourra prendre rang de sitôt parmi les nombreux festivals estivals s'il maintient cette forme désuète du gala plus ou moins improvisé.

MARCELLE MICHEL.



JUSTICE

POINT DE VUE

L'indemnisation des victimes ou la perversion de la morale

par PIERRE SARGOS (*)

UN monument, dit l'un. Une œuvre admirable, renchérit l'autre. Le nombre de pages *consacrées à son analyse remplit* des bibliothèques entières. Les grands noms s'égrènent qui consacrèrent ou *consacrent encore le* meilleur d'eux-même à son approfondissement. Il s'agit de la jurisprudence et de la doctrine bâties, en matière de responsabilité civile, sur les articles 1382 à 1384 du code civil, ou élaborées. en ce qui concerne la responsabilité de l'Etat et des collectivités publiques, sur des règles spéciales. La responsabilité civile, reposant pour l'essentiel sur *la notion de faute, dans la théorie* ; l'indemnisation des victimes tuées ou blessées dans la pratique courante.

Et si ce *monument* si admiré n'était construit que sur le sable du dérisoire, de l'inique et de l'immoral ?

Du dérisoire d'abord, car, face à la victime vouée à l'indigence, l'important est de l'indemniser, non pas de savoir *qui avait la garde de* la *« structure ou du comportement »,* ou encore si n'est pas intervenu un événement *« imprévisible et insurmontable »*, pour reprendre un jargon cher aux initiés.

De l'inique ensuite, car le juste, c'est-à-dire la réparation du *préjudice de la victime, dépend du* hasard de constructions juridiques abstraites, artificielles, intellectuelles et imprécises. Il y a ceux qui eurent le malheur d'être tués ou blessés avant le célèbre revirement jurisprudentiel de l'affaire X... contre Y... et ceux, plus « heureux », qui le *furent après. Avant, c'est la misère* ; après, c'est mieux que la réparation, c'est souvent l'enrichissement sans cause. Les mêmes observations valent d'ailleurs pour la jurisprudence administrative dont l'arbitraire, baptisé subtilité, égale, voire dépasse, celui de la jurisprudence *civile.*

De l'immoral ensuite, car, sous le prétexte qu'il serait contraire à l'ordre public et moral de contracter une assurance couvrant même les fautes volontaires, on laisse les victimes sans recours contre l'auteur responsable, qui est le plus *souvent insolvable. Belle morale, en* vérité, dont tout le poids pèse sur les seuls innocents. Dans sa royale majesté distributive, le *droit* envoie parfois le malandrin aux galères et toujours ses victimes ou les familles au dépôt de mendicité !

Le bon sens est-il donc si mal partagé dans le monde juridique que ne sautent aux yeux ces vérités élémentaires qui déconsidèrent magistrats de l'ordre administratif et judiciaire, professeurs, avocats et *assureurs* ?

Certes, quelques esprits s'éveillent, ou, plus exactement, le poids des faits contraint certains à sortir, oh ! bien timidement, de leur extase *juridique.* Les centaines de milliers d'accidentés de la route font vaciller *l'édifice artificiel de la* responsabilité civile. Les victimes et les familles réclament une légitime réparation.

Il y eut le projet Tunc, pourtant bien *timoré et compliqué, qui avait* le mérite cependant d'indemniser beaucoup de personnes dont le seul tort avait été de n'avoir pas été tuées ou blessées dans leur droit. Que de critiques ce projet n'a-t-il pas soulevées, et ne soulève-t-il pas encore : *« La faute, la faute, la faute, que faites-vous de la faute ! On ne peut pas indemniser une victime qui a commis une faute ! Où serait la morale ! Les gens vont s'entre-tuer s'ils savent que de toute façon une réparation interviendra ! »* N'a-t-on pas envie d'assimiler à des *jacassements* de pies bornées toutes ces critiques des adorateurs de la faute qui s'acharnent contre M. Tunc et contre tous les projets *de réforme de la responsabilité* ? Mais la qualité humaine et juridique de beaucoup des adversaires des propositions de *M.* Tunc, ainsi que les conséquences dramatiques de leur dogmatisme ne permet pas d'en rester à l'ironie facile. Il faut aller plus loin dans l'analyse. On *s'aperçoit alors qu'il existe en ce* domaine une véritable perversion de la morale et une confusion des genres.

Est-il moral, en effet, qu'au nom de la faute on condamne délibérément non seulement le fautif, mais aussi sa famille à en subir toute *leur vie les conséquences* ?

Est-il moral que la victime et sa famille en soit réduites à la misère ?

Est-il moral que soit enrichie la victime de blessures qui n'en subit *en fait aucun préjudice* ?

Est-il moral que certains n'aient rien et d'autres trop ?

Peut-on croire sérieusement que les modalités de la responsabilité *civile auraient un effet dissuasif sur* le comportement et la criminalité ? Ou bien le droit civil n'aurait-il *d'autres* ressources que de reprendre à son compte les théories les *plus* éculées du droit pénal sur l'effet intimidant des sanctions ?

On se demande dès lors si les *défenseurs de la faute, ces moralistes pervertis,* voient bien toutes les conséquences iniques de leur sectarisme. Ils semblent prisonniers de certains schémas rigides qui *provoquent une véritable confusion.*

Cette confusion est celle de la responsabilité pénale et de la responsabilité civile. Dès lors qu'existe une faute pénale, le droit civil est *totalement* inhibé et ne peut se dégager de cette notion de faute qui perturbe tout le système de réparation du préjudice, voire interdit toute indemnisation. L'identité des fautes pénales et civiles a pour conséquence que sont prolongés au civil les effets de la mesure pénale. Une véritable déchéance civile relaie et amplifie la *peine ou* se substitue à elle. Et cette sanction civile est infiniment plus féroce que la sanction pénale : ses *effets sont perpétuels ; ils atteignent* les innocents et les victimes : il n'y a aucun espoir de relèvement, de réhabilitation ou d'amnistie. Même *la* révolte est sans effet et aucun président n'a tendu une main symbolique aux condamnés du droit civil.

Ne peut-on même penser que l'essentiel *de la crise du droit pénal* vient de cette confusion ? La sanction pénale recule ou est mise en cause non pas dans son principe, mais parce que des peines clandestines et impitoyables se substituent à elle.

* * *

Il est temps de sortir de cette *perversion* et de cette confusion. Un *véritable droit* de l'indemnisation doit être établi qui oublie le coupable pour enfin penser à la victime. Cette *faute, au nom* de laquelle furent commis tant d'injustices, voire de crimes légaux, doit retourner au seul domaine qu'elle n'aurait jamais dû quitter, celui du droit pénal. En *matière de* réparation, il ne faut considérer qu'une victime qui a besoin d'aide. Parallèlement à l'abandon *de la notion de faute en matière* civile, il faut simplifier tout le contentieux et unifier enfin devant les seules juridictions de l'ordre judiciaire tout ce qui concerne la réparation due aux victimes de lésions corporelles. Il n'est pas normal, en effet, que la victime coure le risque de se voir refuser une légitime indemnisation au motif qu'elle aurait dû engager la procédure non devant le tribunal civil, mais devant le tribunal administratif. Cela aussi, ce serait le changement.

(*) Magistrat.

● *Remise en liberté de Mᵉ Klaus Croissant.* — Mᵉ Klaus Croissant, un des avocats du groupe Baader-Meinhof, arrêté le 23 juin dernier à Stuttgart, pour avoir *facilité les communications* entre les détenus extrémistes allemands, a été remis en liberté, le *11 août. Il a dû payer une caution* de 80 000 deutschemarks (environ 136 000 F). Son passeport lui a *été confisqué, et il devra se présenter régulièrement* devant la police de la République fédérale *allemande. Le parquet de Stuttgart* a fait appel de cette décision de mise en liberté.

● *M. Gérard Trois, un des camionneurs français détenus en Iran* pour avoir provoqué un accident mortel le 29 juin dernier (*le Monde* du 14 août), a été libéré sous caution, dans l'après-midi du 13 août. Une collecte a permis de réunir la somme nécessaire à sa libération (60 000 F) et à ses frais de défense. M. Trois devra cependant rester en Iran jusqu'à son jugement.

SCIENCES

NOUVEAU REPORT DU LANCEMENT DE LA SONDE MARTIENNE VIKING

Le départ de la sonde américaine en direction de Mars a été à nouveau repoussé. La mise à feu de la fusée porteuse était initialement programmée pour le lundi 11 août (*le Monde* du 13 août). Le mauvais fonctionnement d'une valve d'alimentation d'un moteur de la fusée obligea les techniciens de cap Canaveral à repousser le départ au jeudi 14 août. Mais au cours des vérifications de routine qui accompagnent tout lancement, les techniciens découvrirent un *nouvel* incident : un interrupteur était resté ouvert, forçant une batterie *d'accumulateur à débiter du courant* électrique. La conséquence était inéluctable : au moment du départ, la batterie était *déchargée.* Cette panne est assez grave, car il faut découvrir pourquoi l'interrupteur est *resté ouvert.* Aussi les techniciens ont-ils décidé de ne pas lancer tout de suite le premier exemplaire du Viking, mais de le remplacer par un autre qui devrait être tiré à la fin du mois. Le lancement est ainsi reporté au mercredi 20 août.

DÉFENSE

Héros de la bataille de Bastogne

LE GÉNÉRAL AMÉRICAIN McANLIFFE EST MORT

Le général Anthony McAnliffe est mort de leucémie le 11 août à l'hôpital militaire Walter Reed, dans la banlieue de Washington. Il était âgé de soixante-dix-sept ans. Il avait pris sa retraite en 1956 après trente-huit ans de service.

[Le général McAnliffe est entré dans l'histoire et même dans la légende quand, en décembre 1944, commandant par intérim la 101ᵉ division aéroportée, la principale unité américaine enfermée dans la poche *de Bastogne* par la *contre-offensive* des Ardennes, il répondit par un juron (« Nuts ! », qu'on traduirait dans le vocabulaire du jour par « ça ne va pas, la tête ! ») à l'émissaire allemand qui le sommait de capituler. L'héroïque résistance des *combattants américains,* parmi lesquels se trouvait une frêle recrue du nom d'Henry Kissinger, qui crut bein sa dernière heure venue, brisa définitivement le moral de la Wehrmacht sur le front occidental.

Après ce haut fait, le général McAnliffe occupa diverses positions importantes dans l'armée américaine, au Japon, au Pentagone et en Allemagne, où il eut sous ses ordres au titre de commandant en chef, l'ensemble des forces américaines en Europe.]

RELIGION

A l'occasion de la fête de l'Assomption

Le cent deuxième pèlerinage à Lourdes

De notre correspondant

Lourdes. — Le cent deuxième pèlerinage national organisé par les Pères assomptionnistes a débuté, le 12 août, à Lourdes, et rassemble neuf cent quatre-vingts *malades* et *vingt mille* participants, venus notamment par quatorze trains spéciaux. Ce *rassemblement* paraît cependant avoir perdu quelque peu de son importance en ce qui concerne les délégations *organisées,* puisqu'on compte sur beaucoup de pèlerins venant à Lourdes en « isolés » et sur les touristes « religieux » de passage pour retrouver, durant la journée du 15 août, fête de l'Assomption, l'assistance record d'autrefois : cinquante mille personnes.

Parmi les groupes, *on a remarqué* celui des Vietnamiens résidant en France, et celui des rapatriés d'Oran.

Le 13 août s'est déroulé dans la basilique du Rosaire un rassemblement consacré à la place des jeunes dans l'Eglise d'aujourd'hui. Mgr Jacques Ménager, archevêque de Reims, qui préside ce pèlerinage, a fait une intervention, dans laquelle il a développé le thème : *« Au cœur du renouveau de l'Année sainte, tous responsables dans l'Eglise et tous responsables de l'Eglise. »*

Par ailleurs, le docteur Mangiapan, *directeur du bureau des* constatations médicales de Lourdes, a apporté, le 13 août, quelques précisions concernant la guérison, le 24 juin dernier, qualifiée par certains de « miraculeuse » de Mme Claire Rickelinck, quarante ans, originaire de Lederzeele (Nord), qui avait perdu l'usage de sa jambe et de sa main gauches à la suite d'un accident d'automobile, en 1972.

« Je pense qu'il s'agit seulement d'une amélioration fonctionnelle qui, en aucun cas, ne peut être reconnue comme une guérison « miraculeuse », a notamment déclaré le docteur Mangiapan, *ni par le bureau des constatations médicales ni officiellement par l'Eglise qui ne peut de toute façon se prononcer qu'à propos de maladies organiques et non fonctionnelles, excluant donc toute guérison qui pourrait être due à un choc nerveux. »*

Cependant, dans une lettre adressée au Père Ramon, dont photocopie a été remise le 12 août aux journalistes, M. Marcel Debyser, directeur du pèlerinage diocésain de Lille, confirme cette guérison « inexplicable » : Mme Rickelinck continue de se porter à merveille.

LE VATICAN NOMME Mgr DEL MESTRI NONCE EN RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE

(De notre correspondant.)

Bonn. — La nomination, le mercredi 13 août, d'un nouveau nonce apostolique à Bonn, Mgr Guido del Mestri, a relancé les spéculations sur la « politique à l'Est » du Vatican. Selon sa lettre de nomination, Mgr del Mestri est « nonce en République fédérale d'Allemagne » alors que son prédécesseur, Mgr Bafile, portait le titre de « nonce en Allemagne ». Conformément au concordat de 1933, en principe toujours en vigueur, la compétence de Mgr Bafile s'étendait théoriquement à l'ensemble du territoire de l'ancien Reich allemand, et donc à la République démocratique allemande.

Le nouveau titre du nonce del Mestri témoigne du changement de l'attitude du pape Paul VI. Après le récent voyage en R.D.A. de Mgr Agostino Casaroli, secrétaire pour les affaires publiques, il est clair que le nonce apostolique à Bonn ne devra s'occuper que des catholiques de R.F.A. Les questions concernant la R.D.A. seront réglées dans un premier temps directement entre le Saint-Siège, d'une part, les évêques et le gouvernement est-allemand, d'autre part, avant que le Vatican n'autorise la réunion d'une conférence épiscopale des évêques est-allemands et nomme un nonce apostolique à Berlin-Est. La désignation d'un « nonce en République fédérale d'Allemagne » est un nouveau pas du Vatican vers la reconnaissance des deux Etats allemands et un pas vers la division officielle de l'Eglise catholique allemande. — D. Vt.

● *Paul VI* a nommé, le 13 août, Mgr Renzo Frana observateur permanent du Saint-Siège auprès de l'UNESCO, en remplacement de Mgr Luigi Conti, récemment nommé nonce apostolique en Haïti, et délégué apostolique aux Antilles (*le Monde* du 8 août).

[Conseiller à la délégation apostolique à Washington, Mgr Frana a été le secrétaire de Mgr Giovanni Benelli lorsque le substitut à la secrétairerie d'Etat était observateur du Saint-Siège auprès de l'UNESCO en 1966.]

ANCIENS COMBATTANTS

● *Cérémonie du souvenir à la cascade du Bois de Boulogne.* — Le Comite parisien de la libération, les municipalités de Boulogne-Billancourt et de Chelles (Seine-et-Marne), le Comité du souvenir des martyrs de la cascade du Bois de Boulogne, organisent, le dimanche 17 août, à 16 heures, à la cascade, une cérémonie à la mémoire des trente-cinq jeunes résistants fusillés par les Allemands le 16 août 1944.

FEUILLETON

NUMERO 33

le beau Solignac

DE JULES CLARETIE
de l'Académie française

Paris, novembre 1809. — Avant de sombrer dans la folie, Thérèse Rivière vient d'apprendre au chef des Philadelphes — conjuration d'officiers dirigée contre l'Empire — qu'il a tué par erreur son mari, le commandant Rivière.

LA FIN DES PHILADELPHES

AGOSTINO CIAMPI n'avait plus à redouter Claude Rivière, mais le colonel Thévenot pouvait être un ennemi plus terrible encore. Tandis que la pauvre Thérèse parlait, accusait le marquis, *Varus* s'était promis de livrer le capitaine à justice des Philadelphes. La police de Fouché ne lui en laissa pas la possibilité. Sans doute, l'association était surveillée depuis longtemps, et le successeur du colonel Oudet devait être connu, et *peut-être M. Bernier faisait-il,* comme on dit, *filer* Thévenot et ses amis. Toujours est-il que les conjurés *furent arrêtés — quelques-uns du moins — dans une* des nuits de novembre qui suivirent la *mort* du commandant Rivière.

L'argent qu'ils avaient déposé chez Borde et Cazavan leur faisant défaut, les Philadelphes n'avaient pu mettre à exécution, à *l'heure voulue,* le plan de campagne depuis longtemps arrêté, et l'heure fixée pour l'action avait depuis *longtemps sonné lorsque* la police jeta sur eux ses filets.

Le retard forcé apporté à l'exécution de leurs projets *était peut-être* la seule cause de leur insuccès. On eût délivré Malet. Et qui *sait si le coup de main qui* échoua, plus tard, n'eût pas réussi en 1809 ?

Toujours est-il que Pierre-Hermann, Laurent Malardier et Giraudière, c'est-à-dire *Caton, Philopœmen et Harmodius, furent* arrêtés et conduits à la maison d'arrêt militaire. Le bruit courut, *dans l'armée, qu'ils avaient été* livrés par un des leurs.

Cette même nuit, la police se présenta rue Paradis-Poissonnière, à la porte de Bernard Thévenot. Le colonel n'était pas couché. Il eût pu, ouvrant une des fenêtres de son appartement, chercher à s'échapper par les jardins de Saint-Lazare. Il n'en fit rien.

— Au nom de la loi, ouvrez ! disait une voix à travers la porte.

— La loi, murmura *Varus,* c'est le droit qu'a tout homme de vivre et de mourir libre !

Et il arma un de ses *pistolets.* Sa dernière pensée fut d'ailleurs pour Claude.

Il semblait que le commandant Rivière fut là, présent ; le colonel lui parlait tout haut.

— *Ouvrez donc ! répétait* la voix.

Et des mains exercées faisaient déjà sauter la *serrure.*

— Claude, dit le colonel Thévenot, même arrivant au but, je n'aurais *pas vécu* après vous avoir tué ! Vaincu, je vais vous rejoindre !

Au moment où la porte cédait, une détonation retentit ; le coup de feu de *Varus* répondit au craquement du bois.

— Il s'est tué ! dit M. Bernier, qui conduisait lui-même ses hommes *à cette capture du successeur* d'Oudet.

Le colonel Thévenot gisait, en *effet, à terre, la mâchoire* fracassée et le crâne ouvert. Les yeux seuls, ces terribles yeux enfoncés sous leurs arcades en broussailles, semblaient encore vivants.

— Oui. *Mort* ! dit un des agents.

M. Bernier s'était déjà précipité vers la table couverte de papiers : il ne trouva rien que des feuillets blancs et deux livres : un Tacite et le *Traité de la servitude volontaire,* de La Boétie.

Philopœmen, Caton et *Harmodius,* traduits devant le tribunal militaire, furent *bientôt* condamnés à mort. Il y avait alors, dans la plaine de Grenelle où se *faisaient* les exécutions, un certain mur devant lequel *s'arrêtaient,* inévitablement, pris de faiblesse, tous ceux qu'on allait fusiller. C'était la dernière station, la dernière halte avant les coups de feu ; cette halte était légendaire. Giraudière, Hermann et Malardier ne s'arrêtèrent point. Ils tombèrent tous les trois avec un même cri, deux mêmes noms sur les lèvres : la liberté et la France.

Agostino Ciampi, en se rendant chez M. de Navailles, put lire, au coin de la rue du Mont-Blanc et du boulevard, une affiche ainsi conçue :

EMPIRE FRANÇAIS

« Par sentence du premier conseil de guerre, ont été fusillés en plaine de Grenelle, pour crime de conspiration contre l'Empire et l'Empereur, Pierre-Jean-Jacques Hermann, ex-chef d'escadron ; Laurent-Gérard Malardier, ex-capitaine, et Louis-Vidal Giraudière, ex-lieutenant d'infanterie. »

Le bruit de cette conjuration et *de cette exécution nouvelle* se répandit, en grossissant, dans Paris. Que de romans on bâtit alors sur la mort des trois Philadelphes et sur la fin du commandant Rivière !

* * *

Solignac était écrasé. La perte de son ami l'avait frappé au cœur. Il fut contraint, de par l'ordonnance de Dupuytren, de garder le logis, tant d'émotions pouvant déterminer une crise fatale.

— Docteur, dit Henri, vous m'ordonnerez ce qu'il vous plaira après les funérailles de mon frère d'armes ; mais, dussé-je n'en point revenir, j'y serai.

Et il y fut.

Le bras de Castoret ne lui manqua point. Cette horrible douleur produisit d'ailleurs moins de ravages que n'en redoutait Dupuytren Solignac était, après tout, habitué à jouer avec la souffrance.

— Il n'est pas mort, dit-il en parlant de Claude, il est arrivé !

Thérèse la raison complètement perdue, mais silencieuse maintenant, triste, contemplative et absorbée — parfois demandant avec des sourires navrants des nouvelles du mort, — avait été ramenée, non pas à l'hôtel de La Rigaudie, mais rue des Postes, chez son oncle, dans cette maison qui lui avait paru si lugubre autrefois et qu'elle ne reconnut point. Elle n'en sortait pas.

Mlle de La Rigaudie s'informa de ce qu'était devenue la jeune femme. Solignac le lui apprit en disant qu'un parent de Thérèse — il ne nomma point Chambaraud — s'était chargé de la pauvre fille.

— Et d'où sort-il, ce parent-là ? fit Mlle de La Rigaudie. Enfin, ce ne sont point mes affaires. Ah ! quelle catastrophe, vertuciel ! Et quand on pense qu'il se trouve des poètes — ah ! les ânes bâtés ! — pour célébrer l'Amour... L'Amour, dites donc la peste, *imbéciles !*

Puis, elle haussait les épaules :

— Ce qui n'empêche pas, d'ailleurs, *les jeunes gens d'aimer* toujours !

Et elle demandait ironiquement à *Solignac* des nouvelles de Louise de Farges.

Le colonel répondait quelquefois tout naturellement, mais plus souvent il se troublait.

— Allons, maugréait la vieille *fille, il* est pris, le joli cœur, et bien pris !... Pourvu du moins que la *petite* l'aime tout autant !

La *petite* aimait réellement beaucoup le beau colonel. Elle le lui avait avoué, elle le lui avait murmuré, dans une de ces minutes où le cœur s'épanche, où le secret monte, comme palpitant, aux *lèvres frémissantes.* Loyalement, franchement — avec toute la fierté sereine et souriante de sa *nature,* — elle répéta à Solignac qu'elle l'aimait et elle répondit, à ses vœux de bonheur éternel, qu'elle *unirait* avec *joie* sa vie à la sienne.

— Pourvu, dit-elle avec une *taquinerie* douce et charmante, que le bonheur ne vous brise point le cœur comme la douleur *pourrait le faire !*

Alors elle ajouta bien vite, d'un ton pénétré où se devinaient tout le dévouement et toute la tendresse de la femme :

— Ne serais-je point là d'ailleurs pour lutter contre la douleur et pour chasser le souci de votre front et le mal de votre *poitrine ?*

Solignac était transporté de joie. Il revivait, il renaissait ; *c'était là, en vérité, la seule* façon dont il pût expliquer l'ivresse qui l'inondait. La mélancolie *qu'il conservait de* la mort de Rivière se fondait en quelque sorte à ce foyer ardent de bonheur.

Louise cependant ne lui dissimulait pas qu'il y avait à cette union un obstacle.

— Et lequel ?

— La volonté de mon aïeul.

— M. de Navailles peut-il vous empêcher d'épouser celui qui donnerait pour vous sa vie, celui que vous avez choisi ?

— M. de Navailles représente pour moi la volonté paternelle, et si j'ai pu refuser l'époux qu'il me proposait, je voudrais — par une superstition que vous comprendrez — ne pas me marier sans le consentement du dernier chef de notre famille.

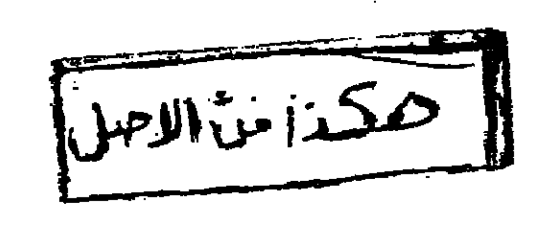
— Je demanderai votre main, Louise, à M. de Navailles !

— Puisse-t-il vous l'accorder !

— En vérité, dit Solignac inquiet, s'il refusait, refuseriez-vous donc aussi ?

— Je ne sais ce que je ferais, *mon ami, mais je veux que* le marquis bénisse celui dont je porterai le nom. Il me semble *que c'est la dernière volonté* de mon père !

(A suivre.)



15 AOUT : le haut de la vague

• Création de comités d'étalement des vacances dans une dizaine de grandes villes
• Mise à l'étude d'un fractionnement des congés annuels

15 août : le « sommet » de la vague pour les vacances d'été. C'est l'heure des premiers bilans pour les responsables du tourisme et tous ceux qui ont à charge d'organiser les loisirs des Français.

● SUR LA ROUTE, un très long week-end commence ce jeudi et s'achèvera lundi prchain. Encore des départs, déjà des retours, et un peu partout de nombreux déplacements autour des villes et des grandes stations.

Les responsables de la circulation ne redoutent pas les bousculades de la fin de juillet mais craignent que l'importance de la circulation n'entraîne cependant de nombreux accidents.

● SUR LES LIEUX DE VACANCES, on approche et on dépasse parfois le point de saturation, comme l'a constaté notre envoyé spécial sur le littoral méditerranéen. M. Gérard Ducray, secrétaire d'Etat au tourisme, estime que, entre le 1er et le 15 août, 15 millions de Français étaient en vacances : 12,5 millions séjournaient en France ainsi que 1,2 million d'étrangers et 2,3 millions de visiteurs de passage. D'une façon générale, les Français, cette année, ont été plus nombreux à partir en vacances mais ont moins dépensé.

● POUR L'AVENIR, les encombrements de ce mois d'août obligent à poser enfin sérieusement cette sempiternelle question de l'étalement des congés. M. André Jarrot, le ministre de la qualité de la vie, veut prendre le problème dans son ensemble. Il va installer dès la rentrée des comités d'aménagement du temps dans une dizaine de grandes villes et mettre à l'étude un projet de fractionnement des congés annuels en deux parties.

Saison 75 : la campagne, la grande bénéficiaire

On s'en doutait, on en est aujourd'hui certain : les Français ne considèrent plus les vacances comme un superflu, mais comme une nécessité, et plus rien, sans doute, ne les fera revenir sur leur souci de s'en aller prendre l'air. Des chiffres que vient d'annoncer le secrétariat d'Etat au tourisme en sont la preuve : en 1975, six cent mille de nos compatriotes seront venus grossir les rangs des estivants de l'année précédente, portant ainsi à vingt-six millions le nombre des partants.

Cependant, si le climat d'incertitude et de tension qui a baigné cette année 1975 n'a en rien freiné la progression des départs (peut-être fait-il voir dans les chiffres comme un signe d'inquiétude : *« Partons quand nous le pouvons encore ! »*), les Français ont tenu des budgets serrés : ils sont moins *descendus à l'hôtel, préférant, par* exemple, les locations ou le camping.

La campagne aura été la grande bénéficiaire de ce courant, et les gîtes ruraux de même que le camping auront trouvé de très nombreux amateurs. Le monde rural a vu une fréquentation des « vacanciers » de plus de 20 % supérieure à l'année passée. Pour ce qui concerne les villages de vacances, ils ont reçu dans l'ensemble une clientèle plus importante que les années précédentes. Cela a été remarqué dès juin en Auvergne, dans le Languedoc-Roussillon et en Provence ; le Limousin et la région Midi-Pyrénées ont eu également un excellent mois de juillet.

Malgré des points marqués par la campagne, c'est le littoral qui, naturellement, se taille la part du *lion avec 85 % des estivants.* La Côte d'Azur ici est largement en tête.

Pour la montagne, en revanche, et malgré une progression de la clientèle étrangère (notamment dans *les régions ayant fait un effort de* promotion sérieux à l'étranger), la fréquentation reste à un niveau de 15 à 16 %. Alors qu'il y a quelques années, 20 % des Français la fréquentaient en été.

Bonne saison pour le thermalisme, qui est en reprise très nette avec un étalement de la saison et une forte augmentation de la clientèle française.

Le nombre des étrangers passant des vacances est en progression sensible et concerne toutes les zones touristiques, de la côte comme de l'intérieur. On constate cette année une forte poussée des Néerlandais, des Allemands et des Belges. Pour les Américains, et surtout les Britanniques, la tendance est moins nette. Au total, avec une augmentation de près de cent mille voyageurs, les étrangers qui auront séjourné sur notre territoire durant la période d'été pourra être chiffrée à *3,5 millions.*

Notons, malgré la grogne de Paris qui n'a pas réalisé sa meilleure *saison en 1975, qu'au niveau des* ressources touristiques la croissance enregistrée se traduit pour les six *premiers mois de l'année par des* recettes qui, déjà, ont atteint le chiffre de l'ensemble de 1974.

PARIS-PIÉTONS

Loin des plages, du bruit et des bouchons, les Parisiens pourront, au cours de ce week-end du 15 août, goûter leur ville. Du jeudi 14 août à 21 h. 30 au dimanche 17 août à 21 heures, le jardin des Tuileries, la place du Carrousel, le parvis de Notre-Dame, et, le vendredi 15 août de 14 h. à 19 h., la place de la Concorde et le bas des Champs-Elysées jusqu'à la place Clemenceau seront réservés aux piétons.

Le Touring Club de France envisageait, en fait, une promenade plus longue intégrant la place Dauphine et la place des Vosges. La préfecture de police, par manque d'effectif, s'est opposée à ce projet.

Les services techniques des ponts et chaussées se sont également opposés à la pose de fleurs sur le pont des Arts. Prétexte : la vétusté du pont.

FAITS ET PROJETS

Environnement

● LA VENTE DES COQUILLAGES SUSPENDUE A SETE. — L'Institut national maritime des pêches de Sète a décidé de suspendre la vente des coquillages (moules, huîtres, palourdes...) *atteints* par la « malaigue », cette maladie qui résulte de l'appauvrissement de l'eau en oxygène, à la suite de la chaleur. Cette suspension, dont la durée n'a pas été précisée, vise aussi bien le marché national que les ventes à l'exportation.

Transports

● LA GREVE D'ALITALIA. — Au cinquième jour de la grève des pilotes de ligne italiens, la compagnie aérienne Alitalia a annulé à nouveau le 12 août *plus* de la *moitié* de ses vols intérieurs et internationaux.

La grève a été déclenchée par l'Association nationale des pilotes de ligne (*ANPAC*), qui demande que le gouvernement reconnaisse à ceux-ci le droit de négocier un contrat de travail spécial. — *(Reuter.)*

● UN NOUVEAU PRESIDENT POUR BRITISH AIRWAYS. — Sir Frank McFadzean vient d'être nommé président de la compagnie British Airways. Il succédera à la fin de l'année à Sir David Nicolson, qui occupait ce poste depuis près de quatre ans. Sir McFadzean était auparavant président de la compagnie Shell Transport and Trading.

● ARAGNOUET-BIELSA : REPRISE DES TRAVAUX. — Les travaux de construction du tunnel franco-espagnol d'Aragnouet-Bielsa, commencés en 1967, interrompus depuis 1972 à la suite d'un différend entre la commission franco-espagnole et l'entreprise chargée des travaux, ont repris le 12 août.

Ce tunnel est long de 1 280 mètres du côté espagnol et de 1 750 mètres du côté français.

M. JARROT SUR LE LITTORAL MÉDITERRANÉEN

« L'aménagement du temps est aussi important que l'aménagement de l'espace »

De notre envoyé spécial

Toulon. — L'aménagement du territoire est l'une des premières conditions de la qualité de la vie et particulièrement de celle des Français en vacances. Jamais cette idée ne s'est mieux illustrée que lors du voyage que M. André Jarrot, *ministre de la qualité* de la vie, a fait les 12 et 13 août sur les rivages des Bouches-du-Rhône et du Var.

Visitant la Camargue, survolant la côte de Fos à Toulon, parcourant l'île de Porquerolles, écoutant les élus locaux et les fonctionnaires de ces deux départements, le ministre a pu constater que partout le point de saturation touristique était atteint.

Les Saintes-Maries sont submergées par des hordes de nouveaux nomades : les campeurs sauvages qui, au nombre de trente-cinq mille, et au mépris de *tous* les règlements, vivent et roulent en voiture sur 15 kilomètres de plage. Sur le littoral varois, outre les dix mille villas qui se construisent chaque année, on enregistre cet été une augmentation de 20 % du nombre des campeurs. *Plusieurs dizaines de* milliers d'entre eux n'ont pu trouver place dans les campings autorisés. Sur les 1 200 hectares de l'île de Porquerolles, aux jours de pointe, les vedettes régulières et d'innombrables embarcations privées déversent plus de quinze mille baigneurs.

Toute l'Europe semble se donner rendez-vous au bord de la « grande bleu ». Débordées, les municipalités commencent à crier grâce et demandent à l'Etat des moyens *exceptionnels pour endiguer cette* irrésistible marée.

Celui-ci répond d'abord en classant des sites : 2 000 hectares viennent de l'être au cap Bénat (Var), autant dans les calanques proches de Marseille, la presqu'île de Giens en entier. Puis, en créant des sanctuaires de nature. M. Jarrot a fait connaissance avec la réserve nationale instituée, il y a quelques semaines, sur 13 200 hectares au centre de la Camargue. Elle est gérée par la société nationale de protection de *la nature,* qui depuis un demi-siècle veillait sur ces étangs où les migrateurs d'Europe font escale. Le ministre a annoncé une aide de 250 000 F pour mieux la défendre contre les voitures que n'arrêtent aucune interdiction. Il a survolé aussi Port-Cros, modeste îlot au large du Lavandou, qui est un parc national depuis onze ans déjà.

Autour de ces conservatoires absolument indispensables, seuls coins de rêve sur une côte banalisée, on tente d'élargir les zones semi-protégées. C'est d'un côté le parc naturel régional de Camargue réclamé non sans arrière-pensée par les gros propriétaires eux-mêmes. Les 86 000 hectares de marais salants, de pâturages à taureaux et de champs de riz qui cernent la réserve nationale sont garantis contre l'urbanisation par une charte acceptée par tous les « locaux » et contresignée par l'Etat.

Cabanons et campeurs sauvages

Tous les périls ne sont pas écartés pour autant. A Beauduc, entre *les salines et la mer,* cent vingt cabanons se sont édifiés au cours des vingt dernières années, sans permis de construire ni titre de propriété. Ils sont loin d'être les seuls sur la côte méditerranéenne et personne n'ose les déloger.

A *côté,* ce sont les campeurs sauvages des Saintes-Maries-de-la-Mer. La municipalité affirme qu'elle est décidée à les discipliner. Première mesure : un camping modèle de 20 hectares sera ouvert en juillet 1976. Le *ministère de la qualité de la vie* l'a financé à 40 %. Mais il n'accueillera que six mille personnes. Ou iront *les autres* ? Au moins les plus curieux d'entre eux pourront apprendre ce qu'est la Camargue et pourquoi il faut la protéger. Les responsables du parc régional ont expliqué au ministre comment ils allaient s'y prendre. Un musée camarguais sera ouvert l'ano prochain. Non loin de là, on pourra *approcher* sans *danger* une manade de taureaux. Des observatoires seront édifiés autour des étangs où pullulent les oiseaux. Près des Saintes-Maries-de-la-Mer, un centre d'accueil et un parc animalier initieront les *plus paresseux. On va tracer des* pistes cavalières et des sentiers pour promeneurs.

Dans le Var, à quelques encablures de Port-Cros, l'Etat a acheté la plus grande partie de l'île de Porquerolles. La chasse y est encore autorisée, mais la circulation des véhicules à moteur ainsi que le camping sont interdits. La construction y sera étroitement bridée.

En 1977, Porquerolles formera avec sa voisine le parc national des îles d'Hyères. Le premier parc à la fois terrestre et maritime puisque les fonds environnants *seront soustraits aux ravages des* chasseurs sous-marins.

On va même tenter sur toute la rade d'Hyères une expérience unique en Europe : mettre d'accord les nombreux utilisateurs de cet exceptionnel plan d'eau.

Voiliers, chalutiers, navires de commerce, bateaux de guerre et vedettes des îles prétendent tous *y évoluer à leur guise. Un schéma* d'aptitude à l'utilisation de la mer (SAUM) attribuera à chacun une zone privilégiée. On attend pour 1977, avec curiosité mais non sans scepticisme, cette tentative d'aménagement du territoire marin.

En outre, le préfet du Var a pu présenter à M. Jarrot un bilan encourageant de l'état d'avancement des plans d'occupation des sols. Une quarantaine seront achevés d'ici à la fin de l'année et une trentaine d'autres sont en chantier. Des bases littorales de loisirs sont projetées à Fréjus et à Hyères. Même la célèbre plage de Pampelonne, près *de Saint-Tropez, jusqu'ici livrée* à une anarchie qui n'a plus rien d'aimable, va être soumise à un plan d'aménagement.

La « tenaille de la répression »

On a parlé aussi de la lutte contre les incendies de forêt (dans le Var 40 000 hectares sont déjà coupés de pare-feu), des *stations d'épuration qui vont* enfin compléter les fâcheux « émissaires » qui faisaient fureur depuis dix ans. Contre la pollution de la mer par les hydrocarbures, la lutte se renforce. Au cours d'une visite près de Toulon *au Centre régional opérationnel* de secours en Méditerranée (CROSMED), M. Jarrot a annoncé que les trois centres similaires existant sur nos côtes allaient recevoir sous peu une mission nouvelle : surveiller les dégazages en mer. Les pollueurs récidivistes vont donc être répertoriés et, un jour ou l'autre, *« la tenaille de la répression »* se refermera sur eux.

L'aménagement de l'espace littoral, l'amélioration du cadre des vacances suffiront-ils à redresser la situation ? Sûrement pas. Si les estivants continuent à affluer aux mêmes endroits et au même *moment, tous les efforts seront vains.* Nous sommes à présent acculés à l'étalement des vacances. Le ministre de la qualité de la vie l'a réaffirmé. *« L'Etat,* a-t-il dit, *est décidé à apporter rapidement un remède aux phénomènes d'encombrement. »* Les représentants de neuf ministères se sont réunis à quatre reprises au cours de l'été.

*Sous la direction de M. Ber*trand Labrusse, conseiller à la cour des comptes, ils proposeront des actions précises. Première décision dès l'automne : créer des comités d'aménagement du temps dans une dizaine de grandes villes. A l'étude, le fractionnement des congés annuels en deux parties. *« L'aménagement du temps,* a conclu le ministre, *est désormais aussi important que l'aménagement du territoire. »*

MARC AMBROISE-RENDU.



LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

AGRICULTURE

Le gouvernement pourrait pénaliser les viticulteurs obtenant des rendements exagérés

La confédération des coopératives vinicoles a soumis à M. Bonnet, ministre de l'agriculture, un projet de création d'un office national du vin. Selon elle, quelles que soient les décisions prises par les Neuf au début de septembre, le gouvernement français devra adopter des mesures complémentaires pour le soutien du marché des vins. Les coopératives veulent obtenir l'entrée en fonction de l'office dès les prochaines vendanges.

Commentant cette position, M. Bentejac, chargé de mission pour *la rénovation du vignoble* languedocien, a déclaré que le projet d'office allait « trop loin », ajoutant qu' « *avec toutes les barrières qu'il mettrait à la disposition des producteurs, un tel projet ne serait concevable que dans un contexte d'économie fermée. Mais nous sommes dans un marché commun* ».

Pour M. Bentejac, seules des modalités de soutien « *modulées selon les catégories de viticulteurs donneraient des résultats convenables. Aider une viticulture à très haut rendement et qui pèse sur le marché ne serait pas parfaitement équitable à l'égard de ceux qui ont fait un effort pour ne produire que des vins de qualité* ». Cette déclaration semble signifier que les pouvoirs publics *pourraient* refuser désormais de distiller au prix fort les quantités de vins excédentaires récoltées par les vignerons dépassant un certain seuil de rendement, et qui seraient ainsi pénalisés.

A CAUSE DES GELÉES DU PRINTEMPS

Les fruits n'ont jamais été aussi chers ni les arboriculteurs aussi endettés

Les agriculteurs marqueront 1975 d'une pierre noire. On n'a pas encore fini de mesurer les dommages causés dans l'arboriculture par les *gelées tardives* du printemps qu'il faut déjà recenser les dégâts provoqués par la sécheresse et les orages de grêle : récolte nationale de céréales en baisse de 20 à 30 %, chute des productions de lait, de viandes et de vins. Si l'on en juge par ce qui se passe dans le secteur des fruits, la note de toutes ces catastrophes atmosphériques sera *lourde à payer pour l'Etat*, les paysans, les salariés agricoles et les consommateurs.

Le 11 août, à Perpignan, sur le marché de gros, le kilo de pêches se vendait trois fois à trois fois et demie plus cher qu'à la même date en 1974 : autour de 5 F contre 1,50 F. A Avignon, le prix de la poire William était en augmentation de moitié par rapport à *la même période*. Au mois de juin déjà, les cours de la cerise et de la fraise avaient monté de 60 à 100 %. *Cette flambée des prix est une des conséquences des gelées du printemps*, qui dans plusieurs régions, notamment la vallée du Rhône, ont presque anéanti les récoltes fruitières et dans d'autres les ont réduites du tiers ou de moitié.

Pour les pêches, les nectarines et les prunes, les dégâts sont estimés à 80 %. En prunes d'ente (*les pruneaux d'Agen*), il reste 5 % d'une récolte normale. Pour les cerises, les pertes furent de 40 % ; pour les abricots, de 30 % avec des pointes régionales de 98 % ; et, pour les poires d'automne, elles seront de 25 %. Seuls les pommiers et les vignes ont échappé à la catastrophe et devraient donner une abondance de fruits.

Depuis *le printemps*, les organisations paysannes et le ministère de l'agriculture s'efforcent d'évaluer le montant des dommages. Sur la centaine de milliers d'arboriculteurs que compte la France, une vingtaine de milliers au moins devraient être dans une situation financière délicate, en particulier dans la région Rhône-Alpes, où le gel avait déjà frappé en 1974. Or, bien souvent, les dégâts de l'an dernier n'ont pas encore été indemnisés. L'Association des producteurs a réclamé et obtenu des pouvoirs publics une accélération des procédures. Elle avait demandé aussi un allongement de la durée des prêts spéciaux consentis aux victimes des calamités, durée qui selon elle aurait dû être portée de quatre à neuf ans. Le Crédit agricole a accepté de faire des prêts à sept ans, mais pour les *seuls arboriculteurs* dont les récoltes ont été détruites au moins de moitié, deux ans de suite.

Les coopératives fruitières ne vont guère mieux. Déjà beaucoup d'entre elles ne tournent à plein que pendant le tiers ou la moitié de l'année, au moment de la cueillette.. Cet été, dans les zones où l'on n'a ramassé ni abricots ni pêches, et pas beaucoup de poires, les coopératives ont fermé leurs portes. D'où l'impossibilité où elles se trouvent de faire face au remboursement des emprunts qu'elles ont toutes contractés un jour ou l'autre pour s'équiper. *D'où aussi des difficultés à payer* leur personnel.

D'après un sondage mené auprès de cent deux coopératives, celles-ci employaient mille six cents perosnnes à titre permanent, lesquelles en majorité continueraient à être rétribuées. On compterait tout de même un demi-millier de salariés licenciés ou non payés. C'est cependant *pour le personnel saisonnier* que les conséquences sont le plus dures, car il est presque totalement privé de travail. Comme il est composé de femmes, de travailleurs immigrés et d'étudiants, il est difficile d'estimer le nombre d'emplois perdus. On se bornera à remarquer qu'une coopérative de taille moyenne emploie environ deux cents ouvriers temporaires et que par ailleurs *le nombre* des ouvriers immigrés entrés en France d'avril à juillet avec un contrat de travail dans l'agriculture n'a été que de dix-neuf mille contre vingt-six mille en 1974.

PIERRE-MARIE DOUTRELANT.

LA CHARENTE ET UNE PARTIE DE L'ALLIER ET DE L'ILLE-ET-VILAINE SONT DÉCLARÉES ZONES SINISTRÉES.

Un arrêté du préfet de l'Allier a déclaré zone sinistrée trente-sept communes du département qui avaient subi de violents orages de grêle le 8 juillet. Ces communes sont situées dans la région de Saint-Pourçain-sur-Sioule, dont le vignoble a été détruit à près de 50 % par ces violentes chutes de grêle.

En raison de la chaleur, en Ille-et-Vilaine, sont déclarés sinistrés les prairies et le maïs dans les cantons et communes situés pour la plupart dans la moitié sud u département. Toute la Charente est aussi reconnue comme *sinistrée* pour *le* blé, le maïs, le tournesol et les surfaces fourragères.

● L'U.R.S.S. VA ACHETER 28 *millions* de boisseaux (762 000 tonnes) de blé d'utilité et 3,3 millions de boisseaux (52 000 tonnes) d'avoine au Canada, a annoncé mercredi la commission canadienne du blé. Cette vente à l'U.R.S.S. est la troisième faite cette année par cette *commision*. Les deux ventes précédentes portaient sur 74,6 millions de boisseaux de blé de classe supérieure et 37,3 millions de boisseaux de blé dur. — *(A.F.P.)*

ÉNERGIE

La semaine prochaine à Alger

LE PROJET EUROGAZ VA DE NOUVEAU ETRE DISCUTÉ

Les négociations sur le projet Eurogaz reprendront la semaine prochaine, à Alger, entre Algériens et Européens, confirme-t-on à Paris. Le projet prévoit la fourniture de 15,5 milliards de mètres *cubes de gaz naturel algérien* à différents pays européens. A la fin de l'année dernière (*le Monde* du 28 novembre 1974), les Allemands, à la suite des Autrichiens, avaient paru renoncer au projet. Mais à la suite de la visite, en avril 1975, de M. Scheel, président de la R.F.A., à Fos-sur-Mer, où doit transiter une partie du gaz importé, des contacts avaient été repris.

Originellement, les Algériens avaient accepté de consentir un prix relativement favorable. En contrepartie, les Européens s'engageaient à financer, à des taux préférentiels, les investissements nécessaires à la liquéfaction et au transport du gaz algérien. On envisagerait maintenant de séparer nettement les deux problèmes. Lors d'une récente rencontre à Stuttgart (R.F.A.), les Algériens auraient demandé un *prix de 1,4 dollar par million* de B.T.U. (à comparer au prix de 0,4 dollar qu'ils demandaient en 1972 — avant le quadruplement du prix du pétrole). Ce prix est jugé trop élevé par les Européens.

Il faudra certainement d'autres rencontres après *celle* d'Alger pour parvenir éventuellement à un accord.

(*) British Thermal Unit : quantité de chaleur nécessaire pour élever *de 1 degré Farenheit 1 livre* (britannique) d'eau. La B.T.U. équivaut à environ 252 calories.

CONJONCTURE

Le nombre des faillites a augmenté de 24 % au cours du premier semestre

Selon une étude de la caisse des marchés de l'Etat, 8 051 entreprises ont été mises en *règlement* judiciaire ou en liquidation au cours du premier semestre 1975, soit 24 % de plus qu'au premier semestre 1974 et 60 % de plus qu'en *1973*. « *Le nombre des faillites enregistré au cours du premier semestre 1975*, précise l'étude, *est voisin du nombre annuel de 1973 et correspond à environ huit mois de 1974*. » Les secteurs où le nombre de défaillances est le plus élevé sont le bâtiment et les travaux publics (33 % du total), le commerce (28 %), et les services (24 %). *L'aggravation* enregistrée au cours des derniers mois a plus particulièrement touché le bâtiment et les travaux publics et l'industrie, où l'augmentation des faillites par rapport à l'année précédente atteint respectivement 40 % et 37 %, contre 23 % pour les entreprises de services, et 9 % seulement dans le commerce.

On constate également que les firmes les plus vulnérables sont les plus petites et les plus récemment constituées. Dans l'industrie, *par exemple, 75 % des faillites* enregistrées sont le fait d'entreprises dont le capital est inférieur à 20 000 F, 72 % celui d'entreprises de moins de dix ans. L'étude estime néanmoins que, en dépit de leur vive progression, les faillites restent un phénomène « limité », puisqu'en 1975 une entreprise sur cent fait faillite (contre une sur deux cents en 1973), et que, « *grâce aux mesures prises par les pouvoirs publics, (...) ce sont les firmes non viables qui ont disparu (...), la seule influence de l'actuelle situation économique ayant été de hâter une disparition inéluctable* ».

En Allemagne fédérale, on constate également une rapide progression *du nombre des défaillances* d'entreprises. Selon les services statistiques de Wiesbaden, 4 481 firmes ont fait faillite ou déposé une demande de concordat au cours *du premier semestre 1975, soit* 27,3 % de plus qu'au cours de la même période de 1974, le secteur des services étant le plus touché par cette aggravation (plus 40 % par rapport à l'an passé).

PLUSIEURS BRANCHES INDUSTRIELLES ONT RETROUVÉ LEUR NIVEAU D'ACTIVITÉ DU DÉBUT DE L'ANNÉE

Le léger redressement de l'indice de la production industrielle, bâti*ment non compris* (112 contre 109 en mai, chiffre révisé), a été le fait de toutes les branches à l'ex*ception de la chimie, du gaz* et des métaux non ferreux. Certaines retrouvent leur niveau d'activité du début de l'année (*textile*, verre) ou même, telle l'industrie automobile, dépassent le niveau atteint en juin 1974.

L'indice du bâtiment, quant à lui, continue de se redresser : 100 en juin, contre 98 en mai et 93 en avril.

● L'IRAN S'APPRETE A EMPRUNTER 100 MILLIONS DE DOLLARS sur le marché financier international par l'in*termédiaire de* la Banque d'investissement industriel et minier d'Iran. C'est la première fois depuis le quadruplement du prix du pétrole — octobre-décembre 1973 — que l'Iran s'adresse au marché international des capitaux. — *(A.F.P.)*

En 1974

L'ITALIE ET LA GRANDE-BRETAGNE ONT ÉTÉ LES DEUX PAYS DE LA C.E.E. LES PLUS TOUCHÉS PAR DES GRÈVES.

Bruxelles (Communautés européennes). — Le nombre des journées de travail perdues dans les neuf pays de la Communauté européenne en 1974 à la suite *de conflits sociaux* s'élève à 37,239 millions.

Dans une réponse à une question d'un membre du Parlement européen, la Commission de la C.E.E. précise que c'est l'Italie qui vient en tête dans l'Europe des Neuf avec 16,747 millions de journée de travail perdues en 1974, suivie de la Grande-Bretagne (14,740 millions), de la France (3,380 millions), de l'Allemagne fédérale (1,051 million), de la Belgique (578 000), de l'Irlande *(552 000), du Danemark (184 000)* et enfin des Pays-Bas (7 000).

Les statistiques établies pour le *nombre de journées de travail* perdues par mille salariés indiquent que l'Italie est en première position avec 1 783, devant l'Irlande (753), la Grande-Bretagne (650), la France (201), la Belgique (187), le Danemark (95), l'Allemagne fédérale (48) et les Pays-Bas (2).

[Le chiffre concernant la France est le plus faible enregistré depuis 1970 ; en 1972 et 1973, le nombre de journées perdues avait été de l'ordre de 3,8 à 3,9 millions, et de 4,4 millions en 1971. Par rapport aux effectifs salariés, ce sont les secteurs des banques et assurances — en raison de la longue grève du début de l'année 1974 — et de la *transformation des métaux* qui ont été *les plus* touchés ; dans les régions, toujours selon les effectifs salariés, ce sont, dans l'ordre décroissant, Rhône-Alpes, le Nord - Pas-de-Calais, la Champagne-Ardennes et la Basse-Normandie qui ont subi le plus de grèves.]

PRIX

NOUVELLES HAUSSES

Biscottes, appareils ménagers spécialités pharmaceutiques

Les prix des biscottes et pains spéciaux vont augmenter *de 4 %, les farines pour enfants* de 3,5 % (tandis que les pâtisseries industrielles, les entremets et desserts, les aliments en pots pour enfants, les petits déjeuners resteront stables), indique le *Bulletin officiel du service des prix (B.O.S.P.)* du 14 août.

Autres majorations : l'eau de javel augmentera de 5 centimes le litre ; les téléviseurs vendus aux détaillants de 3 %, les appareils de chauffage en fonte de *3,5 %, les appareils ménagers* portables de 1,25 %, les machines à laver le linge et la vaisselle, les appareils de chauffage électriques à accumulation et les cuisinières électriques et mixtes de 2 %.

L'ensemble des spécialités pharmaceutiques « grand public » et des spécialités non remboursées aux assurés sociaux sont autorisés à augmenter de 2,5 %, les cachets, pastilles, dragées, tablettes, gelules, comprimés, de 4 %, ainsi que les dentifrices.

Enfin le *B.O.S.P.* annonce qu'à *titre transitoire la valeur* de la « lettre B », qui sert à calculer le remboursement des analyses mé*dicales, passe de 1,05 F à 1,15 F* jusqu'à la fin de l'année, une nouvelle convention devant, à cette *date*, en fixer la valeur.

Brusque augmentation

Fin juillet, l'indice des prix des *matières premières importées en* France a atteint 192,9 (base 100 en 1968), contre 170,7 fin juin — *soit une progression de 13 %. C'est* le deuxième mois consécutif que l'indice progresse, ce qui confirme le retournement en cours du marché des matières premières (*le Monde* du 5 août).

Les matières premières agricoles sont principalement responsables *de cette hausse : 243,9 contre* 196,1 fin juin (+ 24,4 %). Pour les matières premières industrielles *l'indice a progressé de 156,0* à 163,5.

AUTOMOBILE

Les constructeurs français soupçonnés par Bruxelles d'entente illicite sur les pièces de rechange

La Commission de la Communauté européenne a confirmé, *mercredi 13 août*, qu'une instruction avait été ouverte contre les quatre constructeurs français d'automobiles (Renault, Peugeot, Citroën, Simca-Chrysler) pour entente illicite en matière de prix sur la base de l'article 85, paragraphe 1, du traité de Rome.

La *Commission a indiqué qu'elle* enquêtait sur les accords entre constructeurs recommandant aux *concessionnaires et aux succursales* d'appliquer réciproquement des rabais déterminés sur les pièces de rechange.

L'acte d'accusation n'a pas encore été transmis aux intéressés. Les milieux de l'automobile *font* remarquer qu'il s'agit d'une affaire mineure ne concernant que les transactions entre concessionnaires et agents de marques différentes en vue de la remise en état de voitures d'occasion reprises lors de la vente de véhicules neufs. Par exemple, la vente d'une Renault *neuve peut être* conclue contre la reprise d'une Peugeot. C'est sur les équipe*ments Peugeot que* le concessionnaire Renault pourra être amené à remplacer, avant de revendre le véhicule, que ces remises sont effectuées.

Ces transactions, ajoute-t-on, ne représentent que 1 % environ du chiffre d'affaires de l'industrie de l'équipement automobile (15,7 milliards de francs en 1974).

[En fait, cette affaire concerne le *marché hautement rentable des pièces de rechange*, sur lequel s'affrontent les grossistes indépendants et *les constructeurs. L'attention de la* Commission de Bruxelles avait été attirée par une circulaire Citroën en date *du 12 avril 1973* qui disait notamment : « Au niveau de Citroën, Renault, Peugeot, Simca, un accord est intervenu pour une réciprocité dans les taux de remise sur les pièces de rechange entre les concessionnaires et les succursales de ces différents constructeurs. Cela dans le but d'éviter à tous les réseaux de ces derniers de s'adresser aux grossistes. Cet action s'inscrit dans le cadre de celle que nous menons à l'heure actuelle pour diminuer la force d'intervention des grossistes sur le marché des pièces de rechange. » — A. D.]

PEUGEOT CONSTRUIRA UNE USINE D'ASSEMBLAGE EN SYRIE

Peugeot fournira dans les prochains mois quatre mille voitures à la Syrie. L'accord a été signé au début de la semaine. Par ailleurs, la société française a conclu avec le gouvernement syrien un contrat de construction d'une usine d'assemblage de voitures, contrat dont le montant *serait de 65 millions de livres* syriennes (environ 90 millions de francs). La capacité de produc*tion annuelle* de l'usine sera de dix mille véhicules des types 504 et 104.

La firme française était en concurrence avec General Motors, Volkswagen et Chrysler-Grande-Bretagne.

LE TAUX D'INTÉRÊT DES EURODEVISES

	Dollars		Deutschemarks		Francs suisses	
48 heures	5 1/2	6 1/2	1/2	1 1/2	1/2	1 1/2
1 mois	6	6 1/2	2 1/8	2 5/8	2 1/8	2 5/8
3 mois	6 7/8	7 3/8	3 1/8	3 5/8	3 1/8	3 5/8
6 mois	7 3/4	8 1/4	4 1/4	4 3/4	4 3/8	4 7/8

AFFAIRES

Jacques Borel International signe un accord avec le groupe belge de grands magasins GB-Inno-BM

Le groupe hôtelier et de restauration français Jacques Borel International, vient de conclure avec le groupe belge de grands magasins GB Entreprises-Inno-BM *un accord de collaboration et* de spécialisation des activités.

La société Motorest, filiale du groupe belge, qui gère des restaurants et des motels, donne en *location*, à la filiale belge de Jacques Borel, la Société générale belge de restauration, trois hôtels, et lui cède ses participations et activités sur autoroutes (motels et restaurants), ce qui représentera globalement 45 % du marché belge des autoroutes. La filiale belge du *groupe français, qui va prendre le* nom de Jacques Borel Belgique, va également, grâce à cet accord, occuper la seconde place sur le marché belge de la restauration d'entreprise.

En contre-partie, GB Entreprises rachète 1,8 % du capital de Jacques Borel International, dont les principaux actionnaires sont : le groupe américain Grace (16 % du capital, qui devraient être ramenés à 10 % d'ici la fin de l'an*née), M. Jacques Borel lui-même* et la Fondation Jacques Borel (17 %), la Caisse des dépôts et *consignations (3 %), l'Omnium* de l'union européenne (3 %), l'Union bancaire (1,3 %), la Caisse centrale des mutuelles agricoles (1,5 %), la West Deutsche Landesbank (1,2 %) et le Comité de direction de Jacques Borel International (4 %).

DÉMOGRAPHIE

● *Selon un rapport* du bureau d'études de la population, le nombre d'habitants de l'Angleterre et du pays de Galles devrait diminuer cette *année*. La *baisse* attendue à la fin de 1975, par rapport à 1974, est d'environ *10 000* personnes pour une population globale de l'ordre de 49,3 millions d'habitants.

L'effondrement du taux de natalité depuis 1971 — il est passé *en quatre ans* de 16 à 12,7 pour 1 000 — explique en grande partie ce renversement de tendances, *encore que, selon les estimations*, le chiffre des naissances (627 000) devrait cette année rester légèrement supérieur (de 38 000) à *celui* des décès. Le solde *migratoire* (différence entre les entrées et les sorties de population), traditionnellement négatif depuis la *guerre, sauf pendant* la période 1956-1961, s'est fortement dégradé.

C'est la première fois depuis que les recensements ont *lieu* en Grande-Bretagne, c'est-à-dire 1837, que l'on enregistre une diminution de la population (période de guerre exceptée).

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

legrand

Le chiffre d'affaires, hors taxes, des six premiers mois s'est élevé à 304,1 millions de francs (1), contre 263,9 millions de francs à fin juin 1974, soit une augmentation de 15,23 %.

A structure comparable, les ventes marquent un léger recul de 2,8 % (256,4 millions de francs contre 263,9 millions de francs).

VEUVE CLICQUOT-PONSARDIN

Le chiffre d'affaires du premier semestre 1975 s'élève à 21,262 millions de francs contre 36,047 millions de francs.

Les ventes en France restaient, au 30 juin, supérieures à celles de l'an dernier à la même date ; le recul constaté provient donc de la faiblesse des ventes à l'exportation pour lesquelles une certaine reprise est cependant perceptible en juillet.

LES MARCHÉ[...]

PARIS 13 août

LONDRE[...]

BOURSE DE PARIS — 13 A[...]

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

13 août

HAUSSE TRÈS SÉLECTIVE

A défaut d'être plus actives, les affaires ont été plus animées ce mercredi à la Bourse de Paris, et le très léger mouvement de reprise, qui s'était amorcé la veille, s'est étendu et même parfois amplifié.

La hausse a été toutefois très sélective, n'intéressant qu'une quarantaine de valeurs appartenant de plus à des secteurs bien précis. Ont été ainsi favorisés par ce regain d'intérêt les automobiles (Citroën, Peugeot), qui se sont détachées du lot avec des gains de 4 à 5 %, le bâtiment, la construction électrique et les pétroles, où la cotation d'Antar a dû être différée faute d'une offre suffisante. Ailleurs, les cours se sont maintenus au voisinage de leurs niveaux précédents. Les baisses, enfin, se sont raréfiées, si bien que le bilan de la séance a été une nouvelle fois positif, ainsi qu'en témoigne l'indice Chainet et Cie, qui, à 13 heures affichait une avance de 0,53 % à 130,54 (+0,69 point).

Bref, le comportement du marché est apparu très satisfaisant et ce d'autant qu'en ces périodes de basses eaux l'effritement est habituellement de règle.

La meilleure tenue de Wall Street, le fléchissement du taux de l'argent à court terme, la progression de l'indice de la productions industrielle en juin ont été autant de facteurs qui ont, semble-t-il, contribué à soutenir les cours. Sans oublier les fameuses mesures de soutien de l'économie, que la Bourse garde en point de mire.

Sur le marché de l'or, les cours ont encore légèrement progressé. Le lingot est passé de 23 660 F à 23 680 F et le kilo en barre de 23 610 F à 23 650 F. Le Napoléon, en revanche, a perdu 0,20 F à 259,80 F. Le volume des transactions a diminué : 8,58 millions de francs contre 10,47 millions de francs.

Aux valeurs étrangères, nouvelle avance des mines d'or. Sur tous les autres groupes, l'irrégularité a largement prévalu. Mais les écarts de cours ont été faibles.

LONDRES

Calme et soutenu

Dans l'attente de la publication des résultats du commerce extérieur, le marché reste soutenu jeudi à l'ouverture. Des points de fermeté isolés apparaissent aux industrielles. Stabilité des pétroles. Léger progrès des fonds d'État, mais effritement des mines d'or.

OR (ouverture) (dollars) : 162 15 contre 162 30

VALEURS	CLOTURE 13/8	COURS 14/8
War Loan 3 ½ %	25 3/4	25 3/4
Beechams	275 ...	274 1/2
British Petroleum	518 ...	517 1/2
Shell	328 ...	319 1/2
Vickers	121 ...	121 .
Imperial Chemical	254 ...	256 ..
Courtaulds	116 ..	116 ...
De Beers	312 ..	311 1/2
*Western Holdings	34 3/4	34 1/8
Rio Tinto Zinc Corp	173 ..	173 ...
*West Driefontein	43 1/2	43 3/8

(*) En livres.

Taux du marché monétaire

Effets privés .... 7 1/8 %

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE Base 100 : 31 déc. 1974.)

	12 août	13 août
Valeurs françaises ..	128,3	130,2
Valeurs étrangères ..	127,8	129

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 29 déc. 1961.)

Indice général	74,2	74,7

NOUVELLES DES SOCIETES

UNILEVER. — Les bénéfices avant impôts du groupe se sont améliorés durant le deuxième trimestre, passant de 30,7 millions de livres sterling à 66 millions, alors que les prévisions ne les chiffraient qu'à 50 millions. Ils restent néanmoins largement inférieurs à ceux réalisés au cours de la période correspondante de 1974 (— 29 %). Pour le premier semestre, le bénéfice avant impôts du groupe atteint 96,7 millions de livres contre 190,5 millions au 30 juin 1974. *Les dirigeants espèrent* que les résultats du second semestre continueront de s'améliorer, mais n'escompte cependant pas que la *baisse des six premiers mois* puisse être compensée dans sa totalité.

I.T.T. — Bénéfice net du premier semestre : 206,13 millions de dollars (1,66 dollar par action) contre 248,43 millions de dollars et 2 dollars.

PROCTER AND GAMBLE. — Bénéfice net de l'exercice clos le 30 juin : 333,8 millions de dollars (4,05 dollars par action) contre 316,70 millions de dollars et 3,85 dollars.

NEW YORK

Rechute

L'amélioration constatée ces derniers jours aura été de courte durée. Wall Street a, en effet, été repris mercredi d'un nouvel accès de faiblesse, et, en clôture, l'indice des industrielles s'inscrivait à 820,58, soit à 7,98 points au-dessous de son niveau de la veille. L'activité s'est ralentie : 12 millions de titres ont changé de mains contre 14,51 millions précédemment.

La crainte d'un renchérissement du loyer de l'argent, qui s'était apaisée, a été de nouveau avivée par les déclarations de divers experts. Ceux-ci pensent, en substance, que le financement du déficit budgétaire au moyen de diverses émissions favorisera la hausse des taux d'intérêt à court terme en 1976.

Ajoutons que la décision du président Ford de faire appel du jugement déclarant illégale l'imposition du pétrole importé et les difficultés financières de la ville de New-York ont contribué à peser sur les cours.

Les valeurs de croissance ont été particulièrement affectées. Lourdeur des magasins, des produits chimiques et pharmaceutiques et des mines d'or.

Sur 1 760 valeurs traitées, 954 ont baissé, 347 ont monté et 159 n'ont pas varié.

Indices Dow Jones: transports, 156,87 (— 0,58) ; services publics, 77,84 (— 0,54).

VALEURS	COURS 12/8	COURS 13/8
Alcoa	47 1/4	48 ...
A.T.T.	48 7/8	48 5/8
Boeing	26 1/2	25 3/4
Chase Manhattan Bank	33 5/8	33 1/2
Du Pont de Nemours	123 1/2	122 ...
Eastman Kodak	94 ...	91 7/8
Exxon	87 1/2	87 7/8
Ford	39 3/8	39 ...
General Electric	44 1/4	43 3/8
General Foods	23 1/4	23 1/8
General Motors	48 3/4	49 ...
Goodyear	18 1/4	18 3/8
I.B.M.	182 ...	177 1/2
I.T.T.	21 1/2	21 1/8
Kennecott	33 1/4	33 1/4
Mobil Oil	44 5/8	44 ..
Pfizer	27 ...	26 1/2
Schlumberger	79 3/4	78 7/8
Texaco	24 5/8	24 3/8
U.A.L. Inc.	22 3/8	22 3/8
Union Carbide	59 3/4	59 5/8
U.S. Steel	62 5/8	62 ...
Westinghouse	15 3/8	15 3/8
Xerox	58 1/4	54 5/8

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	13/8	14/8
1 dollar (en yens) ...	298 ..	297 88

BOURSE DE PARIS — 13 AOUT — COMPTANT

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
3 %	32 50	2 605	France (La)	...	378 .	Sequanaise Banq.	225	225	Un. Imm. France	103 ..	103 ..
[illegible]	[illegible]	[illegible]	Préservatrice S.A.	349	349 90	SLIMINCO	143 50	144	Acier Investiss.	103 50	104 ..
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	70 10	70 10	[illegible]	[illegible]	[illegible]

VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
E.D.F. parts 1950	... ..	374 ..
E.D.F. parts 1953	... ..	368 ..
Ch. France 3 %	130 70	130 70
Abeille-I.G.A.R.D.	450	445 ..
Abeille (Vie)	215	210 ..
A.G.P.	... ..	334 ..
Concorde	265 ..	265 ..
Epargne France	325 ..	325 ..
Fonc. I.A.R.D.	116 ..	116 ..
Foncière (Vie)	... ..	257 ..
France (I.A.R.D.)	... ..	311 ..

[illegible]

MARCHÉ A TERME

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, des erreurs peuvent parfois figurer dans les cours. Elles sont corrigées le lendemain dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé, à titre expérimental, de prolonger après la clôture la cotation des valeurs ayant fait l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Précéd. clôture	Premier cours	Dernier cours	Compt. premier cours
538	4,50 % 1973	555 80	557 ..	556 50	560 ..
1220	C.N.E. 3 %	1210	1216 ..	1215 ..	1215 ..
380	Afrique Occ.	372 ..	370	370	370 ..
345	Air Liquide	361 60	363 40	363 40	328 ..
78	Als. Part. ind	70 10	70 10	70 10	69 50
265	Als. Superm.	315	312	312 ..	312
72	Alsthom	83 80	84 90	84 ..	85 ..
29	Antar P. Atl.	31 95	34 05	34 50	33 70
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
890	Cie Gle Eaux	708 ..	714 ..	711 ..	710 .
93	Electro-Méc.	108 60	108 ..	108	106 .
305	Eng. Matra	368 90	373	372 90	378 ..
190	E. J. Lefebvre	200	208 ..	214 ..	204 ..
58	Esso S.A.F.	58 50	59 40	58 60	59 90
185	Eurafrance	197 ..	196 ..	195 ..	196 ..
280	Europe N° 1	290	290 ..	290	295 50
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
180	Olida-Caby	172 10	172 10	172 ..	170 ..
78	Opfi-Paribas	79 90	79 50	79 50	80 ..
111	Paris-France	113 20	116 ..	115 ..	114 90
131	Patern. S.A.	...	...	...	...
61	Pechelbronn	61 75	62 50	62 50	61 40
112	P.U.K.	112 80	112	112	112
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
265	Talcs-Luz.	258	260 ..	258 ..	245 30
420	T.R.T.	428	430 ..	430	430 ..
900	Tél. Electr.	882	895	898	895 ..
760	Tél. Ericss.	784	772	772	772 ..
78	Terres Roug.	78 90	78 90	78 90	79 90
198	Thomson-Br.	213	214 90	215 10	213 50
157	U.I.S.	155	155 10	155 10	154
380	U.C.B.	380 10	384 60	384 60	388 10
265	Un. Fr. Banq.	277 10	279 10	279 10	279 10
50	U.T.A.	50 ..	49 90	49 90	50 ..
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
215	Gen. Electric	199 70	196 90	196 90	197 20
215	Gen. Motors	226 ..	223 60	223 40	226
22	Goldfields	21 95	22 05	22 10	21 65
49	★ Harm. Go.	51 80	52 70	51 ..	52 95
225	Hoechst Akt	234	234	234 ..	231 90
24	Imp. Chem.	22 90	23 95	24 10	23 50
118	Imperial Oil	114 20	115 20	115 10	113
880	I.B.M.	827	814	810 ..	814
115	Interniekel	116 50	115 30	115 50	112 50
103	I.T.T.	93 90	95 50	94 90	97 70
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
240	Ericsson	239 90	238	238	237 ..
380	Exxon Corp.	387 60	386 80	386 80	381 ..
178	Ford Motor	176 ..	175 50	175 50	174
171	Free State	176 .	176	176 30	178 ..
116	West Deep	113 90	113 30	112 80	114 ..
200	West Hold.	203 50	208 90	205 10	205 50
3 ..	Zambia Cop.	3 20	3 26	3 20	3 20

* VALEURS DONNANT LIEU A DES OPERATIONS FERMES SEULEMENT

o. : offert ; c. : coupon détaché ; d. demandé ; * droit détaché. — Lorsqu'un « premier cours » n'est pas indiqué, il y a eu cotation unique, portée dans la colonne « dernier cours ».

COTE DES CHANGES

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 14/8	COURS DES BILLETS échange de gré à gré entre banques
Etats-Unis ($ 1)	4 386	4 403	4 38
Canada ($ can. 1)	4 237	4 242	4 22
Allemagne (100 DM)	170 015	170 200	169 .
Belgique (100 fr.)	11 487	11 477	11 07
Danemark (100 krd.)	73 870	73 850	73 25
Espagne (100 pes.)	7 547	7 550	7 53
Grande-Bretagne (£ 1)	9 28	9 233	9 25
Italie (100 lires)	0 656	6 657	9 62
Norvège (100 krn.)	80 32	80 450	80 .
Pays-Bas (100 fl.)	166 250	165 815	165 ..
Portugal (100 esc.)	16 595	16 805	15 .
Suède (100 krs.)	101 77	101 900	101 .
Suisse (100 fr.)	163 55	163 350	162 75

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 14/8
Or fin (kilo en barre)	23650	23675 ..
Or fin (kilo en lingot)	23680	23600 ..
Pièce française (20 fr.)	260 ..	257 20
Pièce française (10 fr.)	176	179 80
Pièce suisse (20 fr.)	235	233 20
Union latine (20 fr.)	225 70	226 50
Souverain	228 50	227
Pièce de 20 dollars	1112 ..	1117 80
Pièce de 10 dollars	546	546 20
Pièce de 5 dollars	... ..	365 ..
Pièce de 50 pesos	954	951 ..
Pièce de 10 florins	205 80	209 50

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

La situation en Angola

DES MILLIERS DE RÉFUGIÉS AFFLUENT AU SUD-OUEST AFRICAIN

Les autorités du Sud-Ouest africain (Namibie) ont décrété, mercredi 13 août, des mesures d'urgence pour faire face à l'afflux de réfugiés blancs d'Angola. Cinq mille d'entre eux sont arrivés dans le pays au cours des derniers jours, et huit mille autres y sont attendus. Mercredi, *un convoi de quatre mille Européens* a atteint la ville d'Oshakati. Il avait été escorté jusqu'à la frontière par des éléments de l'armée portugaise et des troupes du Mouvement populaire de libération (M.P.L.A.). D'autres réfugiés parviennent à quitter l'Angola par mer et à gagner le Sud-Ouest africain. A Nova-Lisboa, capitale régionale située à 600 kilomètres au sud-est de Luanda, trente mille personnes sont en instance de départ. Pour évacuer les arrivants, Pretoria compte mettre en place un pont aérien à destination du Portugal.

D'importants combats sont signalés, depuis mercredi, dans les ports de Lobito et de Benguela, qui forment, à mi-chemin entre Luanda et la frontière du Sud-Ouest africain, le second complexe portuaire et démographique du pays. L'Union pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), qui jouit d'une large audience dans cette région, s'est *allié au F.N.L.A.* contre le M.P.L.A. Selon la radio portugaise, Lobito est privé d'eau et d'électricité, et des soldats du M.P.L.A. auraient cherché refuge dans les casernes portugaises. Des éléments de l'UNITA auraient fait de même à Benguela.

L'UNITA contrôle, d'autre part, les villes de Nova-Lisboa et de Silva-Porto, à une centaine de kilomètres à l'est de cette ville. Une colonne de deux cents soldats et officiels de l'UNITA, qui *avait quitté Luanda lundi, a été capturée par le M.P.L.A.* à Dondo, à 200 kilomètres au sud-est de la capitale.

Dissensions dans l'armée portugaise ?

On estime, à Luanda, que le M.P.L.A. a pratiquement évacué le sud-est du pays, contrôlé par l'UNITA et le F.N.L.A. Mille cinq *cents soldats du Mouvement* populaire de libération seraient actuellement en train de refluer vers la côte, dans la région de Sa-Da-Bandeira, à 200 kilomètres de la frontière du Sud-Ouest Africain. La perte de contrôle de ces régions a, notamment, pour effet de priver Luanda de viande et le M.P.L.A. envisage d'en faire venir par mer. Il se confirme que le nord du pays est sous le contrôle du F.N.L.A. Des informations en provenance de Carmona, principale agglomération de la région et quartier général du F.N.L.A., indi*quent que ce mouvement recevrait* actuellement d'importantes quantités d'armes transportées par des avions sans immatriculation en provenance du Zaïre.

Des dissensions se manifesteraient parmi les vingt-quatre mille soldats portugais stationnés en Angola. Il semble que les prises de position favorables au M.P.L.A. des officiers récemment arrivés de *Lisbonne se heurtent* à des résistances de plus en plus vives. Dans certains cas, l'armée portugaise paraît *même* favoriser le F.N.L.A. ou l'UNITA. Un vote serait actuellement en cours dans la troupe sur le document Melo Antunes.

● A KINSHASA, M. Franque, président du Front de libération du Cabinda (FLEC), mouvement faiblement représentatif mais soutenu par le général Mobutu, a constitué mercredi 13 août un *« gouvernement cabindais »*. Il a *dénoncé, à cette occasion, les « exactions dont les Cabindais sont victimes à l'intérieur du pays »*. L'enclave du Cabinda est contrôlée par le M.P.L.A. Un autre *gouvernement cabindais en exil* avait été constitué le 16 juillet à Paris, sous la présidence de M. Nzita Henriques Tiago, vice-président du FLEC. — *(A.F.P., A.P., Reuter, U.P.I.)*

En Irlande du Nord

L'« ÉTÉ CHAUD » DE BELFAST

Un attentat a fait cinq morts et une quarantaine de blessés, dont plusieurs sont grièvement atteints, mercredi soir 13 août, dans un pub du quartier protestant de Shankill-Road, à Belfast. En fin de soirée, tandis que l'établissement le « Bayardo » était bondé, un commando de plusieurs hommes est arrivé en voiture et a lancé une bombe après avoir mitraillé les consommateurs.

Personne ne s'attendait à un été 1975 particulièrement « chaud », en Irlande du Nord. Bien que les assassinats continuent depuis la proclamation du cessez-le-feu de l'IRA provisoire, au début de l'année, la poursuite des travaux de la Convention constitutionnelle élue le 1er mai *pour déterminer un nouveau* statut de la province pouvait faire croire à une relative normalisation de la situation. Mais, le 31 juillet, un groupe de musique « pop » célèbre, le Miami Showband, était victime, à la frontière des deux Irlandes, d'un sauvage attentat : trois musiciens étaient abattus par des terroristes déguisés en soldats britanniques. Deux des attaquants étaient tués par l'engin explosif qu'ils transportaient. A la fin de la semaine dernière, il y a eu, dans la capitale provinciale, des affrontements entre des soldats britanniques, des protestants et des catholiques comme on n'en avait pas vu depuis 1973.

Pourtant, la situation politique a évolué en Ulster : les troupes britanniques quadrillent moins étroitement les rues, le secrétaire d'Etat à l'Irlande du Nord, M. Merlyn Rees, évite soigneusement déclarations et interviews et continue à relâcher, petit à petit, les derniers internés sans jugement de la prison de Maze. De*puis plus* d'un an, Dublin évite d'intervenir dans les affaires de la province. De son côté, l'IRA provisoire ne manque pas une occasion d'affirmer que, quoi qu'il arrive, le cessez-le-feu reste en vigueur.

Tout se passe comme si un faisceau de bonnes volontés s'évertuait à rétablir un semblant de vie normale. La question est de savoir si les éléments extrémistes des deux communautés — très minoritaires par rapport à l'ensemble d'une population excédée — sont en train de regrouper leurs forces ou ne se livrent qu'à des combats d'arrière-garde : si l'« été chaud » de *1975* annonce une relance des violences, ou s'il n'est qu'un sous-produit de la ca*nicule, du chômage* et d'une délinquance grandissante dans la province troublée. Le sanglant attentat contre le « Bayardo » est vraisemblablement une action de représailles des « provisoires ». A moins qu'il ne soit un épisode de la guerre que se livrent des bandes rivales autour du racket des pubs... — N. B.

AVANT LA TOURNÉE PROBABLE DE M. KISSINGER

Jérusalem voudrait obtenir de « nouveaux éclaircissements » sur les conditions égyptiennes

Le premier ministre israélien, M. Rabin, a examiné, mercredi soir 13 août, avec deux de ses principaux collaborateurs, MM Ygal Allon (affaires étrangères) et Shimon Perès (défense), la réponse égyptienne aux dernières *propositions israéliennes* concernant un accord intérimaire entre les deux pays.

Aucun communiqué officiel n'a été rendu public à l'issue de cette réunion, mais on apprenait, de source proche du gouvernement, que Jérusalem avait demandé à Washington de *« nouveaux éclaircissements »* sur certaines des conditions égyptiennes. Les dirigeants israéliens souhaiteraient obtenir une réponse avant la fin de la semaine afin que l'équipe de négociateurs qui se trouve à Washington puisse présenter ses conclusions lors de la réunion hebdomadaire du cabinet de dimanche prochain.

Dans les milieux bien informés de Jérusalem, on laisse entendre qu'une *nouvelle navette de M. Kissinger ne* pourrait être couronnée de succès que si les réponses fournies par Washington aux demandes d'*« éclaircissements »* de M. Rabin se révèlent satisfaisantes. On précise, toujours dans ces milieux, que les négociations avec l'Égypte ont marqué quelques progrès, mais que *ceux-ci ne permettent* pas d'être assuaré de quatre-vingt-dix pour cent de chances de succès comme le souhaite M. Kissinger avant d'entreprendre une nouvelle navette au Proche-Orient.

LE CAIRE : Nous sommes dans la bonne direction

Au Caire, en revanche, les autorités se montrent franchement optimistes. L'officieux *Al Ahram* tient pour définitivement acquise la venue de M. Kissinger au Proche-Orient *« dans le courant de la semaine prochaine »*. M. Tahsine Bechir, porte-parole du président Sadate, a cependant indiqué qu'aucune date n'avait encore été fixée pour la visite du secrétaire d'Etat américain. Il a toutefois confirmé que des progrès avaient été réalisés dans les négociations. *« Nous sommes*, a-t-il assuré, *dans la bonne direction. »*

De son côté, le président Sadate, dans une interview à la revue libanaise *Al Hawadess*, a affirmé mercredi que la position de l'Egypte *n'avait pas varié depuis l'échec de* la précédente mission Kissinger, en mars dernier. *« Le Caire*, a-t-il dit, *continue toujours de réclamer l'évacuation des cols stratégiques et des champs pétrolifères d'Abou-Rodeiss. S'il y a quelque chose de nouveau depuis l'échec de la mission Kissinger de mars, c'est du côté israélien qu'il faut chercher. Ce sont les dirigeants israéliens qui ont assoupli leur position. »*

« Il faut, a-t-il ajouté, *que l'attitude de Washington demeure positive, car toutes les cartes se trouvent entre les mains des Etats-Unis, même si certains de nos confrères arabes ne partagent pas nécessairement ce point de vue. »*

Enfin, le président Sadate a jugé que l'initiative prise par certains pays arabes en vue d'obtenir l'expulsion d'Israël des Nations unies était inopportune. *« Nous devons*, a-t-il déclaré, *réfléchir sérieusement et ne pas nous laisser emporter par la passion. Israël aimerait bien se faire expulser des Nations unies parce que cela dresserait l'opinion publique américain econtre nous. »* — *(A.F.P., A.P., U.P.I.)*

En Espagne

TOUTES LES FORMATIONS DE L'OPPOSITION AU RÉGIME ONT ENGAGÉ DES POURPARLERS

Madrid *(A.F.P.)*. — Les premières conversations ont été engagées et vont se poursuivre entre les deux grands rassemblements politiques espagnols qui groupent la quasi-totalité de l'opposition au régime franquiste.

Un court communiqué, distribué mercredi 13 août à Madrid, annonce que *« la commission permanente de la Junte démocratique d'Espagne et le secrétariat de la Plate-Forme de la convergence démocratique se sont réunis pour examiner leurs positions respectives face à la conjoncture politique actuelle et aux exigences de rupture démocratique »*.

La Junte démocratique d'Espagne a été formée l'an dernier, au moment de la maladie du général Franco, sous l'égide du parti communiste espagnol, tandis que la Plate-Forme de convergence démocratique a été créée cette année et réunit surtout les socialistes et les démocrates-chrétiens qui avaient refusé de se *joindre à la Junte*.

Le communiqué est daté d'août 1975, sans autre précision de date et de lieu. Il ajoute que, *« étant donnée l'urgence des problèmes réels, les représentants des deux groupes ont décidé de poursuivre leurs conversations »*.

D'autre part, le général Franco a reçu pendant plusieurs heures, mercredi, M. Carlos Arias Navarro, pour la première fois depuis le 21 juillet dernier. C'était leur première entrevue depuis que circulent des rumeurs sur un prochain remplacement du chef du gouvernement.

C'était aussi la première visite du président Arias au chef de l'Etat depuis l'arrestation de neuf militaires, et depuis la conférence *d'Helsinki, où, pour la première* fois depuis quarante ans, l'Espagne était représentée dans une conférence internationale au niveau du chef de gouvernement.

Les journaux se font l'écho de rumeurs diverses et reprennent les déclarations faites par les ministres en vacances. Ces derniers, en voulant rassurer, entretiennent le climat de crise qui s'est concrétisé par la décision de prolonger la législature de quatre mois.

Avant la rentrée d'octobre, la scène politique espagnole se complique donc quelque peu sur un fond de menace de crise économique intérieure, de terrorisme basque, de problème du Sahara occidental et de premières failles *visibles dans l'armée*.

TREIZE MEMBRES DE L'ARMÉE ROUGE JAPONAISE SERAIENT ARRIVÉS DANS LE PAYS

Le quotidien espagnol *Arriba* publie, mercredi 13 août, les photographies de neuf hommes et de quatre femmes présentés comme des *« membres de l'Armée rouge japonaise »*. Selon l'organe phalangiste, ces *« trois commandos »* de l'Armée rouge auraient pour objectif d'obtenir la libération de membres de l'ETA (mouvement nationaliste basque) et du FRAP (front révolutionnaire antifasciste). Le rédacteur en chef du quotidien espagnol, M. Semprun, affirme tenir ses renseignements d'un *« ami français »*. Cet informateur aurait également assuré que l'insaisissable « Carlos » se trouverait actuellement en Espagne. Les services de la sécurité *espagnole ont publié, mercredi*, un communiqué dans lequel ils déclarent que toutes ces informations *« ne proviennent pas de source officielle »*, et qu'ils en laissent la responsabilité au journal. — *(A.F.P., Reuter.)*

Le gouvernement cubain accepte de payer en dollars canadiens une rançon saisie en 1972 sur des pirates de l'air américains

Le 10 novembre 1972 au soir, trois pirates de l'air — de jeunes noirs recherchés par la police pour délits de droit commun — se rendaient maîtres d'un appareil de la Southern Airline, après son décollage de Birmingham (Alabama), et d'un groupe d'otages comprenant vingt-six passagers et un équipage de quatre membres. Accompagnée, entre autres, d'une menace de *« faire piquer » le DC 9 sur la* centrale atomique d'Oak Ridge, dans le Tennessee, la « course folle » de l'avion détourné, que ses ravisseurs poussèrent jusqu'à Toronto, tint l'opinion en haleine durant une trentaine d'heures. Finalement, après un premier atterrissage à Cuba, et de nouveaux détours dans l'espace aérien américain, le DC 9 se posait sur l'aérodrome de La Havane après avoir obtenu une rançon à peu près équivalente au quart des exigences initiales (10 millions de dollars).

Il est intéressant de noter que cet exploit intervenait quelques jours seulement après une démarche cubaine relançant l'idée, avancée dès 1969, d'un accord avec les Etats-Unis en vue de mettre fin aux espoirs des pirates de l'air croyant pouvoir se fier à l'« anti-américanisme » de M. Fidel Castro pour attendre de La Havane un accueil « compréhensif ». Cuba n'aspirait nullement à jouer le rôle de dépo*toir des détraqués ou des malfaiteurs* en quête d'une « terre d'asile » leur garantissant l'immunité. La fermeté des autorités cubaines dans l'affaire du DC 9 de novembre 1972 leur avait d'ailleurs valu les compliments du Département d'Etat — les premiers — pour leur « coopération ».

Un point restait à régler : la restitution de la rançon. En décembre de la même année, Cuba faisait parvenir un chèque de 2 millions de dollars à la Southern Airlines, mais tiré sur *la banque* (la *Chase Manhattan*) où les avoirs cubains étaient gelés depuis la rupture des relations diplomatiques entre l'île et le continent en janvier 1961. Il n'était pas négociable.

Le gouvernement cubain vient d'accomplir un nouveau geste de conciliation. Il a transmis à la direction de la compagnie aérienne un second chèque, cette fois libellé en dollars canadiens, qui peut donc être encaissé sans condition. Le président de la commission des affaires étrangères, M. *John Sparkman*, qui se trouve être sénateur de l'Alabama, et le président de Southern Airlines, M. Frank Hulse, ont donné, le 11 août, à Washington, une conférence de presse pour célébrer cet heureux dénouement. De son chalet du Colorado, où il prend quelques jours de détente, le président Ford a fait savoir qu'il l'enregistrait *« avec satisfaction »*. Son porte-parole ajouta que *« c'était tout ce qu'il pouvait dire pour le moment »*. Rappelons que l'accord sur la piraterie aérienne proposé par Cuba a été signé par les deux gouvernements, le 15 fé-fier les propositions adoptées en vrier 1973. — A. C.

En Rhodésie

M. SMITH ET LES NATIONALISTES SEMBLENT D'ACCORD SUR LA PROCÉDURE DE NÉGOCIATION

Salisbury *(Reuter)*. — Evoquant l'ouverture de la conférence constitutionnelle qui doit avoir lieu le 25 août aux chutes Victoria, sur le fleuve Zambèze, M. Ian Smith, *premier ministre rhodésien*, a déclaré, mercredi 13 août, devant le Parlement réuni à Salisbury : *« Il est difficile de concevoir que cette première séance puisse durer plus d'une demi-heure, car il s'agira simplement pour les deux parties de signer un accord par lequel elles s'engagent à régler l'avenir constitutionnel du pays par le biais de pourparlers. »*

M. Smith a précisé que seule la première séance se déroulerait dans le *no man's land* et que les séances ultérieures se tiendraient en territoire rhodésien.

De son côté, Mgr Abel Muzorewa, président du Conseil national africain (A.N.C.), a déclaré : *« Conformément à la politique que nous avons arrêtée en juillet à la réunion de l'A.N.C., à Dar-Es-Salaam, nous acceptons de tenir une conférence constitutionnelle afin de trouver une solution aux problèmes qui se posent au Zimbabwe. »*

L'A.N.C. se dit prêt à ouvrir les pourparlers au milieu du pont enjambant les chutes Victoria, à bord d'un wagon fourni par l'Afrique du Sud. Il est d'accord pour ajourner les travaux après cette première réunion et pour discuter, en territoire rhodésien, des propositions faites en commission. Enfin, l'A.N.C. accepte *que les deux parties se réunissent* ensuite, en n'importe quel lieu mutuellement convenu, pour raticommission.

NOUVELLES BRÈVES

● *Le ministre birman des affaires étrangères*, U Hla Phone, a été reçu, le lundi 11 août, à Pékin, par le premier vice-premier ministre chinois M. Teng Hsiao-ping. — *(A.F.P.)*

● *A l'« Observer »*, la direction ayant accepté de réduire le nombre des suppressions d'emploi — qui devaient toucher 30 % des membres de l'entreprise *(le Monde* du 12 août), — les représentants des typographes ont annoncé que le journal pouvait reparaître.

La décision prise mardi 11 août par la direction de ne pas envoyer les deux cents lettres de licenciement au personnel de l'*Observer* permet à tous les typographes du journal de conserver leur emploi jusqu'à la réunion prévue pour la semaine prochaine. — *(A.F.P.)*

● *La société Olier*, une entreprise de mécanique employant quatre cents salariés à Clermont-Ferrand, vient d'être mise en règlement judiciaire. La firme avait été rachetée en 1971 par M. Georges Maury, l'ex-propriétaire de la société Garnier de *Redon*.

AUX PROCÈS D'ATHÈNES

Un témoin qualifie le siège de la police militaire de « Dachau moderne »

Athènes *(U.P.I., A.P., A.F.P.)*. — Au procès des tortionnaires de la police militaire de l'ancien régime grec, M. Dimitrios Tsatos, député de l'Union *du centre*, a affirmé mercredi 12 août, que les accusés avaient créé en Grèce un *« Dachau grec moderne »*. *« Entrer dans l'enceinte de la police militaire, c'était comme pénétrer en enfer »* a-t-il dit. *« Nul ne peut honnêtement décrire ce qui se passait dans ces lieux. J'y ai vécu pendant quatre mois comme pensionnaire et je me sens honteux en tant que Grec que pareille chose ait pu exister dans mon pays »*, s'est-il exclamé.

Il a raconté que dès son arrivée au siège de la police militaire un des officiers l'avait mis au courant de ce qui l'attendait, dans ces termes : *« Ici la vie ne compte pas, tu parles ou tu crèves... »* Il a ajouté : *« Ils voulaient que j'accable mes amis. En particulier, ils voulaient que je dise que Caramanlis avait des contacts avec les communistes de l'extérieur. Pour arriver à ce but, mes geôliers m'ont frappé sans merci, m'obligeant à rester debout des heures entières et me privant d'eau et de nourriture. »*

D'autre part, la Cour criminelle d'Athènes qui juge les vingt principaux auteurs du coup d'Etat militaire du 21 avril 1967 a pris connaissance mercredi de statistiques élaborées par les forces de sécurité au sujet des mesures policières prises au cours de la dictature. Selon divers documents cités par le greffier du tribunal, 8 270 arrestations et 6 188 déportations ont été opérées entre le 21 et le 30 avril 1967. Les tribunaux militaires d'exception d'Athènes eurent à connaître, durant sept années de régime militaire, de 2 264 affaires. 3 500 arrestations furent opérées pour *« opposition au régime »*, dont 2 453 lors des seuls incidents de l'Ecole polytechnique d'Athènes en novembre 1973.

En France

NOUVELLE AGGRAVATION DU CHOMAGE EN JUILLET

La situation de l'emploi en France a continué de se dégrader en juillet, comme les mois précédents (« le Monde » du 19 juillet). On a en effet recensé, au cours du mois dernier, 765 600 demandes d'emploi non satisfaites au lieu de 738 300 en juin (+ 3,69 % en un mois) et 460 100 seulement il y a un an (+ 66,39 %). A l'inverse, les offres d'emploi non satisfaites ont, en données observées, légèrement diminué : 106 500 en juillet au lieu de 114 200 en juin (— 7 %) et de 228 400 (— 54 %) il y a un an.

Cette évolution apparaît encore plus significative si l'on tient compte des variations saisonnières. En données corrigées de ces variations, les demandes d'emploi non satisfaites ont progressé de 0,9 % en juillet : 884 900, au lieu de 877 500 en juin.

A l'inverse, on note une légère *diminution* des offres non satisfaites : 102 500 en juillet au lieu de 103 300 en juin (— 0,7 %). En un an, la proportion des demandes par rapport aux offres est ainsi passée de 2 à 7,2.

Le numéro du « Monde » daté 14 août 1975 a été tiré à 470 480 exemplaires.

B C D E F G H